

COUR D'ARBITRAGE

F. 2001 — 1210

[C — 2001/21240]

Arrêt n° 49/2001 du 18 avril 2001

Numéro du rôle : 1895

En cause : le recours en annulation des articles 2 à 9 du décret de la Communauté française du 26 avril 1999 « portant confirmation des socles de compétences et modifiant la terminologie relative à la compétence exercée par le parlement en application des articles 16, 25, 26, 35 et 43 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre », introduit par l'a.s.b.l. Libre Ecole Rudolf Steiner et autres.

La Cour d'arbitrage,

composée du président M. Melchior, des juges P. Martens, E. Cereixe, R. Henneuse, E. De Groot et L. Lavrysen, et du président émérite G. De Baets conformément à l'article 60bis de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, assistée du greffier L. Potoms, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. Objet du recours

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 25 février 2000 et parvenue au greffe le 28 février 2000, un recours en annulation des articles 2 à 9 du décret de la Communauté française du 26 avril 1999 « portant confirmation des socles de compétences et modifiant la terminologie relative à la compétence exercée par le parlement en application des articles 16, 25, 26, 35 et 43 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre » (publié au *Moniteur belge* du 27 août 1999, deuxième édition) a été introduit par (1) l'a.s.b.l. Libre Ecole Rudolf Steiner, dont le siège social est établi à 1490 Court-Saint-Etienne, la Ferme Blanche, (2) l'a.s.b.l. Espace de Liberté, dont le siège social est établi à 2060 Anvers, Delinstraat 17, (3) l'a.s.b.l. Association pour le développement de la pédagogie Steiner, dont le siège social est établi à 1490 Court-Saint-Etienne, rue des Ecoles 46, (4) C. Borgers, demeurant à 5030 Sauvenière, rue du Village 21, (5) J. Demeyere, demeurant à 7700 Mouscron, Clos de la Bleuse Tartine 57, (6) V. Gilot, demeurant à 1490 Court-Saint-Etienne, rue de Limauges 32, (7) C. Gogry, demeurant à 3090 Overijse, Dobralaan 28, (8) D. Jane-Aluja, demeurant à 5030 Ernage, rue du Sart 4, (9) L. Lamfalussy, demeurant à 1348 Louvain-la-Neuve, Cours de Bonne Espérance 11, (10) S. Lejoly, demeurant à 1490 Sart-Messire-Guillaume, rue de la Chapelle 9, (11) T. Moncarey, demeurant à 1340 Ottignies, Clos du Cheval Godet 1, (12) F. Nys, demeurant à 1461 Haut-Ittre, rue de la ferme Coquiamont 5, (13) P. Planche, demeurant à 1020 Bruxelles, rue Stéphanie 75, (14) M. Verschueren, demeurant à 1340 Ottignies, Clos du Cheval Godet 1, (15) J.-P. Vlamincq, demeurant à 1490 Court-Saint-Etienne, rue de Sart 39, (16) M. Wibert, demeurant à 5030 Ernage, rue du Sart 4, (17) C. Massot, demeurant à 7000 Mons, chaussée du Roelux 326, (18) M.-A. Nève, demeurant à 1490 Court-Saint-Etienne, rue du Tienne 11, et (19) F. Portugaels, demeurant à 1390 Grez-Doiceau, rue Verte Voie 21.

II. La procédure

Par ordonnance du 28 février 2000, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé n'y avoir lieu de faire application des articles 71 ou 72 de la loi organique.

Le recours a été notifié conformément à l'article 76 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 13 juin 2000.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 27 juin 2000.

Par ordonnance du 26 juillet 2000, le président M. Melchior a prorogé jusqu'au 15 septembre 2000 le délai pour l'introduction d'un mémoire, suite à la demande du Gouvernement de la Communauté française du 26 juillet 2000.

Cette ordonnance a été notifiée au Gouvernement de la Communauté française par lettre recommandée à la poste le 26 juillet 2000.

Des mémoires ont été introduits par :

- l'a.s.b.l. Schola Nova, dont le siège social est établi à 1315 Opprebais, rue du Moulin 1, P. Bagniet et son épouse, demeurant ensemble à 1370 Jodoigne, avenue des Combattants 30, G. de Cartier d'Yves et son épouse, demeurant ensemble à 1471 Laupoigne, Chemin de la Warouche 10, G. De Man et son épouse, demeurant ensemble à 1360 Orbais, rue Trémouraux 127, J.-F. De Mees et G. Warny, demeurant ensemble à 1367 Gérompont, rue Montagne 3, P. de Meeüs et son épouse, demeurant ensemble à 1390 Grez-Doiceau, Chavée Boulanger 20, J.-M. de Montpellier d'Annevoie et son épouse, demeurant ensemble à 1325 Vieusart, rue du Laid Burniat 10, M.-A. Léonard et son épouse, demeurant ensemble à 6824 Chasse-Pierre, Froids-Vents 1, F. Moureau et son épouse, demeurant ensemble à 1315 Incourt, chaussée de Namur 77, et D. Van Asten et son épouse, demeurant ensemble à 1367 Autre-Eglise, rue de la Gare d'Hédenge 38, par lettre recommandée à la poste le 24 juillet 2000;

- l'a.s.b.l. Ecole Notre-Dame de la Sainte-Espérance, dont le siège social est établi à 1050 Bruxelles, rue de la Concorde 37, et B. Van Houtte, demeurant à 1160 Bruxelles, avenue des Volontaires 29, par lettre recommandée à la poste le 27 juillet 2000;

- le Gouvernement de la Communauté française, place Surlet de Chokier 15-17, 1000 Bruxelles, par lettre recommandée à la poste le 15 septembre 2000.

Ces mémoires ont été notifiés conformément à l'article 89 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 26 septembre 2000.

Par ordonnance du 19 octobre 2000, le président M. Melchior a prorogé de quinze jours le délai pour l'introduction d'un mémoire en réponse, suite à la demande des parties requérantes du 18 octobre 2000.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties requérantes par lettre recommandée à la poste le 20 octobre 2000.

Des mémoires en réponse ont été introduits par :

- le Gouvernement de la Communauté française, par lettres recommandées à la poste le 20 octobre 2000;

- les parties intervenantes a.s.b.l. Ecole Notre-Dame de la Sainte-Espérance et B. Van Houtte, par lettre recommandée à la poste le 26 octobre 2000;

- les parties requérantes et les parties intervenantes a.s.b.l. Schola Nova et autres, par lettre recommandée à la poste le 13 novembre 2000.

Par ordonnances du 29 juin 2000 et du 30 janvier 2001, la Cour a prorogé respectivement jusqu'aux 25 février 2001 et 25 août 2001 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

Par ordonnance du 6 février 2001, la Cour a complété le siège par le juge L. Lavrysen.

Par ordonnance du 7 février 2001, la Cour a déclaré l'affaire en état et fixé l'audience au 1^{er} mars 2001.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties ainsi qu'à leurs avocats, par lettres recommandées à la poste le 8 février 2001.

A l'audience publique du 1^{er} mars 2001 :

- ont comparu :
- . Me F. Tulkens, avocat au barreau de Bruxelles, pour les parties requérantes;
- . Me R. Lefebvre, avocat au barreau de Dinant, pour les parties intervenantes a.s.b.l. Schola Nova et autres, l'a.s.b.l. Ecole Notre-Dame de la Sainte-Espérance et B. Van Houtte;
- . Me J. Sambon, avocat au barreau de Bruxelles, pour le Gouvernement de la Communauté française;
- les juges-rapporteurs E. Cerexhe et L. Lavrysen ont fait rapport;
- les avocats précités ont été entendus;
- l'affaire a été mise en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi organique, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

III. *En droit*

- A -

Quant à la recevabilité de la requête en annulation

A.1.1. La première partie requérante a pour objet de « mettre en œuvre et favoriser toute activité permettant une approche vivante, basée sur l'enseignement anthroposophique de Rudolf Steiner, des connaissances humaines nécessaires pour préparer, au sein de l'école, la réalisation harmonieuse et complète du destin individuel ». Nulle part les statuts n'indiquent que l'association sans but lucratif (ci-après a.s.b.l.) ne prodigue qu'un enseignement fondamental. Il est donc parfaitement envisageable, et d'ailleurs envisagé, d'organiser un enseignement secondaire.

Par ailleurs, si les élèves de la Libre Ecole Rudolf Steiner bénéficient, jusqu'à la fin de l'enseignement primaire, de la pédagogie particulière qu'elle leur prodigue, il est également dans l'intérêt de la première partie requérante de voir ses élèves évoluer dans la continuité lors de leurs deux premières années d'enseignement secondaire, et cela dans le prolongement immédiat de son objet tendant à promouvoir « une approche vivante, basée sur l'enseignement anthroposophique de Rudolf Steiner ». Elle a donc l'intérêt requis pour agir contre l'ensemble des dispositions attaquées.

En ce qui concerne la partie requérante *sub 2*, elle a pour objet de réaliser une réelle liberté d'enseignement (« het realiseren van werkelijke vrijheid van onderwijs »). Dans la mesure où les articles litigieux touchent précisément à la liberté d'enseignement, ils sont susceptibles de l'affecter défavorablement.

Il en est de même de la partie requérante *sub 3*, dont l'objet est « de promouvoir et de développer une pédagogie basée sur l'enseignement anthroposophique de Rudolf Steiner » et qui risque également de se voir affectée défavorablement par l'imposition des socles de compétences liés tant aux deux premières étapes qu'à la troisième.

Les parties requérantes *sub 4* et *6* à *19* sont des parents d'enfants mineurs inscrits à la Libre Ecole Rudolf Steiner (première partie requérante) et agissent en justice tant en cette qualité qu'en leur nom personnel. Certaines d'entre elles agissent également en tant que professeur ou enseignant à la Libre Ecole Rudolf Steiner. Les enfants de ces parties requérantes sont destinés à rentrer, tôt ou tard, mais de manière certaine, en tant qu'élèves dans l'enseignement secondaire. Or, dans le cadre des deux premières années de cet enseignement secondaire, il est prévu de leur appliquer la troisième étape des socles de compétences. Leurs parents ont donc, dès aujourd'hui, un intérêt certain et actuel à attaquer l'ensemble des dispositions litigieuses.

En tant que directeur d'école fondamentale, la partie requérante *sub 5* est concernée par toutes les dispositions qui touchent à l'enseignement maternel et primaire. Par ailleurs, dans la mesure où le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement repose sur l'idée de base d'un « continuum pédagogique » entre chaque étape des études, un directeur d'école maternelle et primaire a également intérêt à poursuivre l'annulation des socles de compétences liés à la troisième étape.

A.1.2. Le Gouvernement de la Communauté française s'en remet à la sagesse de la Cour en ce qui concerne la recevabilité du recours en annulation introduit par les dix-neuf parties requérantes, sous réserve des observations suivantes.

Les parties requérantes *sub 1* à *3* se présentent comme des associations sans but lucratif. La recevabilité de leur recours est liée au respect des obligations et formalités de la loi du 27 juin 1921 « accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique » et à l'adoption d'une décision régulière d'ester en justice.

La partie requérante *sub 5* n'a pas d'intérêt direct.

Les parties requérantes *sub 4* et *6* à *19* n'ont pas d'intérêt certain et actuel à attaquer les socles de compétences liés à la troisième étape.

Il en va de même des parties requérantes *sub 1* à *3*. L'affirmation qu'« il n'est pas exclu qu'une école secondaire Rudolf Steiner s'ouvre tôt ou tard en Communauté française » tend à alléguer un intérêt incertain.

Quant à la recevabilité du mémoire en intervention de l'Ecole Notre-Dame de la Sainte-Espérance et autre

A.2.1. La première intervenante a pour objet social, à l'instar de toutes les écoles primaires du pays, l'enseignement fondamental, avec comme spécificité une attention particulière à l'enseignement catholique. Elle organise effectivement de manière ininterrompue depuis l'année scolaire 1989-1990, au lieu de son siège social, une école primaire libre non subventionnée de langue française.

La seconde partie intervenante est le père d'une élève de ladite école, inscrite en quatrième année primaire : Astrid Van Houtte, née le 31 janvier 1992.

Les parties intervenantes poursuivent actuellement devant le Conseil d'Etat l'annulation de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 mai 1999 « fixant les conditions pour pouvoir satisfaire à l'obligation scolaire en dispensant un enseignement à domicile ». Selon l'article 10 de cet arrêté, le contrôle du niveau des études est conforme aux socles de compétences définis par le décret du 26 avril 1999, attaqué dans le présent litige. Elles ont donc intérêt à voir annuler ce décret.

A.2.2.1. Le Gouvernement de la Communauté française constate que la première partie intervenante se trouve en défaut de prouver l'accomplissement, avant l'introduction de sa requête en intervention, des publications et formalités requises par les articles 3, 9, 10 et 11 de la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique. Dans ce contexte, cette association ne peut se prévaloir de la personnalité juridique et se trouve dès lors, conformément à l'article 26 de la loi du 27 juin 1921, dans l'incapacité d'introduire une action en justice.

A.2.2.2. En outre, l'absence d'intérêt direct des deux parties intervenantes apparaît lorsque l'on prend en compte d'une manière spécifique que ce qui est le fondement de la critique des parties intervenantes, c'est l'application à l'enseignement à domicile, enseignement organisé ou suivi par elles, du régime juridique des socles de compétences par les articles 4, 10 et 11 de l'arrêté du 21 mai 1999. Ce sont ces dispositions réglementaires qui causent grief aux parties intervenantes.

La question de la légalité de ces dispositions réglementaires ne relève pas de la compétence de la Cour d'arbitrage mais bien de la compétence du Conseil d'Etat.

Les parties intervenantes n'ont dès lors pas d'intérêt direct.

A.2.2.3. Enfin, l'article 87 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage ne permet pas, contrairement à l'article 85, que les parties intervenantes formulent des moyens nouveaux ni, *a fortiori*, n'étendent la demande d'annulation à des dispositions non entreprises dans la requête. Seuls les moyens qui sont connexes peuvent être admis en tant qu'observations.

Quant à la recevabilité du mémoire en intervention de l'a.s.b.l. Schola Nova et autres

A.3.1. La première partie intervenante a pour objet social « la promotion des langues latine et grecque et de la culture en général ». A ce titre, elle organise, dans le cadre de l'enseignement dit à domicile, des humanités traditionnelles gréco-latines, dont les grilles horaires sont établies depuis plus d'un demi-siècle et correspondent à la volonté légitime des parents, telles les parties *sub 2* à 10, d'offrir à leurs enfants un héritage culturel et scientifique.

L'article 4 de l'arrêté du 21 mai 1999 « fixant les conditions pour pouvoir satisfaire à l'obligation scolaire en dispensant un enseignement à domicile » impose aux parents qui ont choisi pour leur enfant un enseignement à domicile « d'assurer ou de faire assurer un enseignement de niveau équivalent à celui imposé aux établissements scolaires organisés, subventionnés ou reconnus par la Communauté française et répondant aux dispositions des articles 6, 8 et 16 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ». L'article 10 du même arrêté prévoit que « le contrôle du niveau des études est conforme aux socles de compétences définis par le décret du 26 avril 1999 ». L'article 11 du même arrêté institue un jury qui « détermine, sur base des contrôles effectués, si l'enfant a atteint le niveau des études correspondant aux socles de compétences définis par le décret du 26 avril 1999 précité ».

La première partie intervenante est directement concernée par cette nouvelle réglementation dans la mesure où elle pratique un enseignement à domicile.

Les autres parties intervenantes ont intérêt à intervenir en leur qualité de parents qui ont choisi de permettre à leur enfant de suivre un enseignement à domicile.

A.3.2. Le Gouvernement de la Communauté française conteste tout d'abord la qualité et la capacité pour agir de la première partie intervenante. En tant qu'association sans but lucratif, elle n'établit pas, avant l'introduction de son mémoire en intervention, l'accomplissement des publications et formalités requises par les articles 3, 9, 10 et 11 de la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique. Elle ne peut se prévaloir de la personnalité juridique et se trouve dès lors, conformément à l'article 26 de ladite loi, dans l'incapacité d'introduire une action en justice.

Pour le surplus, il convient d'observer que ce qui est au fondement de la critique des parties intervenantes c'est l'application à l'enseignement à domicile du régime juridique des socles de compétences par les articles 4, 10 et 11 de l'arrêté du 21 mai 1999 du Gouvernement de la Communauté française « fixant les conditions pour pouvoir satisfaire à l'obligation scolaire en dispensant un enseignement à domicile ». Ce sont ces dispositions réglementaires qui causent grief aux parties intervenantes.

Enfin, la première partie intervenante n'a, en toute hypothèse, pas d'intérêt direct au recours en annulation du décret du 26 avril 1999 portant confirmation des socles de compétences. En effet, son objet social est « la promotion des langues latine et grecque et de la culture en général ». En aucune manière, les socles de compétences définis par le décret ne portent atteinte à la promotion des langues latine et grecque et de la culture en général. Les langues latine et grecque ne sont pas régies par les socles de compétences confirmés par les articles 2 à 9 du décret du 26 avril 1999. La dimension culturelle, quant à elle, est mise en évidence dans les diverses compétences arrêtées, en application des articles 6, 2° et 3°, 8, 8°, et 9, 7°, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre.

Les autres parties intervenantes se prévalent exclusivement de leur qualité de parents ayant choisi l'enseignement à domicile pour leur enfant.

Elles ne précisent nullement en quoi, concrètement, le décret litigieux leur porterait grief.

Quant au fond

Sur le premier moyen

A.4.1. En sa première branche, le moyen critique les socles de compétences tels que formulés dans les articles attaqués du décret du 26 avril 1999, en ce sens qu'ils ne peuvent être considérés comme des « référentiels présentant des compétences de base » (cf. définition des socles de compétences, article 5, 2°, du décret du 24 juillet 1997), puisqu'ils ont un contenu unique, qui a pour effet d'imposer une conception pédagogique particulière, incompatible avec la liberté garantie par l'article 24, §§ 1^{er} et 3, de la Constitution, combiné avec l'article 13 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, avec l'article 2 du Premier Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme et avec l'article 60 de la Convention européenne des droits de l'homme.

En sa deuxième branche, le moyen invoque la violation par les autorités de leur obligation de neutralité, obligation instituée par l'article 24, § 1^{er}, de la Constitution, qui, si elle ne les prive pas du droit d'indiquer des objectifs minimaux, ne les autorise cependant pas à édicter des socles de compétences aussi pointus, détaillés et assortis d'aucune exception, afin d'imposer une certaine conception de l'homme et de la société à partir de laquelle sont fixés les fondements de l'enseignement.

En sa troisième branche, le moyen relève que les articles attaqués, bien qu'instituant des règles extrêmement strictes, ne contiennent cependant aucune procédure permettant d'accorder des dérogations limitées à des établissements qui souhaitent dispenser un enseignement qui s'inspire de conceptions pédagogiques spécifiques, de sorte qu'ils contreviennent à l'article 24, § 4, de la Constitution.

A.4.2. Le Gouvernement de la Communauté française considère tout d'abord que le premier moyen est irrecevable « en tant qu'il invoque directement [des normes de droit international] et ne précise pas en quoi elles sont méconnues par les dispositions attaquées ». Quant à la violation de la Constitution, plusieurs arrêts rendus par la Cour permettent de considérer qu'il convient de parler de liberté dans l'enseignement et non de liberté de l'enseignement, tout en reprochant aux parties requérantes d'avoir négligé de fournir au premier moyen « le degré de précision nécessaire » pour « démontrer concrètement le bien-fondé de leur critique ».

Les parties requérantes répondent sur ce point que l'évolution de la jurisprudence de la Cour illustre sans équivoque que des libertés de plus en plus larges ont été consacrées en matière d'enseignement.

Dans les arrêts qui y ont eu trait, la Cour a été « amenée, comme en matière d'égalité et de non-discrimination, à prendre en compte des dispositions contenues dans des traités : l'article 2 du premier protocole additionnel à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (arrêts n° 25/92 et n° 33/92) et l'article 13 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (arrêts n° 33/92 et n° 40/94) ».

Or, ces dispositions sont méconnues en ce qu'elles préservent un droit fondamental, celui de la liberté d'enseignement, au même titre que l'article 24 de la Constitution, droit qui est méconnu par les articles 2 à 9 et les annexes I à VIII du décret du 26 avril 1999, comme il sera exposé ci-après.

Il est, par conséquent, erroné de prétendre que le moyen est irrecevable puisque les dispositions internationales invoquées le sont en combinaison avec l'article 24 de la Constitution.

A.5.1. En ce qui concerne la première branche du premier moyen, le Gouvernement de la Communauté française dit constater que l'affirmation qui est soutenue par les parties requérantes ne quitte pas le plan des affirmations péremptoires et n'est étayée par aucun élément concret et soutient que le grief en revient finalement à attaquer en soi l'existence des socles de compétences, c'est-à-dire à contester indirectement des dispositions du décret du 24 juillet 1997. Selon la jurisprudence de la Cour, la liberté d'enseignement n'empêche pas que le législateur « prenne des mesures qui soient applicables de manière générale aux établissements d'enseignement, indépendamment de la spécificité de l'enseignement dispensé par ceux-ci », et le Conseil d'Etat a jugé, il y a peu, qu'une autorité administrative compétente pouvait légalement imposer les outils nécessaires pour « vérifier que tous les élèves bénéficient d'un niveau d'études équivalent ». En outre, la définition des socles de compétences doit être appréhendée au regard de l'ensemble des dispositions du décret du 24 juillet 1997, décret que les parties requérantes n'ont pas attaqué. La liberté pédagogique n'est, du reste, pas atteinte par les dispositions attaquées, vu la possibilité que conservent les pouvoirs organisateurs de procéder à l'élaboration d'un projet éducatif, d'un projet pédagogique, d'un projet d'établissement et d'un programme d'études.

A.5.2. Les parties requérantes développent dans leur mémoire en réponse de nombreuses considérations relatives aux socles de compétences, d'une part, et à la jurisprudence de la Cour d'arbitrage et du Conseil d'Etat mise en perspective avec ces considérations, d'autre part. Elles précisent qu'il n'entre nullement dans leurs intentions de s'attaquer de façon détournée au décret « Missions », qui institue les socles de compétences en la forme qu'elles viennent de décrire. Tels qu'ils y sont envisagés, les parties requérantes n'ont rien à leur reprocher, et, quand bien même ce serait le cas, elles sont parfaitement conscientes qu'elles ne seraient plus recevables pour ce faire, compte tenu de ce que le décret « Missions » date du 24 juillet 1997.

Par contre, le décret « Socles » du 26 avril 1999 a développé ces socles et leur a donné un contenu incompatible avec la liberté d'enseignement. Il en est ainsi notamment de l'inspection qui est chargée de la vérification de l'équivalence du niveau et non plus seulement de veiller à ce que les socles de compétences soient atteints. D'autre part, les décisions des conseils de classe en matière de passage de classe ou de cycle, de délivrance des diplômes, certificats et attestations de réussite, sont susceptibles de recours devant un Conseil de recours. Celui-ci fonde sa décision « sur la correspondance entre les compétences acquises par l'élève et les compétences qu'il doit normalement acquérir ainsi que sur l'équivalence du niveau des épreuves d'évaluation administrées aux élèves à celui des épreuves produites par les différentes commissions des outils d'évaluation » (article 99, alinéa 1^{er}, du décret « Missions »), et cela dans le but (avoué) d'empêcher la création d'établissements « élitistes ».

La Cour a annulé le décret de la Communauté flamande du 22 février 1995 au motif que les objectifs de développements et finaux « sont à ce point vastes et détaillés qu'ils ne peuvent raisonnablement être considérés comme des objectifs minimaux, de sorte que ces objectifs ne laissent pas suffisamment de latitude pour pouvoir réaliser les objectifs d'un projet pédagogique propre. Il est ainsi porté atteinte à la liberté d'enseignement ». La ministre-présidente de la Communauté française estima, à cet égard, que « la Communauté flamande est allée loin dans les détails » et que la législation francophone « ne vise pas un tel degré de précision » (Rapport présenté au nom de la Commission de l'éducation, *Doc.*, Parlement de la Communauté française, 1996-1997, p. 31). Force est cependant de constater qu'il eût été difficile de donner aux socles de compétences un contenu plus précis que ce qu'a réalisé le décret attaqué du 26 avril 1999. Il suffit, pour s'en convaincre, de parcourir les 55 pages du *Moniteur belge* qui les portent ou encore la brochure de la Communauté française intitulée « Socles de compétences », qui les reprend dans leur entièreté et qui se veut plus « digeste » que le *Moniteur belge*.

Il faut ajouter ensuite que les socles ne garantissent pas en eux-mêmes le niveau des études, mais visent à imposer une seule conception pédagogique, telle par exemple l'idée de l'interprétation « spiralaire » des compétences selon laquelle il faut exercer une même compétence plusieurs fois pour qu'on puisse la considérer comme définitivement acquise.

Par ailleurs, les socles de compétences ne sont pas formulés comme des moyens mais comme des buts. Pourquoi, pour développer le sens artistique, encourager le dessin et la musique plutôt que l'art dramatique ou un autre des beaux-arts ? Autrement dit, le choix des applications des compétences oblige à adopter un programme scolaire déterminé alors que les compétences ainsi imposées ne peuvent se justifier comme étant les seules qui garantissent avec certitude le niveau des études et la qualité de l'enseignement : il est contraire à la Constitution d'imposer un seul chemin avec autant de points de passage obligés pour tous les élèves de la Communauté française bénéficiant ou non d'un subventionnement.

A.6.1. Le Gouvernement de la Communauté française s'interroge sur la recevabilité de la seconde branche du premier moyen en ce qu'elle est prise « de la violation de l'obligation de neutralité de l'enseignement communautaire alors même que les requérants entendent défendre un enseignement qu'ils présentent comme spécifique et comme organisé par une institution de droit privé ». Si le grief se situe dans l'affirmation que les socles de compétences « se fondent sur une certaine conception de l'homme et de la société à partir de laquelle sont fixés les fondements de l'enseignement », cette affirmation est à la fois erronée, tautologique et irrecevable.

Erronée parce que les socles de compétences ne possèdent pas un contenu philosophique, idéologique ou religieux prescrit d'autorité (les objectifs des compétences et les socles de compétences ont été adoptés par l'ensemble des partis démocratiques). Tautologique parce que toute disposition normative en matière d'enseignement implique une certaine conception de l'homme et de la société. Et irrecevable, parce que la conception de l'homme et de la société dans laquelle s'ancrent les socles de compétences n'est autre que « celle prônée par les articles 6, 8 et 9 du décret du 24 juillet 1997 et par la Convention relative aux droits de l'enfant », dispositions qui ne sont, ni ne peuvent, être remises en cause par les parties requérantes.

Par contre, si la réelle critique de la deuxième branche du premier moyen est l'affirmation que « les socles sont incompatibles avec d'autres conceptions pédagogiques et didactiques telles, par exemple, la pédagogie Steiner », le Gouvernement de la Communauté française se réfère à son argumentation relative au second moyen.

A.6.2. Les parties requérantes citent, en guise de réfutation, l'arrêt rendu par la Cour, le 18 décembre 1996 (n° 76/96), qui a fait droit au moyen développé par les parties requérantes relatif à la méconnaissance, par la Communauté flamande, du principe de la liberté d'enseignement. On ne voit pas en quoi la simple référence à l'article 24, § 1^{er}, alinéa 3, de la Constitution, qui impose que la Communauté organise un enseignement neutre, et au décret du 31 mars 1994 « définissant la neutralité de l'enseignement de la Communauté » permet de justifier l'entorse à la liberté d'enseignement qui est réalisée à travers le décret du 26 avril 1999.

Après avoir rappelé les objectifs de la pédagogie Steiner qui reposent, entre autres, sur la volonté de ne pas travailler trop tôt les aptitudes dans le développement de l'enfant, il faut convenir qu'il sera impossible de respecter à la fois cette conception de l'éducation et les socles de compétences tels qu'ils ont trouvé une application dans le décret du 26 avril 1999. Comme la pratique l'a déjà démontré depuis de nombreuses années, cela n'empêchera pourtant pas les élèves ayant bénéficié d'un enseignement basé sur la pédagogie Steiner de terminer leurs études secondaires avec un niveau qui satisfait pleinement aux exigences souhaitables.

Il y a lieu, ensuite, de rappeler qu'on ne s'oppose pas à l'instauration de socles de compétences en tant que tels, instauration inscrite dans le décret « Missions », et que la pédagogie Steiner est, elle aussi, en parfaite concordance avec la Convention internationale relative aux droits de l'enfant. Le recours en annulation est justifié dans la mesure où le contenu donné aux socles, par son détail, sa précision, et l'absence de possibilité de dérogation ou même d'adopter une équivalence, aboutit en réalité à élaborer un seul programme éducatif obligatoire, alors que pour atteindre le niveau minimal souhaité, il n'y a pas qu'une seule voie pédagogique.

A.7.1. En ce qui concerne la troisième branche du premier moyen, le Gouvernement de la Communauté française fait valoir qu'en matière d'enseignement, l'égalité est le principe et que l'on ne saurait ériger en règle de principe que l'article 24 de la Constitution requiert nécessairement une procédure dérogatoire lorsque la législation en matière d'enseignement définit des objectifs communs à l'ensemble des pouvoirs organisateurs.

A.7.2. Les parties requérantes, après avoir rappelé le considérant B.10 de l'arrêt n° 76/96, répliquent qu'en matière d'enseignement, l'article 24 consacre d'abord le principe de la liberté (§ 1^{er}), et ensuite, le principe de l'égalité des élèves, parents, etc. devant la loi ou le décret (§ 4). On ne peut faire prévaloir le principe d'égalité au point d'annihiler la liberté de l'enseignement. La Constitution ne précise d'ailleurs pas s'il s'agit d'une liberté de l'enseignement ou dans l'enseignement, puisqu'elle énonce, sobrement, « l'enseignement est libre ».

Si l'objectif des socles de compétences est d'assurer, au bénéfice de tous les élèves, « la qualité de l'enseignement et des chances égales d'émancipation sociale », ce but est largement atteint par d'autres chemins que celui des socles de compétences, tels que définis par le décret « Socles ».

Lorsque ces objectifs communs « sont à ce point vastes et détaillés qu'ils ne peuvent raisonnablement être considérés comme des objectifs minimaux » (C.A., n° 76/96, 18 décembre 1996, considérant B.9), tels les socles de compétences, seule l'instauration d'une possibilité de dérogation permet à ces objectifs de ne pas entraver la liberté d'enseignement. Dans l'enseignement, le principe d'égalité peut être atteint sans passer par une restriction du principe, fondateur, de liberté. Dès lors, de deux choses l'une : soit les socles de compétences doivent être décrits de manière nettement moins détaillée, pointue et radicale, soit ils doivent être assortis d'une possibilité de dérogation à l'attention des établissements pratiquant une pédagogie spécifique, offrant ainsi aux élèves les mêmes chances d'émancipation que l'enseignement basé sur ces socles.

En conséquence, les articles 2 à 9 et les annexes I à VIII du décret du 26 avril 1999 violent la liberté d'enseignement, en ce qu'ils ne prévoient pas de possibilité de dérogation, permettant de respecter cette liberté, telle que garantie par l'article 24 de la Constitution, combiné avec diverses dispositions internationales visées au moyen.

Quant au deuxième moyen

A.8.1. Le deuxième moyen est pris de la violation des articles 10, 11 et 24, § 4, de la Constitution.

Les articles attaqués du décret du 26 avril 1999 fixent, sans dérogation possible, de manière vaste et détaillée, des socles de compétences ayant trait à des connaissances et à des comportements et ne laissent pas suffisamment de latitude pour pouvoir réaliser les objectifs d'un projet pédagogique propre, respectueux de la liberté d'enseignement. Ils imposent, par le caractère de précision et les exigences en termes de sensibilisation, certification et entretien des socles de compétences, une situation incompatible avec la pédagogie pratiquée ou promue par les parties requérantes.

Tels que libellés, les socles de compétences portent atteinte de manière disproportionnée à la liberté d'enseignement et aux principes d'égalité et de non-discrimination en excédant ce qui est nécessaire à la réalisation des objectifs d'intérêt général. Ils démontrent, non seulement que les dispositions litigieuses ne laissent quasiment aucune marge à une pédagogie différente de celle visée par le décret, et notamment la pédagogie Steiner, mais encore que ces dispositions sont incompatibles avec la pédagogie pratiquée dans l'école de la première partie requérante.

A.8.2. Le Gouvernement de la Communauté française constate que le raisonnement des parties requérantes est, entre autres, basé sur une référence à la situation en Communauté flamande, telle qu'elle existait entre 1995 et 1997, et prétend que l'on ne saurait, d'une part, comparer deux législations adoptées par deux législateurs autonomes ni, d'autre part, comparer deux législations sur un plan strictement formel pour solliciter une application analogique d'une jurisprudence spécifique.

Les parties requérantes assimilent les législations francophone et flamande en matière d'enseignement. Bien plus, le document DDODF (« Demande de dérogation aux objectifs de développement et aux objectifs finaux ») existant en Communauté flamande est leur seule justification relative à ce second moyen.

En outre, la critique relative au manque de marge laissé par les socles de compétences se situe « sur un plan strictement formel » et se limite « exclusivement à pointer le nombre ' d'intitulés de compétences ' et le nombre d'énoncés de compétences du décret ».

Quant aux incompatibilités avec la méthode Steiner, le second moyen est fondé sur le principe d'égalité en matière d'enseignement pour chacun. Dans la mesure où les compétences de base sont définies « non pour devenir un être hors du commun mais pour bien vivre dans la condition banale de la femme ou de l'homme moderne », il n'y a pas en l'espèce de rupture d'égalité.

A.8.3. Les parties requérantes répliquent que, en ce qui concerne le manque de marge, non seulement elles ont mis l'accent sur le « détaillisme » de certains domaines des socles, notamment par un exemple concret en matière d'énoncés relatifs à la recherche d'information mais en outre, la première partie requérante n'a pas été conviée, contrairement à d'autres écoles pratiquant une pédagogie particulière, pour émettre son avis lors de l'élaboration des socles de compétences.

De surcroît, le Gouvernement de la Communauté française n'arrive pas à résoudre la contradiction qui affecte son décret. Si, comme il le prétend, il fonde sa réforme sur l'uniformisation des niveaux scolaires souhaitée pour la Belgique dans le rapport du 13 novembre 1998 de l'O.C.D.E. (Organisation de coopération et de développement économique), comment expliquer qu'une même pédagogie qui satisfait le niveau scolaire en Flandre, aux Pays-Bas, en Allemagne, etc., soit écartée en Communauté française pour un problème, précisément, de niveau scolaire ?

Contrairement à ce que soutient le Gouvernement de la Communauté française, on ne confond pas compétences et niveaux de réalisation des compétences : la critique porte sur la quantité et le « détaillisme » des énoncés des socles de compétences ayant des implications concrètes sur les activités pédagogiques des classes. De même, on ne considère pas davantage comme compétences des commentaires qui ne constituent pas des compétences. S'il est exact que selon le Gouvernement de la Communauté française le tableau du « cadre d'intégration du développement artistique » a pour fonction de montrer comment s'articulent les diverses compétences définies plus loin, il fournit des explications non négligeables et au moins une indication méthodologique directe passée sous silence par le Gouvernement de la Communauté française : « Epanouir le jeune, c'est : ' développer une harmonie relationnelle ', ' produire ou imaginer différentes solutions originales en étant confronté à des situations-problèmes ' ».

Enfin, il n'est pas vrai non plus que l'on ne fait qu' « additionner des compétences transversales » entendues comme une seule et même compétence qui « se construit, se met en œuvre, se développe dans les différentes disciplines ». Si c'était réellement les mêmes compétences qui devaient être développées dans les différents domaines, le décret aurait mieux fait de les présenter, non seulement sous des dénominations plus ressemblantes, mais encore sous forme de tableau unique, tout en y indiquant les particularités de chaque discipline.

En ce qui concerne les incompatibilités des socles de compétences avec la pédagogie Steiner, il faut rappeler que le 17 octobre 2000, le ministre compétent a notifié une décision de refus du programme de la première partie requérante. Cette décision porte que « ce programme n'est pas en adéquation avec les socles de compétences confirmés par le décret de la Communauté française du 26 avril 1999 pour les raisons évoquées ci-après », lesquelles sont développées dans le mémoire en réponse. Et de montrer ensuite *in concreto*, à travers des applications dans différentes disciplines (français, mathématique, éveil scientifique, langues modernes, éducation physique, etc.) que ne sont pas fondées les critiques émises par le Gouvernement de la Communauté française relativement à l'incompréhension des socles de compétence par les parties requérantes, à une confusion par elles entre le niveau pédagogique et le niveau de la qualité des études voire même à une remise en cause indirecte des objectifs définis dans le décret « Missions » : les incompatibilités sont toujours bien d'ordre méthodologique, sans que le niveau des études ne puisse être mis en question.

En résumé,

- les socles de compétences, dont le principe n'est pas contesté, ont été précisés dans une norme excessivement détaillée;
- ce faisant, il est porté atteinte à la liberté d'enseignement, puisque la liberté pédagogique est réduite à une seule;
- pourtant, pour atteindre le niveau des études souhaité dans l'enseignement subventionné, plusieurs voies pédagogiques doivent être admises, soit sous la forme de dérogations aux socles de compétences, soit sous la forme d'équivalents;
- en l'espèce, le décret litigieux ne laisse aucune possibilité de dérogation à une autre pédagogie, et à bien des égards, il constitue une entrave non justifiée, déraisonnable ou disproportionnée.

Quant au mémoire en intervention de l'Ecole Notre-Dame de la Sainte-Espérance et de B. Van Houtte

A.9.1. Le premier « argument » du mémoire en intervention est une reprise presque textuelle de la première branche du deuxième moyen, que les parties requérantes ont articulé, dans leurs requêtes en annulation et en suspension, à l'encontre de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 mai 1999 fixant les conditions pour pouvoir satisfaire à l'obligation scolaire en dispensant un enseignement à domicile. Pour le surplus, il critique l'article 6, 7°, du décret du 24 juillet 1997, en réalité, l'article 8, 7°, dudit décret en ce qu'il impose de recourir aux techniques de la communication et de l'information.

A.9.2. Après avoir rappelé que le Conseil d'Etat avait rejeté la requête en suspension précitée, le Gouvernement de la Communauté française montre que le moyen procède d'une incompréhension radicale du décret du 26 avril 1999. En outre, les critiques formulées à l'encontre du décret du 24 juillet 1997 sont irrecevables, à défaut d'avoir été introduites dans le délai prescrit par l'article 3 de la loi spéciale sur la Cour d'arbitrage et à défaut de respecter l'article 87 de la même loi.

A.10.1. Un deuxième « argument » est avancé dans le mémoire en intervention selon lequel au niveau des faits, contrairement à ce que l'Etat prétend dans le mémoire récemment déposé au Conseil d'Etat dans le litige évoqué ci-avant, il n'est pas vrai que l'enseignement officiel et l'enseignement libre subventionné présenteraient plus de garanties pour la formation des jeunes. Pareille allégation ne repose sur aucune constatation susceptible de vérification par toute personne intéressée qui le voudrait.

A.10.2. Le Gouvernement de la Communauté française estime que le deuxième argument ne comporte aucune critique de constitutionnalité du décret du 26 avril 1999 relevant de la compétence de la Cour.

A.11.1. Dans un troisième volet, les parties requérantes en intervention critiquent les dispositions décrétales attaquées en ce qu'elles manifestent de la part du législateur une volonté d'embrigadement politique dès l'école primaire sous diverses formes : « contribuer au développement d'une société démocratique, solidaire, pluraliste et ouverte aux autres cultures », « prendre part active à l'élaboration et à la réalisation d'un projet pour promouvoir la justice, la solidarité », « modes d'oppression et d'exclusion à combattre ».

A.11.2. Pour le Gouvernement de la Communauté française, le moyen est manifestement imprécis tant au niveau des normes attaquées - les compétences litigieuses n'étant pas identifiées - qu'au niveau du fondement de la critique de constitutionnalité qui pourrait leur être appliqué, celle-ci n'étant nullement précisée. Pour le surplus, et pour les motifs déjà résumés en A.9.2, les parties intervenantes ne sont pas recevables à critiquer les objectifs du décret du 24 juillet 1997 qui semblent être ceux qu'elles remettent en cause en l'occurrence.

A.12.1. Les parties intervenantes critiquent ensuite comme étant prématuré et nuisible à la concentration intellectuelle des élèves du niveau primaire, l'apprentissage collectif de la sexualité. A cette fin, elles critiquent l'article 4 du décret de la Communauté française du 10 juillet 1984 relatif à l'éducation sanitaire et à l'information de la jeunesse ainsi qu'à l'aide et à l'assistance aux familles, dans les domaines relatifs à la contraception et à la parenté responsable.

A.12.2. Le Gouvernement de la Communauté française n'appréhende pas en quoi cet argument comporterait une critique de constitutionnalité relevant de la compétence de la Cour à l'égard du décret du 26 avril 1999. Les critiques articulées à l'encontre de l'article 4 du décret de la Communauté française du 10 juillet 1984 ne sont pas recevables dans le présent litige.

A.13.1. Les parties intervenantes dénoncent enfin une violation de la liberté fondamentale d'enseignement dans le relativisme doctrinal rendu obligatoire par les dispositions décrétales attaquées, imposant d'inculquer aux enfants que les jugements de valeur et les croyances ne sont pas des faits établis mais à ranger avec les jugements affectifs.

A.13.2. Selon le Gouvernement de la Communauté française, les parties intervenantes procèdent à une citation tronquée des socles de compétences arrêtés par le décret du 26 avril 1999.

Cette citation se réfère à l'annexe III du décret relatif à l'« éveil-initiation scientifique » qui préconise la compétence de « différencier les faits établis des hypothèses de travail, des réactions affectives et des jugements de valeur » notamment de la manière suivante : « dans un document scientifique adapté au niveau de compréhension des élèves, distinguer les faits établis et les hypothèses de recherche des croyances et des jugements affectifs ». Il y va non d'un relativisme doctrinal mais bien de la définition élémentaire d'une démarche scientifique appliquée à des données scientifiques. En aucune manière les compétences évoquées n'ont pour objet d'assimiler les croyances à des jugements affectifs. La critique est dès lors non fondée.

Quant au mémoire en intervention de l'a.s.b.l. Schola Nova et autres

A.14.1. Les parties intervenantes s'en réfèrent entièrement à l'argumentation qui a été développée par les parties requérantes dans leur recours en annulation et se réservent le droit de réagir ultérieurement au mémoire qui sera déposé par la Communauté française, partie adverse.

A.14.2. Le Gouvernement de la Communauté française ne peut accepter une telle manière de procéder. Il ne dispose nullement de la faculté d'anticiper l'argumentation qui pourra être développée par les parties intervenantes.

En toute hypothèse, les parties intervenantes n'ont pas intérêt au second moyen invoqué par les parties requérantes dans leur recours en annulation du décret du 26 avril 1999. Ce second moyen est en effet tributaire d'une pédagogie spécifique que les parties intervenantes n'invoquent pas à leur avantage.

En ce qui concerne le premier moyen, le Gouvernement de la Communauté française se réfère au mémoire en réponse qu'il a déposé.

- B -

Quant aux dispositions entreprises

B.1.1. Les parties requérantes demandent l'annulation des articles 2 à 9 du décret de la Communauté française du 26 avril 1999 « portant confirmation des socles de compétences et modifiant la terminologie relative à la compétence exercée par le parlement en application des articles 16, 25, 26, 35 et 43 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ». Ces articles disposent ainsi :

« Art. 2. Les socles de compétences en français repris en annexe 1 sont confirmés conformément à l'article 16 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre.

Art. 3. Les socles de compétences en formation mathématique repris en annexe 2 sont confirmés conformément à l'article 16 du même décret.

Art. 4. Les socles de compétences en éveil – initiation scientifique repris en annexe 3 sont confirmés conformément à l'article 16 du même décret.

Art. 5. Les socles de compétences en langues modernes repris en annexe 4 sont confirmés conformément à l'article 16 du même décret.

Art. 6. Les socles de compétences en éducation physique repris en annexe 5 sont confirmés conformément à l'article 16 du même décret.

Art. 7. Les socles de compétences en éducation par la technologie repris en annexe 6 sont confirmés conformément à l'article 16 du même décret.

Art. 8. Les socles de compétences en éducation artistique repris en annexe 7 sont confirmés conformément à l'article 16 du même décret.

Art. 9. Les socles de compétences en éveil – formation historique et géographique, comprenant la formation à la vie sociale et économique repris en annexe 8 sont confirmés conformément à l'article 16 du même décret. »

B.1.2. Le décret du 26 avril 1999, dit « décret socles de compétences », d'une part, modifie la terminologie relative à la compétence exercée par le Parlement en application des articles 16, 25, 26, 35 et 43 du décret du 24 juillet 1997, appelé « décret missions » (article 1^{er} du décret du 26 avril 1999) et, d'autre part, confirme, en le précisant, le concept de « socles de compétences », concept introduit par le « décret missions » (articles 2 à 9 du décret du 26 avril 1999).

Le décret de la Communauté française du 24 juillet 1997 « définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre » introduit une structure particulière pour la formation dans l'enseignement maternel et les huit premières années de la scolarité obligatoire.

Le décret précité de la Communauté française du 24 juillet 1997 institue le concept de socles de compétences. Le concept est défini comme un « référentiel présentant de manière structurée les compétences de base à exercer jusqu'au terme des huit premières années de l'enseignement obligatoire et celles qui sont à maîtriser à la fin de chacune des étapes de celles-ci parce qu'elles sont considérées comme nécessaires à l'insertion sociale et à la poursuite des études » (article 5, 2°).

B.1.3. Le décret entrepris institue huit types différents de socles de compétences détaillés dans des annexes reproduites au terme du décret. Il existe des socles de compétences en français (article 2 - annexe 1), en formation mathématique (article 3 - annexe 2), en éveil-initiation scientifique (article 4 - annexe 3), en langues modernes (article 5 - annexe 4), en éducation physique (article 6 - annexe 5), en éducation par la technologie (article 7 - annexe 6), en éducation artistique (article 8 - annexe 7) et en éveil-formation historique et géographique comprenant la formation à la vie sociale et économique (article 9 - annexe 8).

Quant à la recevabilité

En ce qui concerne les parties requérantes

B.2.1. Le Gouvernement de la Communauté française s'en remet à la sagesse de la Cour en ce qui concerne la recevabilité du recours en annulation introduit par les dix-neuf parties requérantes sous réserve toutefois que les trois premières, qui sont des associations sans but lucratif, aient accompli les obligations et formalités requises par la loi du 27 juin 1921. En ce qui concerne la cinquième partie requérante, directeur d'une école fondamentale, elle n'aurait pas d'intérêt direct. Quant aux autres parties requérantes, elles n'auraient pas d'intérêt certain et actuel à contester les socles de compétences liés à la troisième étape.

B.2.2. Les trois premières parties requérantes ont fait parvenir, en annexe à leur requête, les documents attestant qu'elles satisfont à l'ensemble des formalités requises par la loi du 27 juin 1921 pour ester en justice.

B.2.3. Les dispositions litigieuses touchent à la liberté d'enseignement et sont donc susceptibles d'affecter directement et défavorablement les parties requérantes soit en tant qu'elles sont directeur d'une école fondamentale se réclamant de la pédagogie Rudolf Steiner soit en tant que parents d'enfants fréquentant une de ces écoles.

B.2.4. Contrairement à ce qu'allègue le Gouvernement de la Communauté française, les parties requérantes ont intérêt à contester les socles de compétences liés à la troisième étape dans la mesure où ces socles, formant un tout, ont été élaborés et conçus pour les huit premières années de l'enseignement obligatoire.

B.2.5. Le recours est recevable.

En ce qui concerne les parties intervenantes Schola Nova et autres

B.3.1. Le Gouvernement de la Communauté française conteste la qualité et la capacité pour agir de la première partie intervenante, qui n'établirait pas, avant l'introduction de la requête en intervention, qu'elle aurait accompli les formalités requises par la loi du 27 juin 1921. Pour le surplus, ni cette première partie ni les autres n'auraient un intérêt direct à intervenir puisque soit, en ce qui concerne la première partie requérante, elle est une école qui pratique l'enseignement à domicile, soit, en ce qui concerne les autres, qui sont parents d'élèves suivant un enseignement à domicile, l'application du régime juridique des socles de compétences ne résulte pas du décret entrepris du 26 avril 1999 mais des articles 4, 10 et 11 de l'arrêté du 21 mai 1999 du Gouvernement de la Communauté française fixant les conditions pour pouvoir satisfaire à l'obligation scolaire en dispensant un enseignement à domicile.

B.3.2. La première partie intervenante a fait parvenir à la Cour, en annexe à la requête en intervention et par lettre recommandée à la poste du 3 février 2001, les documents attestant qu'elle satisfait à l'ensemble des formalités requises par la loi du 27 juin 1921 pour ester en justice.

Les dispositions attaquées, à savoir les articles 2 à 9 du décret de la Communauté française du 26 avril 1999, ne sont pas applicables en tant que telles aux parties intervenantes puisqu'elles ne s'appliquent en principe qu'à l'enseignement organisé, subventionné ou reconnu par la Communauté française.

La Cour constate toutefois que l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 mai 1999 fixant les conditions pour pouvoir satisfaire à l'obligation scolaire en dispensant un enseignement à domicile énonce que les parents sont tenus d'assurer ou de faire assurer un enseignement de niveau équivalent à celui imposé aux établissements scolaires organisés, subventionnés ou reconnus par la Communauté française et répondant aux dispositions des articles 6, 8 et 16 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre. Pour les enfants âgés de 6 à 14 ans, les parents sont également tenus d'assurer ou de faire assurer un enseignement répondant aux dispositions de l'article 16 du même décret.

Par voie de conséquence, tant la première partie intervenante - une association sans but lucratif qui se charge de dispenser un enseignement à domicile au sens de l'article 1^{er}, 3^o, du susdit arrêté du Gouvernement de la Communauté française - que les autres parties intervenantes - des parents d'enfants bénéficiant d'un enseignement à domicile - ont intérêt à intervenir dans la procédure à l'appui du recours des parties requérantes dès lors que, dans la même mesure que les parties requérantes, elles seront affectées directement et défavorablement dans leur situation.

B.3.3. L'intervention est recevable.

En ce qui concerne les parties intervenantes Ecole Notre-Dame de la Sainte-Espérance et autres

B.4.1. Le Gouvernement de la Communauté française conteste la qualité et la capacité pour agir de la première partie intervenante, qui n'établirait pas, avant introduction de sa requête en intervention, qu'elle aurait accompli les formalités requises par la loi du 27 juin 1921. Pour le surplus, ni cette partie, qui est une école libre non subventionnée, ni l'autre partie, en qualité de parent d'élève fréquentant une école libre non subventionnée, n'auraient un intérêt direct à appuyer la requête en annulation des articles 2 à 9 du décret du 26 avril 1999, qui ne s'appliquent à elles que par l'effet de l'arrêté du Gouvernement du 21 mai 1999 précité.

B.4.2. La première partie intervenante a fait parvenir à la Cour, le 8 décembre 2000, les documents attestant qu'elle satisfait à l'ensemble des formalités requises par la loi du 27 juin 1921 pour ester en justice.

La première partie intervenante - une association sans but lucratif qui est le pouvoir organisateur d'une école fondamentale non subventionnée - et la deuxième partie intervenante - le père d'un enfant inscrit dans cette école - justifient également de l'intérêt requis pour les motifs mentionnés *sub* B.3.2.

B.4.3. Des moyens nouveaux ne peuvent être invoqués que dans le cas visé à l'article 85 de la loi spéciale du 6 janvier 1989. Le mémoire en intervention ne se fonde pas sur l'article 85 mais sur l'article 87 de la susdite loi spéciale, les nouveaux moyens qui y sont invoqués sont irrecevables. Toutefois, dans la mesure où ils s'apparentent aux moyens formulés dans la requête, les moyens invoqués par les parties intervenantes peuvent être reçus comme formulant des observations au sens du paragraphe 2 de l'article 87 précité.

Quant à la recevabilité du premier moyen de la requête en tant qu'il invoque la violation des dispositions du droit international

B.5.1. Le Gouvernement de la Communauté française conteste la recevabilité du premier moyen de la requête en tant qu'il invoque directement la violation de l'article 13 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, fait à New York le 19 décembre 1966, approuvé par la loi du 15 mai 1981, de l'article 2 du Premier Protocole additionnel, fait à Paris le 20 mars 1952, à la Convention européenne des droits de l'homme, faite à Rome le 4 novembre 1950, approuvée par la loi du 13 mai 1955, et de l'article 60 de cette même Convention.

B.5.2. L'article 24, § 3, de la Constitution renvoyant au respect des libertés et droits fondamentaux, parmi lesquels figurent les conventions internationales dont la violation est mentionnée dans le premier moyen, l'exception est rejetée.

Quant au fond

Sur les deux moyens réunis pris de la violation des articles 10, 11 et 24 de la Constitution

B.6.1. Les parties requérantes soutiennent dans la première branche du premier moyen que les socles de compétences tels qu'ils ont été confirmés par les articles 2 à 9 du décret précité du 26 avril 1999 ne sont pas des « référentiels présentant des compétences de base » puisqu'ils ont un contenu unique qui impose une méthode pédagogique unique qui serait incompatible avec l'article 24, §§ 1^{er} et 3, de la Constitution.

Dans les deuxième et troisième branches du premier moyen, les parties requérantes ajoutent que les socles de compétences confirmés par les dispositions entreprises du décret précité, qui constituent des critères pour la reconnaissance et le subventionnement de l'enseignement, ont un impact considérable et sont fondés sur une vision déterminée de l'homme et de la société. L'autorité énonce dans le détail ce qui doit être appris à l'école, en se fondant notamment sur des conceptions pédagogiques « clairement orientées » alors que la liberté d'enseignement trouve son

origine et sa raison d'être dans la liberté de ses conceptions et dans la neutralité de l'enseignement. En outre, en ne prévoyant pas un système de dérogations possibles, le système des socles de compétences limiterait la liberté de choisir des écoles favorables à d'autres conceptions pédagogiques et, partant, la liberté de choix des parents.

Dans le second moyen, les parties soutiennent que les dispositions entreprises du décret violeraient les articles 10, 11 et 24, § 4, de la Constitution en ce qu'il ne serait pas tenu compte de différences objectives, à savoir la caractéristique propre des écoles Rudolf Steiner, dont le projet pédagogique et la conception éducative impliquent une vision spécifique des objectifs, des contenus d'enseignement et des attitudes d'apprentissage. Les parties requérantes ajoutent que le système des socles de compétences ne serait pas compatible avec la vision et la méthode pédagogiques propres à l'enseignement Steiner.

B.6.2. L'article 24, § 1^{er}, de la Constitution dispose :

« L'enseignement est libre; toute mesure préventive est interdite; la répression des délits n'est réglée que par la loi ou le décret.

La communauté assure le libre choix des parents.

La communauté organise un enseignement qui est neutre. La neutralité implique notamment le respect des conceptions philosophiques, idéologiques ou religieuses des parents et des élèves.

Les écoles organisées par les pouvoirs publics offrent, jusqu'à la fin de l'obligation scolaire, le choix entre l'enseignement d'une des religions reconnues et celui de la morale non confessionnelle. »

La liberté d'enseignement ainsi garantie par l'article 24, § 1^{er}, de la Constitution assure le droit d'organiser - et donc de choisir - des écoles basées sur une philosophie confessionnelle ou non confessionnelle déterminée. Elle implique également que des personnes privées puissent, sans autorisation préalable et sous réserve du respect des libertés et des droits fondamentaux, organiser et faire dispenser un enseignement selon leur propre conception, tant en ce qui concerne la forme de cet enseignement qu'en ce qui concerne son contenu, par exemple en créant des écoles dont la spécificité réside dans des conceptions déterminées d'ordre pédagogique ou éducatif.

B.6.3. La liberté d'enseignement définie ci-dessus suppose, si on entend qu'elle ne reste pas purement théorique, que les pouvoirs organisateurs qui ne relèvent pas directement de la communauté puissent, sous certaines conditions, prétendre à des subventions à charge de celle-ci.

Le droit au subventionnement est limité, d'une part, par la possibilité pour la communauté de lier les subventions à des exigences tenant à l'intérêt général, entre autres celles d'un enseignement de qualité et du respect de normes de population scolaire, et, d'autre part, par la nécessité de répartir les moyens financiers disponibles entre les diverses missions de la communauté.

La liberté d'enseignement connaît dès lors des limites et n'empêche pas que le législateur décréte impose des conditions de financement et de subventionnement qui restreignent l'exercice de cette liberté, pour autant qu'il n'y soit pas porté d'atteinte essentielle.

B.6.4. L'article 24, § 3, première phrase, et § 4, de la Constitution dispose :

« § 3. Chacun a droit à l'enseignement dans le respect des libertés et droits fondamentaux. [...]

§ 4. Tous les élèves ou étudiants, parents, membres du personnel et établissements d'enseignement sont égaux devant la loi ou le décret. La loi et le décret prennent en compte les différences objectives, notamment les caractéristiques propres à chaque pouvoir organisateur, qui justifient un traitement approprié. »

B.7. Les articles litigieux du décret du 26 avril 1999 confirment, en les précisant dans huit annexes, les socles de compétences dont le principe avait été établi dans l'article 16 du décret de la Communauté française du 24 juillet 1997 précité. Ces socles de compétences sont applicables à la date de leur parution au *Moniteur belge*.

B.8. La critique formulée par les parties requérantes à l'encontre des socles de compétences fixés par le décret litigieux consiste pour l'essentiel en ce que ces socles sont formulés d'une manière à ce point extensive, détaillée et contraignante que, d'une part, ils ne laissent aucune place pour une conception éducative particulière et que, d'autre part, ils sont incompatibles avec la méthode pédagogique suivie dans les écoles Steiner. Ils seraient ainsi contraires à la liberté d'enseignement garantie par l'article 24, § 1^{er}, de la Constitution.

La liberté d'enseignement, visée à l'article 24, § 1^{er}, de la Constitution, implique pour les pouvoirs organisateurs le droit d'organiser et d'offrir, sans référence à une conception philosophique confessionnelle ou non confessionnelle déterminée, et en pouvant prétendre à un financement ou à un subventionnement de la part de l'autorité publique, un enseignement qui trouve sa spécificité dans les conceptions pédagogiques ou éducatives particulières. Elle n'empêche pas que le législateur compétent prenne, en vue d'assurer la qualité et l'équivalence de l'enseignement dispensé au moyen des deniers publics, des mesures qui soient applicables de manière générale aux établissements d'enseignement, indépendamment de la spécificité de l'enseignement dispensé par ceux-ci.

L'opportunité et le choix de ces mesures sont l'affaire du législateur compétent, en l'occurrence du législateur décréte qui, en application de l'article 24, § 5, de la Constitution, doit régler l'organisation, la reconnaissance et le subventionnement de l'enseignement et porte la responsabilité de la politique en cette matière.

B.9. Il n'appartient pas à la Cour de juger si le principe et les socles de compétence tels qu'il ont été développés dans les articles litigieux du décret précité de la Communauté française du 26 avril 1999 sont opportuns ou souhaitables. Il lui incombe toutefois d'apprécier en l'espèce si, confrontées aux critiques formulées par les parties requérantes, les obligations qu'imposent ces socles, tels qu'ils ont été détaillés dans le décret entrepris, ne portent pas atteinte à la liberté pédagogique qu'implique la liberté d'enseignement garantie par l'article 24, § 1^{er}, de la Constitution ou si ces obligations ne sont pas disproportionnées, en excédant ce qui est nécessaire à la réalisation des objectifs d'intérêt général visés, à savoir garantir la qualité et l'équivalence de l'enseignement.

B.10.1. La Cour constate que le système des socles de compétences est, d'une part, intégré dans l'organisation de l'inspection communautaire chargée de veiller à la qualité de l'enseignement et, d'autre part, qu'il est lié à l'habilitation conférée aux établissements d'enseignement de délivrer de manière autonome et sans intervention de l'autorité, des certificats d'études et des diplômes valables en droit.

B.10.2. Comme il a été exposé sous B.1.2, le principe et le système des socles de compétences mis en place par le décret de la Communauté française précité du 24 juillet 1997 (dit « décret missions ») sont conçus comme un « référentiel » que les établissements d'enseignement doivent respecter dans les huit premières années de l'enseignement obligatoire et qui détermine les compétences que la majorité des élèves doivent maîtriser à l'issue de ce temps d'enseignement (*Doc.*, Parlement de la Communauté française, 1996-1997, 152, n° 1, pp. 6 et 7). Les dispositions attaquées du décret du 26 avril 1999 ne s'écarteraient pas de cette conception (*Doc.*, Parlement de la Communauté française, 1998-1999, 299, *ibid.*, n° 2, pp. 3 et 4).

B.10.3. Tout en souhaitant respecter l'autonomie dont jouissent les écoles pour déterminer leurs méthodes pédagogiques et pour délivrer des certificats d'études et des diplômes valables en droit sans intervention des autorités publiques (*Doc.*, Parlement de la Communauté française, 1998-1999, 299, *ibid.*, pp. 7 et 8, et compte rendu intégral, 1998-1999, n° 5, pp. 15 à 17), le système des socles de compétences est aussi un moyen adéquat, d'une part, d'assurer l'équivalence des certificats et diplômes et, d'autre part, de garantir l'équivalence de l'enseignement dispensé dans les établissements que les parents et élèves peuvent librement choisir.

B.11. Il apparaît toutefois que la description des socles de compétences telle qu'elle figure dans les annexes I à VIII du décret litigieux du 26 avril 1999, y compris celle des « démarches mentales », des « manières d'apprendre » et des comportements d' « attitudes relationnelles » liés à ces socles, est à ce point étendue et détaillée qu'elle ne peut raisonnablement être considérée comme un « référentiel » de base; la « confirmation » des socles de compétences telle qu'elle est présentée par les dispositions entreprises du décret du 26 avril 1999 et ses annexes, en précisant de manière trop contraignante des modes d'apprentissage, ne laisse pas suffisamment de latitude au pouvoir organisateur pour mettre en œuvre son propre projet pédagogique.

B.12. En n'organisant pas une procédure permettant d'accorder des dérogations, limitées, aux pouvoirs organisateurs qui - dans le respect des libertés et des droits fondamentaux et sans porter atteinte ni à la qualité de l'enseignement ni au contenu de base ni à l'équivalence des certificats et diplômes - dispensent ou souhaitent dispenser un enseignement qui s'inspire de conceptions pédagogiques particulières, le législateur décréte viole la liberté d'enseignement garantie par l'article 24, § 1^{er}, de la Constitution.

Quant au maintien des effets des dispositions annulées

B.13. Compte tenu de ce que l'annulation du décret est motivée uniquement par l'absence d'une procédure de dérogation sans mettre autrement en cause les dispositions du décret, il convient de maintenir, jusqu'au 30 juin 2001, les effets de celles-ci, ce, en application de l'article 8, alinéa 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Par ces motifs,
la Cour

- annule les articles 2 à 9 du décret de la Communauté française du 26 avril 1999 « portant confirmation des socles de compétences et modifiant la terminologie relative à la compétence exercée par le parlement en application des articles 16, 25, 26, 35 et 43 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre »;

- maintient les effets des dispositions annulées jusqu'au 30 juin 2001.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 18 avril 2001.

Le greffier,
L. Potoms.

Le président,
M. Melchior.

ARBITRAGEHOF

N. 2001 — 1210

[C — 2001/21240]

Arrest nr. 49/2001 van 18 april 2001

Rolnummer 1895

In zake : het beroep tot vernietiging van de artikelen 2 tot 9 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 26 april 1999 « houdende bevestiging van het referentiesysteem voor de basisvaardigheden en houdende wijziging van de terminologie betreffende de bevoegdheid uitgeoefend door het Parlement met toepassing van de artikelen 16, 25, 26, 35 en 43 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren », ingesteld door de v.z.w. Libre Ecole Rudolf Steiner en anderen.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit voorzitter G. Melchior, de rechters P. Martens, E. Cerexhe, R. Henneuse, E. De Groot en L. Lavrysen, en emeritus voorzitter G. De Baets overeenkomstig artikel 60bis van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, bijgestaan door de griffier L. Potoms, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. Onderwerp van het beroep

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 25 februari 2000 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 28 februari 2000, is beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 2 tot 9 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 26 april 1999 « houdende bevestiging van het referentiesysteem voor de basisvaardigheden en houdende wijziging van de terminologie betreffende de bevoegdheid uitgeoefend door het Parlement met toepassing van de artikelen 16, 25, 26, 35 en 43 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren » (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 27 augustus 1999, tweede editie) door (1) de v.z.w. Libre Ecole Rudolf Steiner, met maatschappelijke zetel te 1490 Court-Saint-Etienne, la Ferme Blanche, (2) de v.z.w. Vrije Ruimte, met maatschappelijke zetel te 2060 Antwerpen, Delinstraat 17, (3) de v.z.w. Association pour le développement de la pédagogie Steiner, met maatschappelijke zetel te 1490 Court-Saint-Etienne, rue des Ecoles 46, (4) C. Borgers, wonende te 5030 Sauvinière, rue du Village 21, (5) J. Demeyere, wonende te 7700 Moeskroen, Bleuse Tartine erf 57, (6) V. Gilot, wonende te 1490 Court-Saint-Etienne, rue de Limauges 32, (7) C. Gogry, wonende te 3090 Overijse, Dobralaan 28, (8) D. Jane-Aluja, wonende te 5030 Ernage, rue du Sart 4, (9) L. Lamfalussy, wonende te 1348 Louvain-la-Neuve, Cours de Bonne Espérance 11, (10) S. Lejoly, wonende te 1490 Sart-Messire-Guillaume, rue de la Chapelle 9, (11) T. Moncarey, wonende te 1340 Ottignies, Clos du Cheval Godet 1, (12) F. Nys, wonende te 1461 Haut-Ittre, rue de la ferme Coquiamont 5, (13) P. Planche, wonende te 1020 Brussel, Stefaniastraat 75, (14) M. Verschuere, wonende te 1340 Ottignies, Clos du Cheval Godet 1, (15) J.-P. Vlamincq, wonende te 1490 Court-Saint-Etienne, rue de Sart 39, (16) M. Wibert, wonende te 5030 Ernage, rue du Sart 4, (17) C. Massot, wonende te 7000 Bergen, chaussée du Roelux 326, (18) M.-A. Nève, wonende te 1490 Court-Saint-Etienne, rue du Tienne 11, en (19) F. Portugaels, wonende te 1390 Graven, rue Verte Voie 21.

II. De rechtspleging

Bij beschikking van 28 februari 2000 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

Van het beroep is kennisgegeven overeenkomstig artikel 76 van de organieke wet bij op 13 juni 2000 ter post aangetekende brieven.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 27 juni 2000.

Bij beschikking van 26 juli 2000 heeft voorzitter M. Melchior, op verzoek van de Franse Gemeenschapsregering van 26 juli 2000, de termijn voor het indienen van een memorie verlengd tot 15 september 2000.

Van die beschikking is kennisgegeven aan de Franse Gemeenschapsregering bij op 26 juli 2000 ter post aangetekende brief.

Memories zijn ingediend door :

- de v.z.w. Schola Nova, met maatschappelijke zetel te 1315 Opprebais, rue du Moulin 1, P. Baugniet en zijn echtgenote, samenwonende te 1370 Geldenaken, avenue des Combattants 30, G. de Cartier d'Yves en zijn echtgenote, samenwonende te 1471 Laupoigne, Chemin de la Warouche 10, G. De Man en zijn echtgenote, samenwonende te 1360 Orbais, rue Trémouraux 127, J.-F. De Mees en G. Warny, samenwonende te 1367 Gérompont, rue Montagne 3, P. de Meeüs en zijn echtgenote, samenwonende te 1390 Graven, Chavée Boulanger 20, J.-M. de Montpellier d'Annevoie en zijn echtgenote, samenwonende te 1325 Vieusart, rue du Laid Burniat 10, M.-A. Léonard en zijn echtgenote, samenwonende te 6824 Chasse-Pierre, Froids-Vents 1, F. Moureau en zijn echtgenote, samenwonende te 1315 Incourt, chaussée de Namur 77, en D. Van Asten en zijn echtgenote, samenwonende te 1367 Autre-Eglise, rue de la Gare d'Hédenge 38, bij op 24 juli 2000 ter post aangetekende brief;

- de v.z.w. Ecole Notre-Dame de la Sainte-Espérance, met maatschappelijke zetel te 1050 Brussel, Eendrachtstraat 37, en B. Van Houtte, wonende te 1160 Brussel, Vrijwilligerslaan 29, bij op 27 juli 2000 ter post aangetekende brief;

- de Franse Gemeenschapsregering, Surlet de Chokierplein 15-17, 1000 Brussel, bij op 15 september 2000 ter post aangetekende brief.

Van die memories is kennisgegeven overeenkomstig artikel 89 van de organieke wet bij op 26 september 2000 ter post aangetekende brieven.

Bij beschikking van 19 oktober 2000 heeft voorzitter M. Melchior, op vraag van de verzoekende partijen van 18 oktober 2000, de termijn voor het indienen van een memorie van antwoord verlengd met vijftien dagen.

Van die beschikking is kennisgegeven aan de verzoekende partijen bij op 20 oktober 2000 ter post aangetekende brief.

Memories van antwoord zijn ingediend door :

- de Franse Gemeenschapsregering, bij op 20 oktober 2000 ter post aangetekende brief;

- de tussenkomenende partijen v.z.w. Ecole Notre-Dame de la Sainte-Espérance en B. Van Houtte, bij op 26 oktober 2000 ter post aangetekende brief;

- de verzoekende partijen en de tussenkomenende partijen v.z.w. Schola Nova en anderen, bij op 13 november 2000 ter post aangetekende brief.

Bij beschikkingen van 29 juni 2000 en 30 januari 2001 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest moet worden gewezen, verlengd tot respectievelijk 25 februari 2001 en 25 augustus 2001.

Bij beschikking van 6 februari 2001 heeft het Hof de zetel aangevuld met rechter L. Lavrysen.

Bij beschikking van 7 februari 2001 heeft het Hof de zaak in gereedheid verklaard en de dag van de terechtzitting bepaald op 1 maart 2001.

Van die beschikking is kennisgegeven aan de partijen en hun advocaten bij op 8 februari 2001 ter post aangetekende brieven.

Op de openbare terechtzitting van 1 maart 2001 :

- zijn verschenen :

- . Mr. F. Tulkens, advocaat bij de balie te Brussel, voor de verzoekende partijen;

- . Mr. R. Lefebvre, advocaat bij de balie te Dinant, voor de tussenkomenende partijen v.z.w. Schola Nova en anderen, v.z.w. Ecole Notre-Dame de la Sainte-Espérance en B. Van Houtte;

- . Mr. J. Sambon, advocaat bij de balie te Brussel, voor de Franse Gemeenschapsregering;

- hebben de rechters-verslaggevers E. Cerexhe en L. Lavrysen verslag uitgebracht;

- zijn de voornoemde advocaten gehoord;

- is de zaak in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de artikelen 62 en volgende van de organieke wet, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

III. *In rechte*

- A -

Wat de ontvankelijkheid betreft van het verzoekschrift tot vernietiging

A.1.1. De eerste verzoekende partij heeft tot doel « iedere activiteit te ontplooiën en te bevorderen die een levendige benadering mogelijk maakt die gebaseerd is op het antroposofische onderwijs van Rudolf Steiner, van de menselijke kennis die noodzakelijk is om binnen de school een harmonieuze en volledige verwezenlijking van de individuele bestemming voor te bereiden ». Nergens vermelden de statuten dat de vereniging zonder winstoogmerk (hierna v.z.w.) alleen basisonderwijs verstrekt. Het is dus volstrekt mogelijk te overwegen, en er wordt trouwens overwogen, secundair onderwijs in te richten.

Voor het overige is het weliswaar zo dat de leerlingen van de « Libre Ecole Rudolf Steiner » tot aan het einde van het lager onderwijs het voordeel genieten van de specifieke pedagogie die deze school hun verstrekt, maar het is eveneens in het belang van de eerste verzoekende partij dat voor haar leerlingen die pedagogie kan worden voortgezet gedurende de eerste twee jaren secundair onderwijs, en dit in het onmiddellijke verlengde van haar doel dat erin bestaat « een levendige benadering [te bevorderen] die gebaseerd is op het antroposofische onderwijs van Rudolf Steiner ». Zij heeft dus het vereiste belang om in rechte te treden tegen het geheel van de bestreden bepalingen.

De verzoekende partij *sub 2* heeft tot doel « het realiseren van werkelijke vrijheid van onderwijs ». In zoverre de bestreden artikelen juist de vrijheid van onderwijs schenden, kunnen zij die partij ongunstig raken.

Hetzelfde geldt voor de verzoekende partij *sub 3*, die tot doel heeft « een pedagogie te bevorderen en te ontwikkelen die gebaseerd is op het antroposofische onderwijs van Rudolf Steiner » en die eveneens ongunstig zou kunnen worden geraakt door het opleggen van basisvaardigheden, voor zowel de eerste twee stappen als de derde stap.

De verzoekende partijen *sub 4* en *sub 6* tot 19 zijn ouders van minderjarige kinderen die als leerling zijn ingeschreven bij de « Libre Ecole Rudolf Steiner » (eerste verzoekende partij) en treden in rechte zowel in die hoedanigheid als uit eigen naam. Sommigen van hen treden eveneens op als leraar of lesgever aan de « Libre Ecole Rudolf Steiner ». De kinderen van die verzoekende partijen zullen vroeg of laat, maar zeker, als leerlingen in het secundair onderwijs terecht komen. Nu is in het kader van de eerste twee jaren van dat secundair onderwijs erin voorzien dat de derde stap van het referentiesysteem voor de basisvaardigheden op hen van toepassing zal zijn. Hun ouders hebben dan ook nu reeds een zeker en onmiddellijk belang om het geheel van de bestreden bepalingen aan te vechten.

Als directeur van een basisschool, wordt de verzoekende partij *sub 5* geraakt door alle bepalingen die betrekking hebben op het kleuter- en lager onderwijs. Overigens, in zoverre het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken van het onderwijs bepaalt op de basisidee steunt van een « pedagogisch *continuum* » tussen de verschillende stappen in het studieverloop, heeft een directeur van een kleuter- en lagere school er eveneens belang bij de vernietiging te vorderen van het referentiesysteem voor de basisvaardigheden die verbonden zijn met de derde stap.

A.1.2. De Franse Gemeenschapsregering gedraagt zich naar de wijsheid van het Hof wat de ontvankelijkheid betreft van het beroep tot vernietiging dat is ingesteld door de negentien verzoekende partijen, onder voorbehoud van de volgende opmerkingen.

De verzoekende partijen *sub 1* tot 3 zijn verenigingen zonder winstoogmerk. De ontvankelijkheid van hun beroep hangt af van het naleven van de verplichtingen en formaliteiten van de wet van 27 juni 1921 « waarbij aan de verenigingen zonder winstgevend doel en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend » en van de goedkeuring van een regelmatige beslissing om in rechte te treden.

De verzoekende partij *sub 5* heeft geen rechtstreeks belang.

De verzoekende partijen *sub 4* en 6 tot 19 hebben geen zeker noch onmiddellijk belang om het referentiesysteem voor de basisvaardigheden die verbonden zijn met de derde stap, te betwisten.

Hetzelfde geldt voor de verzoekende partijen *sub 1* tot 3. De bewering dat « het niet uitgesloten is dat er vroeg of laat binnen de Franse Gemeenschap een secundaire Rudolf Steinerschool wordt geopend » strekt ertoe een onzeker belang aan te voeren.

Wat de ontvankelijkheid betreft van de memorie tot tussenkomst van de « Ecole Notre-Dame de la Sainte-Espérance » en andere

A.2.1. Het maatschappelijk doel van de eerste tussenkomende partij bestaat erin, zoals alle lagere scholen van het land, basisonderwijs te verstrekken, met als specifiek kenmerk een bijzondere aandacht voor het katholiek onderwijs. Sinds het schooljaar 1989-1990 organiseert zij daadwerkelijk onafgebroken, op de plaats van haar maatschappelijke zetel, een Franstalige niet-gesubsidieerde vrije lagere school.

De tweede tussenkomende partij is de vader van een leerlinge van die school, die is ingeschreven in het vierde leerjaar : Astrid Van Houtte, geboren op 31 januari 1992.

De tussenkomende partijen vorderen thans voor de Raad van State de vernietiging van het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 21 mei 1999 tot vaststelling van de voorwaarden om te kunnen voldoen aan de leerplicht door het verstrekken van onderwijs aan huis. Volgens artikel 10 van dat besluit stemt de controle van het onderwijsniveau overeen met de basisvaardigheden bepaald bij het decreet van 26 april 1999, dat in onderhavig geschil wordt bestreden. Zij hebben er dus belang bij dat dit decreet wordt vernietigd.

A.2.2.1. De Franse Gemeenschapsregering stelt vast dat de eerste tussenkomende partij in gebreke blijft om aan te tonen dat zij, vóór het indienen van haar verzoekschrift tot tussenkomst, de voorwaarden inzake bekendmaking en de formaliteiten heeft vervuld die zijn voorgeschreven door de artikelen 3, 9, 10 en 11 van de wet van 27 juni 1921 « waarbij aan de verenigingen zonder winstgevend doel en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend ». In die context kan die vereniging zich niet op de rechtspersoonlijkheid beroepen en heeft zij bijgevolg overeenkomstig artikel 26 van de wet van 27 juni 1921, niet de bekwaamheid om een rechtsvordering in te stellen.

A.2.2.2. Bovendien blijkt dat de twee tussenkomende partijen geen rechtstreeks belang hebben wanneer men op een welbepaalde manier ermee rekening houdt dat wat ten grondslag ligt aan de kritiek van de tussenkomende partijen, de toepassing is van de juridische regeling van de basisvaardigheden op het thuisonderwijs dat door hen wordt ingericht of gevolgd, zoals bepaald bij de artikelen 4, 10 en 11 van het besluit van 21 mei 1999. Het zijn die verordeningsbepalingen die voor de tussenkomende partijen griefhoudend zijn.

De vraag naar de wettigheid van die verordeningsbepalingen ligt niet binnen de bevoegdheid van het Arbitragehof, maar wel binnen die van de Raad van State.

De tussenkomende partijen hebben bijgevolg geen rechtstreeks belang.

A.2.2.3. Ten slotte is het op grond van artikel 87 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof niet toegestaan, in tegenstelling tot artikel 85 ervan, dat de tussenkomende partijen nieuwe middelen aanvoeren noch, *a fortiori*, de vordering tot vernietiging uitbreiden tot bepalingen die in het verzoekschrift niet worden aangevochten. Alleen middelen die ermee samenhangen kunnen als opmerkingen worden toegestaan.

Wat de ontvankelijkheid betreft van de memorie tot tussenkomst van de v.z.w. Schola Nova en anderen

A.3.1. Het maatschappelijk doel van de eerste tussenkomende partij bestaat erin « de kennis van het Latijn en het Grieks en van de cultuur in het algemeen te bevorderen ». In die hoedanigheid organiseert zij, in het kader van het zogenaamde thuisonderwijs, de traditionele Grieks-Latijnse humaniora, waarvan de uurroosters sinds meer dan een halve eeuw vastliggen en tegemoetkomen aan de legitieme wens van de ouders, zoals de partijen *sub 2* tot 10, om hun kinderen te laten kennismaken met een cultureel en wetenschappelijk erfgoed.

Artikel 4 van het besluit van 21 mei 1999 tot vaststelling van de voorwaarden om te kunnen voldoen aan de leerplicht door het verstrekken van onderwijs aan huis verplicht de ouders die voor hun kind voor thuisonderwijs hebben gekozen, ertoe « een onderwijs te verstrekken of te laten verstrekken van een niveau dat gelijkwaardig is met het peil dat opgelegd is aan de onderwijsinrichtingen, georganiseerd, gesubsidieerd of erkend door de Franse Gemeenschap en dat beantwoordt aan de bepalingen van de artikelen 6, 8 en 16 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren ». Artikel 10 van hetzelfde besluit bepaalt dat « de controle van het studieniveau [...] overeen[komt] met de basisvaardigheden bepaald bij het decreet van 26 april 1999 ». Bij artikel 11 van hetzelfde besluit wordt een examencommissie ingesteld die « oordeelt, op basis van de uitgevoerde controles, of het kind het studieniveau heeft bereikt dat overeenstemt met de basisvaardigheden bepaald bij voormeld decreet van 26 april 1999 ».

De eerste tussenkomende partij wordt rechtstreeks door die nieuwe regelgeving geraakt, in zoverre zij thuisonderwijs inricht.

De andere tussenkomende partijen hebben er belang bij tussen te komen in hun hoedanigheid van ouders die ervoor gekozen hebben hun kind thuisonderwijs te laten volgen.

A.3.2. De Franse Gemeenschapsregering betwist in de eerste plaats de hoedanigheid en de bekwaamheid om in rechte te treden van de eerste tussenkomende partij. Als vereniging zonder winstoogmerk toont zij niet aan dat zij, vóór het indienen van haar memorie tot tussenkomst, de voorwaarden inzake bekendmaking en de formaliteiten heeft vervuld die zijn voorgeschreven bij de artikelen 3, 9, 10 en 11 van de wet van 27 juni 1921 « waarbij aan de verenigingen zonder winstgevend doel en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend ». Zij kan zich niet op de rechtspersoonlijkheid beroepen en heeft bijgevolg, overeenkomstig artikel 26 van diezelfde wet, niet de hoedanigheid om een rechtsvordering in te stellen.

Voor het overige moet worden opgemerkt dat wat ten grondslag ligt aan de kritiek van de tussenkomende partijen, de toepassing is, op het thuisonderwijs, van de juridische regeling van de basisvaardigheden, zoals bepaald bij de artikelen 4, 10 en 11 van het besluit van 21 mei 1999 van de Franse Gemeenschapsregering tot vaststelling van de voorwaarden om te kunnen voldoen aan de leerplicht door het verstrekken van onderwijs aan huis. Het zijn die verordeningsbepalingen die voor de tussenkomende partijen grieftoudend zijn.

Ten slotte heeft de eerste tussenkomende partij hoe dan ook geen rechtstreeks belang bij het beroep tot vernietiging van het decreet van 26 april 1999 houdende bevestiging van het referentiesysteem voor de basisvaardigheden. Haar maatschappelijk doel bestaat immers erin « de kennis van het Latijn en het Grieks en van de cultuur in het algemeen te bevorderen ». Op geen enkele wijze staan de bij het decreet vastgelegde basisvaardigheden de bevordering van de kennis van het Latijn en het Grieks en van de cultuur in het algemeen in de weg. De kennis van het Latijn en het Grieks wordt niet geregeld door de basisvaardigheden die zijn bevestigd bij de artikelen 2 tot 9 van het decreet van 26 april 1999. De culturele dimensie daarentegen wordt onderstreept in de diverse competenties die zijn vastgesteld met toepassing van de artikelen 6, 2° en 3°, 8, 8°, en 9, 7°, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren.

De andere tussenkomende partijen beroepen zich uitsluitend op hun hoedanigheid van ouders die voor hun kind voor thuisonderwijs hebben gekozen.

Zij preciseren op geen enkele wijze in hoeverre het bestreden decreet voor hen grieftoudend zou zijn.

Ten gronde

Wat het eerste middel betreft

A.4.1. In het eerste onderdeel van het middel worden de basisvaardigheden bekritiseerd zoals ze geformuleerd zijn in de bestreden artikelen van het decreet van 26 april 1999, in die zin dat zij niet kunnen worden beschouwd als « referentiesystemen die basiscompetenties uiteenzetten » (cf. definitie van de bekwaamheidsniveaus, artikel 5, 2°, van het decreet van 24 juli 1997), aangezien zij één enkele inhoud hebben, die tot gevolg heeft dat één welbepaalde pedagogische opvatting wordt opgelegd, hetgeen onverenigbaar is met de vrijheid gewaarborgd bij artikel 24, §§ 1 en 3, van de Grondwet, in samenhang met artikel 13 van het Internationaal Verdrag inzake economische, sociale en culturele rechten, met artikel 2 van het Eerste Aanvullend Protocol bij het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens en met artikel 60 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens.

In het tweede onderdeel van het middel wordt aangevoerd dat de overheid haar verplichting tot neutraliteit schendt die is ingesteld bij artikel 24, § 1, van de Grondwet en die, ook al ontnemt zij de overheid niet het recht minimumdoelstellingen vast te stellen, haar echter niet toestaat basisvaardigheden vast te leggen die zo verregaand en gedetailleerd zijn en waarop geen enkele uitzondering mogelijk is, teneinde een welbepaalde opvatting over mens en maatschappij op te leggen waarop de grondprincipes van het onderwijs zijn gebaseerd.

In het derde onderdeel van het middel wordt opgemerkt dat de bestreden artikelen, ook al voeren zij bijzonder strikte regels in, in geen enkele procedure voorzien om beperkte afwijkingen toe te staan aan instellingen die onderwijs willen verstrekken dat op specifieke pedagogische opvattingen gebaseerd is, zodat die artikelen strijdig zijn met artikel 24, § 4, van de Grondwet.

A.4.2. De Franse Gemeenschapsregering gaat in de eerste plaats ervan uit dat het eerste middel niet ontvankelijk is « in zoverre het rechtstreeks [normen van internationaal recht] aanvoert en niet preciseerd in hoeverre zij door de bestreden bepalingen worden miskend ». Wat de schending van de Grondwet betreft, kan op grond van meerdere arresten van het Hof ervan worden uitgegaan dat gewag moet worden gemaakt van vrijheid in het onderwijs en niet van vrijheid van het onderwijs, waarbij de verzoekende partijen verweten wordt dat zij in het eerste middel hebben nagelaten « de noodzakelijke precisiegraad » aan te geven om « de gegrondheid van hun kritiek concreet aan te tonen ».

De verzoekende partijen antwoorden hierop dat de ontwikkeling van de rechtspraak van het Hof ondubbelzinnig aantoonde dat inzake onderwijs een steeds grotere vrijheid werd toegekend.

In de arresten die hierop betrekking hadden, werd het Hof « ertoe gebracht, zoals inzake gelijkheid en niet-discriminatie, rekening te houden met verdragsbepalingen : artikel 2 van het Eerste Aanvullend Protocol bij het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden (arresten nrs. 25/92 en 33/92) en artikel 13 van het Internationaal Verdrag inzake economische, sociale en culturele rechten (arresten nrs. 33/92 en 40/94) ».

Die bepalingen worden echter miskend in zoverre zij, net zoals artikel 24 van de Grondwet, een fundamenteel recht waarborgen, namelijk dat van de vrijheid van onderwijs, dat wordt miskend door de artikelen 2 tot 9 en de bijlagen I tot VIII van het decreet van 26 april 1999, zoals verder zal worden toegelicht.

Het is bijgevolg onjuist te beweren dat het middel niet ontvankelijk is, aangezien de internationale bepalingen in samenhang met artikel 24 van de Grondwet worden aangevoerd.

A.5.1. Wat het eerste onderdeel van het eerste middel betreft, zegt de Franse Gemeenschapsregering vast te stellen dat de bewering van de verzoekende partijen niets meer is dan een loze bewering en op geen enkel concreet element steunt, en voert zij aan dat de grief uiteindelijk erop neerkomt het bestaan zelf van basisvaardigheden aan te vechten, dit wil zeggen onrechtstreeks bepalingen van het decreet van 24 juli 1997 te betwisten. Volgens de rechtspraak van het Hof staat de vrijheid van onderwijs er niet aan in de weg dat de wetgever « maatregelen neemt die op de onderwijsinstellingen van algemene toepassing zijn, ongeacht de eigenheid van het door hen verstrekte onderwijs ». Bovendien heeft de Raad van State onlangs geoordeeld dat de bevoegde administratieve overheid op wettige wijze de noodzakelijke instrumenten kan opleggen om « na te gaan of alle leerlingen een equivalent onderwijsniveau bereiken ». Bovendien moet de definitie van de basisvaardigheden worden gezien binnen het geheel van de bepalingen van het decreet van 24 juli 1997, dat de verzoekende partijen niet hebben aangevochten. De pedagogische vrijheid wordt voor het overige niet geraakt door de bestreden bepalingen, gezien de mogelijkheid die de inrichtende machten behouden om een opvoedingsproject, een pedagogisch project, een project eigen aan de instelling en een leerplan uit te werken.

A.5.2. In hun memorie van antwoord maken de verzoekende partijen talrijke overwegingen met betrekking tot, enerzijds, de basisvaardigheden en, anderzijds, de rechtspraak van het Arbitragehof en van de Raad van State die met die overwegingen in verband wordt gebracht. Zij preciseren dat zij geenszins de bedoeling hebben het decreet « taken » dat de basisvaardigheden invoert in de vorm die zij hebben beschreven, onrechtstreeks aan te vechten. Zoals de basisvaardigheden erin worden omschreven, hebben de verzoekende partijen er geen enkel bezwaar tegen en, ook al zou dat het geval zijn, zijn zij er zich volledig van bewust dat een beroep niet meer ontvankelijk zou zijn, rekening houdend met het feit dat het decreet « taken » van 24 juli 1997 dateert.

Het decreet « basisvaardigheden » van 26 april 1999 daarentegen heeft die basisvaardigheden uitgewerkt en een inhoud eraan gegeven die onbestaanbaar is met de vrijheid van onderwijs. Zo is meer bepaald de inspectie belast met de controle van de gelijkstelling van het onderwijsniveau, en moet zij niet meer enkel nagaan of de basisvaardigheden zijn bereikt. Anderzijds kan voor een Bezwaarraad beroep worden ingesteld tegen de beslissingen van een klasseraad in verband met de overgang naar een klas of naar een cyclus, het uitreiken van diploma's, getuigschriften en attesten van slagen. De Bezwaarraad steunt zijn beslissing « op de overeenstemming met de bekwaamheden verworven door de leerling en de bekwaamheden die hij normaal moet verwerven evenals de gelijkwaardigheid van het niveau van de evaluatietests die de leerlingen afgenomen worden en de tests ontwikkeld door de diverse Commissies voor evaluatiehulpmiddelen » (artikel 99, eerste lid, van het decreet « taken »), en dit met de (erkende) bedoeling de oprichting van « elitaire » instellingen te verhinderen.

Het Hof heeft het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 22 februari 1995 vernietigd met als reden dat de ontwikkelingsdoelen en eindtermen « zo omvangrijk en gedetailleerd zijn dat in redelijkheid niet kan worden aangehouden dat het om minimale doelstellingen gaat, derwijze dat zij onvoldoende ruimte laten om de doelstellingen van het eigen pedagogisch project te kunnen verwezenlijken. Aldus wordt aan de vrijheid van onderwijs geraakt ». De Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschap was in dat opzicht van mening dat « de Vlaamse Gemeenschap te zeer in detail is getreden » en dat in de Franstalige wetgeving « niet zulk een graad van precisie wordt beoogd » (Verslag namens de Commissie onderwijs, *Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 1996-1997, p. 31). Er moet echter worden vastgesteld dat het moeilijk zou zijn geweest om de basisvaardigheden inhoudelijk preciezer in te vullen dan het aangevochten decreet van 26 april 1999. Om zich hiervan te overtuigen, kan men ermee volstaan het de 55 pagina's te doorlopen van het *Belgisch Staatsblad* waarin die basisvaardigheden omschreven staan, of de brochure van de Franse Gemeenschap met als titel « Socles de compétences », die ze integraal overneemt en die gemakkelijker « verteerbaar » is dan het *Belgisch Staatsblad*.

Hieraan moet vervolgens worden toegevoegd dat de basisvaardigheden op zich niet borg staan voor het onderwijsniveau, maar tot doel hebben één enkele pedagogische opvatting op te leggen, zoals bijvoorbeeld de idee van spiraalsgewijze interpretatie van competenties volgens welke eenzelfde competentie meerdere keren moet worden geoefend om als definitief verworven te kunnen worden beschouwd.

De basisvaardigheden worden overigens niet als middelen maar als doelstellingen geformuleerd. Waarom, om het gevoel voor het artistieke te ontwikkelen, tekenen en muziek aanbieden en niet toneel of een van de andere schone kunsten ? Met andere woorden, de keuze van de toepassingen van de basisvaardigheden verplicht ertoe een welbepaald leerprogramma aan te nemen, terwijl niet kan worden verantwoord dat de aldus opgelegde basisvaardigheden de enige zijn die met zekerheid het onderwijsniveau en de kwaliteit van het onderwijs waarborgen : het is strijdig met de Grondwet om voor alle al dan niet gesubsidieerde leerlingen van de Franse Gemeenschap één enkele weg op te leggen, met zoveel verplichte overgangspunten.

A.6.1. De Franse Gemeenschapsregering vraagt zich af of het tweede onderdeel van het eerste middel ontvankelijk is, doordat het is afgeleid « uit de schending van de verplichting tot neutraliteit van het gemeenschapsonderwijs terwijl de verzoekende partijen een onderwijsvorm willen verdedigen die zij als specifiek voorstellen en die is ingericht door een privaatrechtelijke instelling ». Indien de grief zou samenvallen met de bewering dat voor de basisvaardigheden « wordt uitgegaan van een zekere opvatting over mens en maatschappij waarop de grondprincipes van het onderwijs zijn gebaseerd », dan is die bewering tegelijkertijd fout, tautologisch en niet-ontvankelijk.

Fout, omdat de basisvaardigheden geen filosofische, ideologische of godsdienstige inhoud hebben die zonder meer is voorgeschreven (de basisvaardigheden en de doelstellingen van de competenties zijn door alle democratische partijen goedgekeurd). Tautologisch, omdat iedere normatieve bepaling inzake onderwijs een welbepaalde opvatting over mens en maatschappij impliceert. En niet-ontvankelijk, omdat de opvatting over mens en maatschappij waarop de basisvaardigheden steunen, niet verschilt van « die welke wordt voorgestaan door de artikelen 6, 8 en 9 van het decreet van 24 juli 1997 en door het Verdrag inzake de rechten van het kind », bepalingen die door de verzoekende partijen niet worden noch kunnen worden betwist.

Indien daarentegen de echte kritiek van het tweede onderdeel van het eerste middel samenvalt met de bewering dat « de basisvaardigheden onverzoenbaar zijn met andere pedagogische en didactische opvattingen zoals bijvoorbeeld de Steinerpedagogie », dan verwijst de Franse Gemeenschapsregering naar haar argumentatie met betrekking tot het tweede middel.

A.6.2. Om dit te weerleggen, citeren de verzoekende partijen het arrest dat het Hof op 18 december 1996 (nr. 76/96) heeft uitgesproken en waarin het middel van de verzoekende partijen werd aanvaard met betrekking tot de miskennis van het beginsel van de vrijheid van onderwijs door de Vlaamse Gemeenschap. Men ziet niet in hoeverre, door een eenvoudige verwijzing naar artikel 24, § 1, derde lid, van de Grondwet, dat bepaalt dat de Gemeenschap neutraal onderwijs inricht, en naar het decreet van 31 maart 1994 « houdende bepaling van de neutraliteit van het Gemeenschapsonderwijs », de schending van de onderwijsvrijheid, door het decreet van 26 april 1999, kan worden verantwoord.

Na de doelstellingen van de Steinerpedagogie in herinnering te hebben gebracht, die onder meer uitgaan van de wil om bepaalde vaardigheden niet vroegtijdig te oefenen binnen de ontwikkeling van het kind, stellen de verzoekende partijen dat moet worden erkend dat het onmogelijk zal zijn om tegelijkertijd die opvoedingsopvatting na te komen en de basisvaardigheden zoals ze zijn ingevuld in het decreet van 26 april 1999. Zoals de praktijk reeds sinds jaren aantoonde, staat dat echter niet eraan in de weg dat leerlingen die onderwijs volgden dat gebaseerd was op de Steinerpedagogie, hun secundair onderwijs beëindigen op een niveau dat volledig voldoet aan de wenselijke vereisten.

Vervolgens moet eraan worden herinnerd dat men niet gekant is tegen het invoeren van basisvaardigheden als dusdanig, zoals dat gebeurt in het decreet « taken », en dat de Steinerpedagogie eveneens perfect in overeenstemming is met het internationaal Verdrag inzake de rechten van het kind. Het beroep tot vernietiging is verantwoord in zoverre de inhoud die aan de basisvaardigheden is gegeven, door de gedetailleerdheid en precisie ervan en door het ontbreken van de mogelijkheid om ervan af te wijken of zelfs in een equivalent te voorzien, in werkelijkheid leidt tot het uitwerken van één enkel verplicht leerprogramma, terwijl, om het gewenste minimumniveau te bereiken, er meer dan één enkele pedagogische weg openstaat.

A.7.1. Wat het derde onderdeel van het eerste middel betreft, doet de Franse Gemeenschapsregering gelden dat inzake onderwijs, gelijkheid het beginsel is, en dat niet als grondregel kan worden aangenomen dat artikel 24 van de Grondwet noodzakelijkerwijs een afwijkingsprocedure vereist wanneer de onderwijswetgeving gemeenschappelijke doelstellingen bepaalt voor alle inrichtende machten.

A.7.2. Na overweging B.10 van arrest nr. 79/96 in herinnering te hebben gebracht, antwoorden de verzoekende partijen dat inzake onderwijs, artikel 24 in de eerste plaats het beginsel van vrijheid (§ 1) vastlegt, en vervolgens het beginsel van gelijkheid van de leerlingen, ouders, enz. voor de wet of het decreet (§ 4). Men mag het gelijkheidsbeginsel niet zodanig de bovenhand laten hebben dat de vrijheid van onderwijs wordt tenietgedaan. De Grondwet preciseert overigens niet of het gaat om vrijheid van het onderwijs of vrijheid in het onderwijs, aangezien beknopt wordt aangegeven dat « het onderwijs [...] vrij [is] ».

Hoewel het doel van de basisvaardigheden erin bestaat ten voordele van alle leerlingen « de kwaliteit van het onderwijs en gelijke kansen van sociale emancipatie » te waarborgen, kan worden gesteld dat dit doel in grote mate wordt bereikt via andere wegen dan die van de basisvaardigheden zoals bepaald door het decreet « basisvaardigheden ».

Wanneer die gemeenschappelijke doelstellingen, zoals in dit geval de basisvaardigheden, « zo omvangrijk en gedetailleerd zijn dat in redelijkheid niet kan worden aangehouden dat het om minimale doelstellingen gaat » (Arbitragehof, nr. 76/96, 18 december 1996, overweging B.9), kan alleen door het invoeren van een afwijkingsmogelijkheid worden vermeden dat die doelstellingen de vrijheid van onderwijs schenden. Binnen het onderwijs kan het gelijkheidsbeginsel worden bereikt zonder dat daarvoor een beperking van het grondbeginsel van vrijheid nodig is. Bijgevolg moeten de basisvaardigheden ofwel veel minder gedetailleerd, verregaand en radicaal worden omschreven, ofwel gepaard gaan met een afwijkingsmogelijkheid voor de instellingen die een welbepaalde pedagogie in praktijk brengen en de leerlingen op die manier dezelfde emancipatiekansen bieden als het onderwijs dat steunt op die basisvaardigheden.

De artikelen 2 tot 9 en de bijlagen I tot VIII van het decreet van 26 april 1999 schenden bijgevolg de vrijheid van onderwijs, doordat zij niet voorzien in een afwijkingsmogelijkheid waardoor die vrijheid, zoals gewaarborgd door artikel 24 van de Grondwet en in samenhang met verscheidene in het middel beoogde internationale bepalingen, in acht zou kunnen worden genomen.

Wat het tweede middel betreft

A.8.1. Het tweede middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10, 11 en 24, § 4, van de Grondwet.

De bestreden artikelen van het decreet van 26 april 1999 leggen, zonder mogelijke afwijking, op uitgebreide en gedetailleerde wijze, basisvaardigheden vast met betrekking tot kennis en gedragingen, en laten niet voldoende ruimte om de doelstellingen van een eigen opvoedkundig project, met inachtneming van de vrijheid van onderwijs, te kunnen verwezenlijken. Door de nauwkeurige omschrijving van de basisvaardigheden en de vereisten inzake het gevoelig maken voor, het bewijzen en het onderhouden van de basisvaardigheden, leiden zij tot een situatie die onverenigbaar is met de pedagogie die door de verzoekende partijen wordt voorgestaan of in praktijk gebracht.

De basisvaardigheden, zoals ze zijn geformuleerd, raken op onevenredige wijze de vrijheid van onderwijs en de beginselen van gelijkheid en niet-discriminatie, door verder te gaan dan wat noodzakelijk is voor de verwezenlijking van de doelstellingen van algemeen belang. Er wordt niet alleen aangetoond dat de bestreden bepalingen bijna geen enkele ruimte laten voor een andere pedagogie dan die bedoeld in het decreet, en meer bepaald de Steinerpedagogie, maar ook dat die bepalingen onverenigbaar zijn met de pedagogie die in de school van de eerste verzoekende partij in praktijk wordt gebracht.

A.8.2. De Franse Gemeenschapsregering stelt vast dat de redenering van de verzoekende partijen onder meer gebaseerd is op een verwijzing naar de situatie in de Vlaamse Gemeenschap, zoals die bestond tussen 1995 en 1997, en voert, enerzijds, aan dat men onmogelijk twee wetgevingen kan vergelijken die door twee autonome wetgevers zijn aangenomen, en, anderzijds, dat men twee wetgevingen onmogelijk kan vergelijken op strikt formeel gebied om een analoge toepassing van een welbepaalde rechtspraak te vragen.

De verzoekende partijen stellen de Franstalige en Vlaamse wetgeving inzake onderwijs met elkaar gelijk. Sterker nog, het document « Aanvraag tot afwijking voor de ontwikkelingsdoelen en eindtermen » dat voor de Vlaamse Gemeenschap bestaat, is hun enige verantwoording met betrekking tot dat tweede middel.

Bovendien is de kritiek met betrekking tot het gebrek aan marge dat door de basisvaardigheden wordt gelaten, gesitueerd « op een louter formeel niveau », en beperkt zij zich « enkel tot het aangeven van het aantal ' omschrijvingen van basisvaardigheden ' van het decreet ».

Wat de onverenigbaarheden met de Steinermethode betreft, is het tweede middel gegrond op het gelijkheidsbeginsel inzake onderwijs. In zoverre de basisvaardigheden voor iedereen zijn vastgelegd, « niet om een buitengewoon iemand te worden maar om goed te kunnen leven als gewone hedendaagse man of vrouw », is er te dezen geen sprake van schending van gelijkheid.

A.8.3. De verzoekende partijen antwoorden dat, wat het gebrek aan marge betreft, zij niet alleen de « gedetailleerde » omschrijving van bepaalde gebieden van de basisvaardigheden hebben onderstreept, meer bepaald door middel van een concreet voorbeeld inzake omschrijvingen met betrekking tot het opzoeken van informatie, maar bovendien de eerste verzoekende partij, in tegenstelling tot andere scholen die een welbepaalde pedagogie in praktijk brengen, niet werd uitgenodigd om haar mening te geven bij het uitwerken van de basisvaardigheden.

Bovendien slaagt de Franse Gemeenschapsregering er niet in de tegenstelling op te lossen die in haar decreet besloten ligt. Indien zij, zoals zij beweert, haar hervorming baseert op de uniformisering van de onderwijsniveaus die van België wordt gevraagd in het rapport van 13 november 1998 van de OESO (Organisatie voor Economische Samenwerking en Ontwikkeling), hoe kan dan worden verklaard dat eenzelfde pedagogie die voldoet aan het onderwijsniveau in Vlaanderen, Nederland, Duitsland, enz., in de Franse Gemeenschap opzij wordt geschoven wegens precies een probleem van onderwijsniveau ?

In tegenstelling tot wat de Franse Gemeenschapsregering beweert, is er geen sprake van verwarring van de begrippen « basisvaardigheden » en « niveaus van verwezenlijking van de basisvaardigheden » : de kritiek heeft betrekking op het aantal omschrijvingen van de basisvaardigheden en op de « gedetailleerdheid » ervan, die concrete gevolgen hebben voor de pedagogische activiteiten in de klas. Op dezelfde wijze worden evenmin commentaren die geen basisvaardigheden zijn, als basisvaardigheden beschouwd. Ook al heeft volgens de Franse Gemeenschapsregering het « overzichtskader van de artistieke ontwikkeling » tot doel te tonen hoe de verschillende basisvaardigheden die erna worden bepaald samenhangen, toch geeft dat kader aanzienlijke toelichtingen en ten minste één rechtstreekse methodologische aanwijzing waarover de Franse Gemeenschapsregering zwijgt : « de jongere tot ontplooiing laten komen, is : ' een relationele harmonie ontwikkelen ', ' verschillende originele oplossingen voorstellen of bedenken bij probleemsituaties ' ».

Het is ten slotte evenmin waar dat men alleen « vakoverschrijdende basisvaardigheden bij elkaar voegt », waaronder één en dezelfde basisvaardigheid wordt verstaan die « in de verschillende vakken wordt opgebouwd, zich ontplooit, zich ontwikkelt ». Indien het werkelijk dezelfde basisvaardigheden zouden zijn die op de verschillende gebieden zouden moeten worden ontwikkeld, had men er beter aan gedaan ze in het decreet niet alleen onder meer gelijkende benamingen weer te geven, maar ook in de vorm van één enkele tabel waarin de bijzondere eigenschappen van elk vak worden aangegeven.

Wat de onverenigbaarheden van de basisvaardigheden met de Steinerpedagogie betreft, moet eraan worden herinnerd dat op 17 oktober 2000 de bevoegde minister kennis heeft gegeven van een beslissing waarbij het programma van de eerste verzoekende partij werd geweigerd. In die beslissing staat dat « dit programma niet in overeenstemming is met de basisvaardigheden die zijn bevestigd bij het decreet van de Franse Gemeenschap van 26 april 1999, om de hierna vermelde redenen », die worden toegelicht in de memorie van antwoord. Vervolgens wordt *in concreto* aangetoond, door middel van toepassingen in verschillende vakken (Frans, wiskunde, opwekken van de belangstelling voor wetenschap, moderne talen, lichamelijke opvoeding, enz.) dat de kritiek van de Franse Gemeenschapsregering met betrekking tot het feit dat de verzoekende partijen de basisvaardigheden niet hebben begrepen, dat zij het pedagogische niveau en het niveau van de onderwijskwaliteit verwarren en zelfs onrechtstreeks de doelstellingen die zijn vastgelegd in het decreet « taken » opnieuw in het geding brengen, niet gegrond is : de onverenigbaarheden blijven wel degelijk methodologisch van aard, zonder dat het onderwijsniveau in het geding kan worden gebracht.

Samenvattend :

- de basisvaardigheden, waarvan het principe niet wordt betwist, zijn in een overdreven gedetailleerde norm gepreciseerd;
- hierdoor wordt de vrijheid van onderwijs geschonden, aangezien de pedagogische vrijheid wordt teruggebracht tot één enkele mogelijkheid;
- nochtans moeten, om het gewenste onderwijsniveau in het gesubsidieerde onderwijs te bereiken, meerdere pedagogische wegen worden toegestaan, hetzij in de vorm van afwijkingen op de basisvaardigheden, hetzij in de vorm van equivalenten;
- te dezen voorziet het bestreden decreet in geen enkele afwijkmogelijkheid voor een andere pedagogie, en houdt het, in heel wat opzichten, een onverantwoorde, onredelijke of onevenredige schending in.

Wat de memorie tot tussenkomst betreft van de « Ecole Notre-Dame de la Sainte-Espérance » en van B. Van Houtte

A.9.1. Het eerste « argument » van de memorie tot tussenkomst is een bijna letterlijke overname van het eerste onderdeel van het tweede middel dat de partijen hebben aangevoerd in hun verzoekschriften tot vernietiging en tot schorsing van het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 21 mei 1999 tot vaststelling van de voorwaarden om te kunnen voldoen aan de leerplicht door het verstrekken van onderwijs aan huis. Voor het overige wordt artikel 6, 7°, van het decreet van 24 juli 1997, in werkelijkheid artikel 8, 7°, van dat decreet, bekritiseerd, in zoverre het ertoe verplicht de communicatie- en informatietechnieken aan te wenden.

A.9.2. Na eraan te hebben herinnerd dat de Raad van State het voormelde verzoekschrift tot schorsing heeft verworpen, toont de Franse Gemeenschapsregering aan dat het middel voortvloeit uit een volledig verkeerde interpretatie van het decreet van 26 april 1999. Bovendien is de kritiek op het decreet van 24 juli 1997 niet ontvankelijk omdat zij niet is ingediend binnen de termijn voorgeschreven bij artikel 3 van de bijzondere wet op het Arbitragehof, noch in overeenstemming is met artikel 87 van dezelfde wet.

A.10.1. Een tweede « argument » dat in de memorie tot tussenkomst naar voren wordt gebracht is dat, wat de feiten betreft, in tegenstelling tot wat de Staat beweert in de memorie die onlangs werd ingediend bij de Raad van State in het hiervoor vermelde geschil, het niet waar is dat het officieel onderwijs en het gesubsidieerd vrij onderwijs meer garanties zouden bieden voor de vorming van jongeren. Een dergelijke bewering steunt op geen enkele vaststelling die door iedere betrokken persoon die dat zou willen, kan worden gecontroleerd.

A.10.2. De Franse Gemeenschapsregering is van mening dat het tweede argument geen enkele grondwettigheidskritiek ten aanzien van het decreet van 26 april 1999 bevat die binnen de bevoegdheid van het Hof ligt.

A.11.1. In een derde deel bekritisieren de tussenkomende partijen de bestreden decreetsbepalingen, in zoverre die blijk geven van de wil van de wetgever om, vanaf de lagere school, in diverse vormen, politiek in te lijven : « bijdragen tot de opbouw van een democratische, solidaire, pluralistische en voor andere culturen openstaande samenleving », « actief deelnemen aan de uitwerking en verwezenlijking van een project ter bevordering van rechtvaardigheid, solidariteit », « vormen van verdrukking en uitsluiting die moeten worden bestreden ».

A.11.2. Voor de Franse Gemeenschapsregering is het middel klaarblijkelijk vaag, zowel wat de bestreden normen betreft - de betwiste basisvaardigheden zijn niet aangegeven - als de grond van de grondwettigheidskritiek - die op geen enkele wijze wordt gepreciseerd - die ervoor zou kunnen gelden. Voor het overige, en om de redenen die reeds in A.9.2 werden samengevat, is de kritiek van de tussenkomende partijen met betrekking tot de doelstellingen van het decreet van 24 juli 1997, die zij te dezen opnieuw in het geding lijken te brengen, niet ontvankelijk.

A.12.1. Vervolgens bekritisieren de tussenkomende partijen de gemeenschappelijke lessen in verband met seksualiteit, die zij beschouwen als voorbarig en nadelig voor het geestelijk concentratievermogen van leerlingen van de lagere school. Hiertoe bekritisieren zij artikel 4 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 10 juli 1984 betreffende de sanitaire opvoeding en de jeugdinformatie evenals de hulp en de bijstand aan de gezinnen, op het gebied betreffende de contraceptie en het verantwoordelijk ouderschap.

A.12.2. De Franse Gemeenschapsregering ziet niet in hoeverre dat argument ten aanzien van het decreet van 26 april 1999 grondwettigheidskritiek zou bevatten die binnen de bevoegdheid van het Hof ligt. De kritiek die wordt geformuleerd met betrekking tot artikel 4 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 10 juli 1984 is in dit geschil niet ontvankelijk.

A.13.1. Ten slotte klagen de tussenkomende partijen de schending aan van de fundamentele onderwijsvrijheid, door het dogmatisch relativisme dat wordt opgelegd bij de bestreden decreetsbepalingen en dat ertoe verplicht de kinderen bij te brengen dat waardeoordelen en overtuigingen geen vaststaande feiten zijn, maar behoren tot de affectieve oordelen.

A.13.2. Volgens de Franse Gemeenschapsregering verminken de tussenkomende partijen in hun citaat de tekst van de basisvaardigheden die zijn vastgelegd bij het decreet van 26 april 1999.

Dat citaat verwijst naar bijlage III van het decreet met betrekking tot het « opwekken van de belangstelling voor wetenschap », waarin de basisvaardigheid om « de vaststaande feiten te onderscheiden van werkhypothesen, affectieve reacties en waardeoordelen » als volgt wordt ingevuld : « in een wetenschappelijk document dat is aangepast aan het niveau van de leerlingen, de vaststaande feiten en de onderzoekshypothesen onderscheiden van de overtuigingen en

affectieve oordelen ». Het gaat hierbij niet om een dogmatisch relativisme, maar wel om de elementaire definitie van een wetenschappelijke methode die wordt toegepast op wetenschappelijke gegevens. Op geen enkele wijze hebben de genoemde basisvaardigheden tot doel overtuigen en affectieve oordelen met elkaar gelijk te stellen. De kritiek is dan ook niet gegrond.

Wat de memorie tot tussenkomst betreft van de v.z.w. Schola Nova en anderen

A.14.1. De tussenkomende partijen verwijzen volledig naar de argumentatie die door de verzoekende partijen in hun beroep tot vernietiging werd uitgewerkt, en behouden zich het recht voor om later te reageren op de memorie die door de Franse Gemeenschap, de tegenpartij, zal worden ingediend.

A.14.2. De Franse Gemeenschapsregering kan een dergelijke werkwijze niet aanvaarden. Zij kan immers onmogelijk vooruitlopen op de argumentatie die mogelijk door de tussenkomende partijen zal worden uitgewerkt.

De tussenkomende partijen hebben in elk geval geen belang bij het tweede middel dat door de verzoekende partijen wordt aangevoerd in hun beroep tot vernietiging van het decreet van 26 april 1999. Dat tweede middel vloeit immers voort uit een specifieke pedagogie, die de verzoekende partijen niet in hun voordeel aanvoeren.

Wat het eerste middel betreft, verwijst de Franse Gemeenschapsregering naar de memorie van antwoord die zij heeft ingediend.

- B -

Wat de bestreden bepalingen betreft

B.1.1. De verzoekende partijen vorderen de vernietiging van de artikelen 2 tot 9 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 26 april 1999 « houdende bevestiging van het referentiesysteem voor de basisvaardigheden en houdende wijziging van de terminologie betreffende de bevoegdheid uitgeoefend door het Parlement met toepassing van de artikelen 16, 25, 26, 35 en 43 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren ». Die artikelen luiden als volgt :

« Art. 2. Het referentiesysteem voor de basisvaardigheden ' Frans ', vermeld in bijlage 1, wordt bevestigd overeenkomstig artikel 16 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren.

Art. 3. Het referentiesysteem voor de basisvaardigheden ' vorming wiskunde ', vermeld in bijlage 2, wordt bevestigd overeenkomstig artikel 16 van hetzelfde decreet.

Art. 4. Het referentiesysteem voor de basisvaardigheden ' opwekken van de belangstelling - inleiding in de wetenschap ', vermeld in bijlage 3, wordt bevestigd overeenkomstig artikel 16 van hetzelfde decreet.

Art. 5. Het referentiesysteem voor de basisvaardigheden ' moderne talen ', vermeld in bijlage 4, wordt bevestigd overeenkomstig artikel 16 van hetzelfde decreet.

Art. 6. Het referentiesysteem voor de basisvaardigheden ' lichamelijke opvoeding ', vermeld in bijlage 5, wordt bevestigd overeenkomstig artikel 16 van hetzelfde decreet.

Art. 7. Het referentiesysteem voor de basisvaardigheden ' opvoeding door technologie ', vermeld in bijlage 6, wordt bevestigd overeenkomstig artikel 16 van hetzelfde decreet.

Art. 8. Het referentiesysteem voor de basisvaardigheden ' artistieke opvoeding ', vermeld in bijlage 7, wordt bevestigd overeenkomstig artikel 16 van hetzelfde decreet.

Art. 9. Het referentiesysteem voor de basisvaardigheden ' opwekken van de belangstelling - vorming geschiedenis en aardrijkskunde, met de vorming voor het sociaal en economisch leven ', vermeld in bijlage 8, wordt bevestigd overeenkomstig artikel 16 van hetzelfde decreet. »

B.1.2. Het decreet van 26 april 1999, dat het « decreet basisvaardigheden » wordt genoemd, wijzigt, enerzijds, de terminologie betreffende de bevoegdheid uitgeoefend door het Parlement met toepassing van de artikelen 16, 25, 26, 35 en 43 van het decreet van 24 juli 1997, dat het « decreet taken » wordt genoemd (artikel 1 van het decreet van 26 april 1999) en bevestigt en preciseert, anderzijds, het concept « basisvaardigheden » dat is ingevoerd door het « decreet taken » (artikelen 2 tot 9 van het decreet van 26 april 1999).

Het decreet van de Franse Gemeenschap van 24 juli 1997 « dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren » voert een bijzondere structuur in voor de vorming in het kleuteronderwijs en gedurende de eerste acht jaren van het verplicht onderwijs.

Het voormelde decreet van de Franse Gemeenschap van 24 juli 1997 voert het concept « bekwaamheidsniveaus » in, dat wordt gedefinieerd als een « referentiesysteem dat op een gestructureerde manier de basiscompetenties uiteenzet die uitgeoefend moeten worden tot aan het eind van de eerste 8 jaar van het verplicht onderwijs en deze die beheerst moeten worden aan het eind van elk van hun fasen omdat ze als noodzakelijk beschouwd worden voor de sociale integratie en voor de voortzetting van de studies » (artikel 5, 2°).

B.1.3. Het bestreden decreet voert acht verschillende types van basisvaardigheden in, die uitvoerig beschreven zijn in de bijlagen van het decreet. Zo bestaan er basisvaardigheden voor Frans (artikel 2 - bijlage 1), vorming wiskunde (artikel 3 - bijlage 2), opwekken van de belangstelling - inleiding in de wetenschap (artikel 4 - bijlage 3), moderne talen (artikel 5 - bijlage 4), lichamelijke opvoeding (artikel 6 - bijlage 5), opvoeding door technologie (artikel 7 - bijlage 6), artistieke opvoeding (artikel 8 - bijlage 7) en opwekken van de belangstelling - vorming geschiedenis en aardrijkskunde, met de vorming voor het sociaal en economisch leven (artikel 9 - bijlage 8).

Ten aanzien van de ontvankelijkheid

Wat de verzoekende partijen betreft

B.2.1. De Franse Gemeenschapsregering gedraagt zich naar de wijsheid van het Hof wat de ontvankelijkheid betreft van het beroep tot vernietiging dat is ingesteld door de negentien verzoekende partijen, onder voorbehoud echter dat de eerste drie, die verenigingen zonder winstoogmerk zijn, de verplichtingen en formaliteiten hebben vervuld die vereist zijn bij de wet van 27 juni 1921. De vijfde verzoekende partij, die directeur is van een basisschool, zou geen rechtstreeks belang hebben. De andere verzoekende partijen zouden geen zeker en actueel belang hebben om de basisvaardigheden die verbonden zijn met de derde stap, te betwisten.

B.2.2. De eerste drie verzoekende partijen hebben, als bijlage bij hun verzoekschrift, de documenten overgezonden waaruit blijkt dat zij voldoen aan alle formaliteiten die zijn vereist bij de wet van 27 juni 1921 om in rechte te treden.

B.2.3. De bestreden bepalingen raken aan de vrijheid van onderwijs en kunnen dan ook de verzoekende partijen rechtstreeks en ongunstig raken hetzij in hun hoedanigheid van directeur van een basisschool die zich beroept op de Rudolf Steinerpedagogie, hetzij als ouders van leerlingen van een van die scholen.

B.2.4. In tegenstelling tot wat de Franse Gemeenschapsregering aanvoert, hebben de verzoekende partijen er belang bij de basisvaardigheden die verbonden zijn met de derde stap aan te vechten in zoverre die basisvaardigheden, die een geheel vormen, zijn uitgewerkt en ontworpen voor de eerste acht jaren van het verplicht onderwijs.

B.2.5. Het beroep is ontvankelijk.

Wat de tussenkommende partijen Schola Nova en anderen betreft

B.3.1. De Franse Gemeenschapsregering betwist de hoedanigheid en de bekwaamheid om in rechte te treden van de eerste tussenkommende partij, die niet zou aantonen dat zij, vóór het indienen van het verzoekschrift tot tussenkomst, de formaliteiten heeft vervuld die zijn voorgeschreven bij de wet van 27 juni 1921. Voor het overige zouden noch die eerste partij, noch de anderen er rechtstreeks belang bij hebben om tussen te komen omdat - zoals dat het geval is voor de eerste verzoekende partij - het gaat om een school die thuisonderwijs inricht, of omdat - wat geldt voor de anderen, die ouders zijn van leerlingen die thuisonderwijs volgen - de toepassing van de juridische regeling van de basisvaardigheden niet het gevolg is van het bestreden decreet van 26 april 1999 maar van de artikelen 4, 10 en 11 van het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 21 mei 1999 tot vaststelling van de voorwaarden om te kunnen voldoen aan de leerplicht door het verstrekken van onderwijs aan huis.

B.3.2. De eerste tussenkommende partij heeft, als bijlage bij het verzoekschrift tot tussenkomst en bij ter post aangetekende brief van 3 februari 2001 aan het Hof de documenten toegezonden waaruit blijkt dat zij voldoet aan alle formaliteiten die vereist zijn bij de wet van 27 juni 1921 om in rechte te treden.

De bestreden bepalingen, namelijk de artikelen 2 tot 9 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 26 april 1999, zijn niet als dusdanig van toepassing op de tussenkommende partijen aangezien zij in principe alleen gelden voor het door de Franse Gemeenschap ingerichte, gesubsidieerde of erkende onderwijs.

Het Hof stelt echter vast dat artikel 4 van het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 21 mei 1999 tot vaststelling van de voorwaarden om te kunnen voldoen aan de leerplicht door het verstrekken van onderwijs aan huis bepaalt dat de ouders ertoe verplicht zijn een onderwijs te verstrekken of te laten verstrekken van een niveau dat gelijkwaardig is met het peil dat opgelegd is aan de onderwijsinrichtingen georganiseerd, gesubsidieerd of erkend door de Franse Gemeenschap en dat beantwoordt aan de bepalingen van de artikelen 6, 8 en 16 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren. Voor de kinderen tussen 6 en 14 jaar zijn de ouders eveneens verplicht een onderwijs te verstrekken of te laten verstrekken dat beantwoordt aan de bepalingen van artikel 16 van hetzelfde decreet.

Bijgevolg hebben zowel de eerste tussenkommende partij - een vereniging zonder winstoogmerk die zich ermee belast onderwijs aan huis te verstrekken in de zin van artikel 1, 3°, van het voormelde besluit van de Franse Gemeenschapsregering - als de andere tussenkommende partijen - ouders van kinderen die onderwijs aan huis krijgen - er belang bij in de procedure tussen te komen om het beroep van de verzoekende partijen te steunen aangezien zij, in dezelfde mate als de verzoekende partijen, in hun situatie rechtstreeks en ongunstig zullen worden geraakt.

B.3.3. De tussenkomst is ontvankelijk.

Wat de tussenkommende partijen « Ecole Notre-Dame de la Sainte-Espérance » en anderen betreft

B.4.1. De Franse Gemeenschapsregering betwist de hoedanigheid en de bekwaamheid om in rechte te treden van de eerste tussenkommende partij die, vóór het indienen van haar verzoekschrift tot tussenkomst, niet zou hebben aangetoond dat zij de formaliteiten vereist bij de wet van 27 juni 1921 heeft vervuld. Voor het overige zouden noch die partij, die een niet-gesubsidieerde vrije school is, noch de andere partij, in haar hoedanigheid van ouder van een leerling van een niet-gesubsidieerde vrije school, er rechtstreeks belang bij hebben het verzoekschrift te steunen tot vernietiging van de artikelen 2 tot 9 van het decreet van 26 april 1999, die louter ten gevolge van het voormelde besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 21 mei 1999 op hen van toepassing zijn.

B.4.2. De eerste tussenkommende partij heeft het Hof op 8 december 2000 de documenten toegezonden waaruit blijkt dat zij alle formaliteiten die bij de wet van 27 juni 1921 vereist zijn om in rechte te treden, heeft vervuld.

De eerste tussenkommende partij - een vereniging zonder winstoogmerk die de inrichtende macht is van een niet-gesubsidieerde basisschool - en de tweede tussenkommende partij - de vader van een kind dat in die school is ingeschreven - doen eveneens blijken van het vereiste belang om de redenen vermeld sub B.3.2.

B.4.3. Nieuwe middelen mogen alleen worden voorgedragen in het geval bedoeld in artikel 85 van de bijzondere wet van 6 januari 1989. Aangezien de memorie tot tussenkomst niet gegrond is op artikel 85 maar op artikel 87 van de voormelde bijzondere wet, zijn de nieuwe middelen die erin worden aangevoerd, niet ontvankelijk. Evenwel, in zoverre zij verwant zijn met de middelen die geformuleerd zijn in het verzoekschrift, kunnen de middelen aangevoerd door de tussenkommende partijen worden aangenomen als opmerkingen in de zin van paragraaf 2 van het voormelde artikel 87.

Wat de ontvankelijkheid betreft van het eerste middel van het verzoekschrift, in zoverre het de schending van bepalingen van internationaal recht aanvoert

B.5.1. De Franse Gemeenschapsregering betwist de ontvankelijkheid van het eerste middel van het verzoekschrift in zoverre het rechtstreeks de schending aanvoert van artikel 13 van het Internationaal Verdrag inzake economische, sociale en culturele rechten, dat op 19 december 1966 in New York is gesloten en dat is goedgekeurd bij de wet van 15 mei 1981, van artikel 2 van het Eerste Aanvullend Protocol, op 20 maart 1952 in Parijs ondertekend, bij het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens, op 4 november 1950 in Rome ondertekend en bij de wet van 13 mei 1955 goedgekeurd, en van artikel 60 van datzelfde Verdrag.

B.5.2. Nu artikel 24, § 3, van de Grondwet verwijst naar de inachtneming van de fundamentele rechten en vrijheden, waaronder de in het eerste middel vermelde verdragsrechtelijke bepalingen, wordt de exceptie verworpen.

Ten gronde

Wat beide middelen samen betreft, afgeleid uit de schending van de artikelen 10, 11 en 24 van de Grondwet

B.6.1. De verzoekende partijen voeren in het eerste onderdeel van het eerste middel aan dat de basisvaardigheden zoals ze zijn bevestigd bij de artikelen 2 tot 9 van het voormelde decreet van 26 april 1999 geen « referentiesystemen [zijn] die basiscompetenties uiteenzetten », aangezien zij één enkele inhoud hebben waardoor één enkele pedagogische methode wordt opgelegd die onverenigbaar zou zijn met artikel 24, §§ 1 en 3, van de Grondwet.

In het tweede en derde onderdeel van het eerste middel voegen de verzoekende partijen eraan toe dat de basisvaardigheden bevestigd bij de bestreden bepalingen van het voormelde decreet, die erkennings- en subsidiërings-criteria zijn voor het onderwijs, een aanzienlijke impact hebben en uitgaan van een welbepaalde opvatting over mens en maatschappij. De overheid bepaalt in detail wat op school moet worden geleerd en baseert zich daarbij meer bepaald op « duidelijk tendentieuze » pedagogische opvattingen, terwijl de vrijheid van onderwijs haar oorsprong en

bestaansreden vindt in de vrijheid van onderwijsopvattingen en in de neutraliteit van het onderwijs. Bovendien zou het systeem van de basisvaardigheden, doordat het niet voorziet in een systeem van mogelijke afwijkingen, de vrijheid beperken om scholen te kiezen die uitgaan van andere pedagogische opvattingen, en zou het bijgevolg de keuzevrijheid van de ouders beperken.

In het tweede middel voeren de partijen aan dat de bestreden bepalingen van het decreet de artikelen 10, 11 en 24, § 4, van de Grondwet zouden schenden, doordat geen rekening zou worden gehouden met objectieve verschillen, namelijk de eigen karakteristieken van de Rudolf Steinerscholen, waarvan het pedagogische project en de onderwijskundige opvatting een eigen visie over doelstellingen, leerinhouden en leerattitudes impliceren. De verzoekende partijen voegen eraan toe dat het systeem van de basisvaardigheden niet verenigbaar zou zijn met de pedagogische visie en methode van het Steineronderwijs.

B.6.2. Artikel 24, § 1, van de Grondwet bepaalt :

« Het onderwijs is vrij; elke preventieve maatregel is verboden; de bestraffing van de misdrijven wordt alleen door de wet of het decreet geregeld.

De gemeenschap waarborgt de keuzevrijheid van de ouders.

De gemeenschap richt neutraal onderwijs in. De neutraliteit houdt onder meer in, de eerbied voor de filosofische, ideologische of godsdienstige opvattingen van de ouders en de leerlingen.

De scholen ingericht door openbare besturen bieden, tot het einde van de leerplicht, de keuze aan tussen onderricht in een der erkende godsdiensten en de niet-confessionele zedenleer. »

De aldus door artikel 24, § 1, van de Grondwet gewaarborgde onderwijsvrijheid garandeert het recht tot oprichting - en dus tot keuze - van scholen die al dan niet geënt zijn op een bepaalde confessionele of niet-confessionele levensbeschouwing. Zij impliceert voor privé-personen eveneens de mogelijkheid om - zonder voorafgaande toestemming en onder voorbehoud van de inachtneming van de fundamentele rechten en vrijheden - naar eigen inzicht onderwijs in te richten en te laten verstrekken, zowel naar de vorm als naar de inhoud, bijvoorbeeld door scholen op te richten die hun eigenheid vinden in bepaalde pedagogische of onderwijskundige opvattingen.

B.6.3. De hiervoor gedefinieerde onderwijsvrijheid impliceert, wil ze niet louter theoretisch zijn, dat de inrichtende machten die niet rechtstreeks afhangen van de gemeenschap onder bepaalde voorwaarden aanspraak kunnen maken op subsidiëring vanwege de gemeenschap.

Het recht op subsidiëring vindt zijn beperking, enerzijds, in de mogelijkheid voor de gemeenschap om de subsidiëring te laten afhangen van vereisten van algemeen belang, zoals onder meer die van een behoorlijke onderwijsverstrekking en van bepaalde schoolbevolkingsnormen, en, anderzijds, in de noodzaak om de beschikbare financiële middelen te spreiden over de onderscheiden opdrachten van de gemeenschap.

De vrijheid van onderwijs is derhalve aan grenzen gebonden en staat niet eraan in de weg dat de decreetgever voorwaarden van financiering of subsidiëring oplegt die de uitoefening van die vrijheid beperken, voor zover er niet wezenlijk afbreuk aan wordt gedaan.

B.6.4. Artikel 24, § 3, eerste zin, en § 4, van de Grondwet bepaalt :

« § 3. Ieder heeft recht op onderwijs, met eerbiediging van de fundamentele rechten en vrijheden. [...]

§ 4. Alle leerlingen of studenten, ouders, personeelsleden en onderwijsinstellingen zijn gelijk voor de wet of het decreet. De wet en het decreet houden rekening met objectieve verschillen, waaronder de eigen karakteristieken van iedere inrichtende macht, die een aangepaste behandeling verantwoorden. »

B.7. De bestreden artikelen van het decreet van 26 april 1999 bevestigen, met een uitvoerige beschrijving ervan in acht bijlagen, de basisvaardigheden waarvan het beginsel was vastgelegd in artikel 16 van het voormelde decreet van de Franse Gemeenschap van 24 juli 1997. Die basisvaardigheden zijn toepasselijk op de datum van de verschijning ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

B.8. De kritiek van de verzoekende partijen op de basisvaardigheden die zijn vastgelegd bij het bestreden decreet bestaat in hoofdzaak erin dat die basisvaardigheden op zulk een uitgebreide, gedetailleerde en bindende wijze zijn geformuleerd dat zij, enerzijds, geen enkele ruimte laten voor een specifieke onderwijskundige opvatting en, anderzijds, onverenigbaar zijn met de pedagogische methode die in de Steinerscholen wordt gevolgd. De basisvaardigheden zouden op die manier strijdig zijn met de onderwijsvrijheid gewaarborgd bij artikel 24, § 1, van de Grondwet.

De vrijheid van onderwijs bedoeld in artikel 24, § 1, van de Grondwet, houdt voor de inrichtende machten het recht in om, zonder verwijzing naar een bepaalde confessionele of niet-confessionele levensbeschouwing, met aanspraak op overheidsfinanciering of -subsidiëring onderwijs in te richten en aan te bieden dat zijn eigenheid vindt in bepaalde pedagogische of onderwijskundige opvattingen. Zij staat niet eraan in de weg dat de bevoegde wetgever, met het oog op het verzekeren van de kwaliteit en de onderlinge gelijkwaardigheid van het met overheidsmiddelen verstrekte onderwijs, maatregelen neemt die op de onderwijsinstellingen van algemene toepassing zijn, ongeacht de eigenheid van het door hen verstrekte onderwijs.

De wenselijkheid en de keuze van die maatregelen zijn zaak van de bevoegde wetgever, te dezen de decreetgever die, met toepassing van artikel 24, § 5, van de Grondwet, de inrichting, erkenning en subsidiëring van het onderwijs te regelen heeft en daarvoor de beleidsverantwoordelijkheid draagt.

B.9. Het komt het Hof niet toe te oordelen of het beginsel en de basisvaardigheden zoals ze zijn uitgewerkt in de bestreden artikelen van het voormelde decreet van de Franse Gemeenschap van 26 april 1999 opportuun of wenselijk zijn. Het komt het Hof evenwel toe te oordelen of, afgezet tegen de door de verzoekende partijen aangevoerde kritiek, de verplichtingen die worden opgelegd met die basisvaardigheden zoals ze zijn omschreven in het bestreden decreet, de pedagogische vrijheid, die vervat is in de vrijheid van onderwijs, zoals gewaarborgd door artikel 24, § 1, van de Grondwet, niet aantasten of onevenredig zijn door verder te gaan dan noodzakelijk is voor het bereiken van de beoogde doelstellingen van algemeen belang, te weten het waarborgen van de kwaliteit en de onderlinge gelijkwaardigheid van het onderwijs.

B.10.1. Het Hof stelt vast dat het systeem van basisvaardigheden, enerzijds, ingebouwd is in de organisatie van de gemeenschapsinspectie die met de bewaking van de onderwijskwaliteit is belast en, anderzijds, verbonden is met de bevoegdheid van de onderwijsinstellingen om, autonoom en zonder overheidsinterventie, rechtsgeldige getuigschriften en diploma's uit te reiken.

B.10.2. Zoals in B.1.2 is uiteengezet, zijn het beginsel en het systeem van de basisvaardigheden zoals ze bij het voormelde decreet van de Franse Gemeenschap van 24 juli 1997 (het « decreet taken ») zijn vastgelegd, opgevat als een « referentiesysteem » dat de onderwijsinstellingen moeten toepassen gedurende de eerste acht jaren van het verplicht onderwijs en waarin de basisvaardigheden worden vastgelegd die de meerderheid van de leerlingen moet beheersen

op het einde van dat onderwijs (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 1996-1997, 152, nr. 1, pp. 6 en 7). Van dat concept is in de bestreden bepalingen van het decreet van 26 april 1999 niet afgeweken (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 1998-1999, 299, *ibid.*, nr. 2, pp. 3 en 4).

B.10.3. Ook al had men met het systeem van basisvaardigheden de bedoeling de autonomie van de scholen te respecteren om hun eigen pedagogische methoden te bepalen en om zonder overheidsinterventie rechtsgeldige getuigschriften en diploma's af te geven (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 1998-1999, 299, *ibid.*, pp. 7 en 8, en *Hand.*, 1998-1999, nr. 5, pp. 15 tot 17), toch is dat systeem ook een adequaat middel, enerzijds, om de gelijkwaardigheid van de getuigschriften en diploma's veilig te stellen en, anderzijds, om de onderlinge gelijkwaardigheid te vrijwaren van het onderwijs verstrekt in de instellingen die ouders en leerlingen vrij kunnen kiezen.

B.11. Het blijkt echter dat de omschrijving van de basisvaardigheden in de bijlagen I tot VIII van het bestreden decreet van 26 april 1999, met inbegrip van die van de « mentale processen », van de « manieren van leren » en van de gedragingen inzake « relationele houdingen » die met die vaardigheden zijn verbonden, zo omvangrijk en gedetailleerd is dat in redelijkheid niet kan worden aangehouden dat het om een « basisreferentiesysteem » gaat; de « bevestiging » van de basisvaardigheden bij de bestreden bepalingen van het decreet van 26 april 1999 en de bijlagen ervan, laat voor een inrichtende macht onvoldoende ruimte om haar pedagogisch project te verwezenlijken, doordat die basisvaardigheden op een te bindende wijze onderwijsmethoden preciseren.

B.12. Door niet in een procedure te voorzien om beperkte afwijkingen toe te staan aan inrichtende machten die - met inachtneming van de fundamentele rechten en vrijheden en zonder te raken aan de kwaliteit van het onderwijs, de inhoudelijke minimumvereisten of de gelijkwaardigheid van getuigschriften en diploma's - onderwijs verstrekken of wensen te verstrekken dat uitgaat van specifieke pedagogische opvattingen, schendt de decreetgever de vrijheid van onderwijs gewaarborgd bij artikel 24, § 1, van de Grondwet.

Wat de handhaving betreft van de gevolgen van de vernietigde bepalingen

B.13. Rekening houdend met het feit dat de vernietiging van het decreet enkel is gemotiveerd door de ontstentenis van een afwijkingsprocedure, zonder de bepalingen van het decreet op andere wijze in het geding te brengen, dienen de gevolgen ervan tot 30 juni 2001 te worden gehandhaafd met toepassing van artikel 8, tweede lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

Om die redenen,

het Hof

- vernietigt de artikelen 2 tot 9 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 26 april 1999 « houdende bevestiging van het referentiesysteem voor de basisvaardigheden en houdende wijziging van de terminologie betreffende de bevoegdheid uitgeoefend door het Parlement met toepassing van de artikelen 16, 25, 26, 35 en 43 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren »;

- handhaaft de gevolgen van de vernietigde bepalingen tot 30 juni 2001.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 18 april 2001.

De griffier,

L. Potoms.

De voorzitter,

M. Melchior.

SCHIEDSHOF

D. 2001 — 1210

[C — 2001/21240]

Urteil Nr. 49/2001 vom 18. April 2001

Geschäftsverzeichnisnummer 1895

In Sachen: Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 2 bis 9 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 26. April 1999 «zur Bestätigung des Bezugssystems für die Grundfertigkeiten und zur Abänderung der Terminologie bezüglich der vom Parlament ausgeübten Zuständigkeit in Anwendung der Artikel 16, 25, 26, 35 und 43 des Dekrets vom 24. Juli 1997 zur Bestimmung der vorrangigen Aufgaben des Grundschulunterrichts und des Sekundarunterrichts sowie zur Organisation der geeigneten Strukturen zu deren Durchführung», erhoben von der VoG Libre Ecole Rudolf Steiner und anderen.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus dem Vorsitzenden M. Melchior, den Richtern P. Martens, E. Cerexhe, R. Henneuse, E. De Groot und L. Lavrysen, und dem emeritierten Vorsitzenden G. De Baets gemäß Artikel 60bis des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, unter Assistenz des Kanzlers L. Potoms, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. *Gegenstand der Klage*

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 25. Februar 2000 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 28. Februar 2000 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 2 bis 9 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 26. April 1999 «zur Bestätigung des Bezugssystems für die Grundfertigkeiten und zur Abänderung der Terminologie bezüglich der vom Parlament ausgeübten Zuständigkeit in Anwendung der Artikel 16, 25, 26, 35 und 43 des Dekrets vom 24. Juli 1997 zur Bestimmung der vorrangigen Aufgaben des Grundschulunterrichts und des Sekundarunterrichts sowie zur Organisation der geeigneten Strukturen zu deren Durchführung» (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 27. August 1999, zweite Ausgabe): (1) die VoG Libre Ecole Rudolf Steiner, mit Vereinigungssitz in 1490 Court-Saint-Etienne, la Ferme Blanche, (2) die VoG Vrije Ruimte/Espace de Liberté, mit Vereinigungssitz in 2060 Antwerpen, Delinstraat 17, (3) die VoG Association pour le développement de la pédagogie Steiner, mit Vereinigungssitz in 1490 Court-Saint-Etienne, rue des Ecoles 46, (4) C. Borgers, wohnhaft in 5030 Sauvinière, rue du Village 21, (5) J. Demeyere, wohnhaft in 7700 Mouscron, Clos de la Bleuse Tartine 57, (6) V. Gilot, wohnhaft in 1490 Court-Saint-Etienne, rue de Limauges 32, (7) C. Gogry, wohnhaft in 3090 Overijse, Dobraalan 28, (8) D. Jane-Aluja, wohnhaft in 5030 Ernage, rue du Sart 4, (9) L. Lamfalussy, wohnhaft in 1348 Neulöwen, Cours de Bonne Espérance 11, (10) S. Lejoly, wohnhaft in 1490 Sart-Messire-Guillaume, rue de la Chapelle 9, (11) T. Moncarev, wohnhaft in 1340 Ottignies, Clos du Cheval Godet 1, (12) F. Nvs. wohnhaft in 1461 Haut-Ittre, rue de

la ferme Coquiamont 5, (13) P. Planche, wohnhaft in 1020 Brüssel, rue Stéphanie 75, (14) M. Verschueren, wohnhaft in 1340 Ottignies, Clos du Cheval Godet 1, (15) J.-P. Vlamincq, wohnhaft in 1490 Court-Saint-Etienne, rue de Sart 39, (16) M. Wibert, wohnhaft in 5030 Ernage, rue du Sart 4, (17) C. Massot, wohnhaft in 7000 Mons, chaussée du Roeulx 326, (18) M.-A. Nève, wohnhaft in 1490 Court-Saint-Etienne, rue du Tienne 11, und (19) F. Portugaels, wohnhaft in 1390 Grez-Doiceau, rue Verte Voie 21.

II. Verfahren

Durch Anordnung vom 28. Februar 2000 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der Besetzung bestimmt.

Die referierenden Richter haben Artikel 71 bzw. 72 des organisierenden Gesetzes im vorliegenden Fall nicht für anwendbar erachtet.

Die Klage wurde gemäß Artikel 76 des organisierenden Gesetzes mit am 13. Juni 2000 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 27. Juni 2000.

Durch Anordnung vom 26. Juli 2000 hat der Vorsitzende M. Melchior auf Antrag der Regierung der Französischen Gemeinschaft vom 26. Juli 2000 die für die Einreichung eines Schriftsatzes vorgesehene Frist bis 15. September 2000 verlängert.

Diese Anordnung wurde der Regierung der Französischen Gemeinschaft mit am 26. Juli 2000 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief notifiziert.

Schriftsätze wurden eingereicht von

- der VoG Schola Nova, mit Vereinigungssitz in 1315 Opprebais, rue du Moulin 1, P. Baugnet und seiner Ehegattin, zusammen wohnhaft in 1370 Jodoigne, avenue des Combattants 30, G. de Cartier d'Yves und seiner Ehegattin, zusammen wohnhaft in 1471 Laupoigne, Chemin de la Warouche 10, G. De Man und seiner Ehegattin, zusammen wohnhaft in 1360 Orbais, rue Trémouraux 127, J.-F. De Mees und G. Warny, zusammen wohnhaft in 1367 Gérompont, rue Montagne 3, P. de Meeüs und seiner Ehegattin, zusammen wohnhaft in 1390 Grez-Doiceau, Chavée Boulanger 20, J.-M. de Montpellier d'Annevoie und seiner Ehegattin, zusammen wohnhaft in 1325 Vieusart, rue du Laid Burniat 10, M.-A. Léonard und seiner Ehegattin, zusammen wohnhaft in 6824 Chasse-Pierre, Froids-Vents 1, F. Moureau und seiner Ehegattin, zusammen wohnhaft in 1315 Incourt, chaussée de Namur 77, und D. Van Asten und seiner Ehegattin, zusammen wohnhaft in 1367 Autre-Eglise, rue de la Gare d'Hédenge 38, mit am 24. Juli 2000 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

- der VoG Ecole Notre-Dame de la Sainte-Espérance, mit Vereinigungssitz in 1050 Brüssel, rue de la Concorde 37, und B. Van Houtte, wohnhaft in 1160 Brüssel, avenue des Volontaires 29, mit am 27. Juli 2000 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

- der Regierung der Französischen Gemeinschaft, place Surllet de Chokier 15-17, 1000 Brüssel, mit am 15. September 2000 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

Diese Schriftsätze wurden gemäß Artikel 89 des organisierenden Gesetzes mit am 26. September 2000 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Durch Anordnung vom 19. Oktober 2000 hat der Vorsitzende M. Melchior auf Antrag der klagenden Parteien vom 18. Oktober 2000 die für die Einreichung eines Erwidierungsschriftsatzes vorgesehene Frist um fünfzehn Tage verlängert.

Diese Anordnung wurde den klagenden Parteien mit am 20. Oktober 2000 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief notifiziert.

Erwidierungsschriftsätze wurden eingereicht von

- der Regierung der Französischen Gemeinschaft, mit am 20. Oktober 2000 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

- den intervenierenden Parteien VoG Ecole Notre-Dame de la Sainte-Espérance und B. Van Houtte, mit am 26. Oktober 2000 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

- den klagenden Parteien und den intervenierenden Parteien VoG Schola Nova und anderen, mit am 13. November 2000 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief.

Durch Anordnungen vom 29. Juni 2000 und 30. Januar 2001 hat der Hof die für die Urteilsfällung vorgesehene Frist bis zum 25. Februar 2001 bzw. 25. August 2001 verlängert.

Durch Anordnung vom 6. Februar 2001 hat der Hof die Besetzung um den Richter L. Lavrysen ergänzt.

Durch Anordnung vom 7. Februar 2001 hat der Hof die Rechtssache für verhandlungsreif erklärt und den Sitzungstermin auf den 1. März 2001 anberaumt.

Diese Anordnung wurde den Parteien und deren Rechtsanwälten mit am 8. Februar 2001 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Auf der öffentlichen Sitzung vom 1. März 2001

- erschienen

- . RA F. Tulkens, in Brüssel zugelassen, für die klagenden Parteien,

- . RA R. Lefebvre, in Dinant zugelassen, für die intervenierenden Parteien VoG Schola Nova und andere, die VoG Ecole Notre-Dame de la Sainte-Espérance und B. Van Houtte,

- . RA J. Sambon, in Brüssel zugelassen, für die Regierung der Französischen Gemeinschaft,

- haben die referierenden Richter E. Cerexhe und L. Lavrysen Bericht erstattet,

- wurden die vorgenannten Rechtsanwälte angehört,

- wurde die Rechtssache zur Beratung gestellt.

Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des organisierenden Gesetzes, die sich auf den Sprachgebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

III. In rechtlicher Beziehung

- A -

In bezug auf die Zulässigkeit der Nichtigkeitsklage

A.1.1. Die erste klagende Partei verfolgt die Zielsetzung, «jede Tätigkeit durchzuführen und zu fördern, die einen lebendigen Ansatz auf der Grundlage der anthroposophischen Lehre von Rudolf Steiner für die menschlichen Kenntnisse ermöglicht, die erforderlich sind, um in der Schule die harmonische und vollständige Verwirklichung des Schicksals des Einzelnen vorzubereiten». In der Satzung sei nirgends angegeben, daß die Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht (nachstehend VoG) nur Grundschulunterricht erteile. Es sei daher durchaus vorstellbar und im übrigen vorgesehen, Sekundarunterricht zu organisieren.

Wenn im übrigen die Schüler der «Libre Ecole Rudolf Steiner» bis zum Ende des Primarunterrichts in den Genuß der von ihr erteilten besonderen Pädagogik gelangten, liege es auch im Interesse der ersten klagenden Partei, daß ihre Schüler sich in den ersten zwei Jahren des Sekundarunterrichts in der Kontinuität entwickelten, dies als unmittelbare Fortsetzung ihres Vereinigungszwecks, der darin bestehe, «einen lebendigen Ansatz auf der Grundlage der anthroposophischen Lehre von Rudolf Steiner» zu fördern. Sie weise also das erforderliche Interesse auf, um gegen sämtliche angefochtenen Bestimmungen vorzugehen.

Die klagende Partei *sub 2* verfolge die Zielsetzung, «eine tatsächliche Unterrichtsfreiheit zu verwirklichen». Insofern die angefochtenen Artikel die Freiheit des Unterrichts beeinträchtigen, könnten sie sich in ungünstigem Sinne auf sie auswirken.

Das gleiche gelte für die klagende Partei *sub 3*, deren Zielsetzung darin bestehe, «eine auf der anthroposophischen Lehre von Rudolf Steiner beruhende Pädagogik zu fördern und zu entwickeln», und die Gefahr laufe, ebenfalls in ungünstigem Sinne von der Auferlegung des Bezugssystems für die Grundfertigkeiten betroffen zu sein, das sowohl mit den ersten zwei als auch mit der dritten Stufe verbunden sei.

Die klagenden Parteien *sub 4* und *sub 6* bis 19 seien Eltern von minderjährigen Kindern, die in der «Libre Ecole Rudolf Steiner» (erste klagende Partei) eingeschrieben seien, und sie würden sowohl in dieser Eigenschaft als auch in ihrem persönlichen Namen vor Gericht auftreten. Einige von ihnen handelten ebenfalls als Lehrer oder Lehrkräfte an der «Libre Ecole Rudolf Steiner». Die Kinder dieser klagenden Parteien sollten eines Tages, was sicher sei, als Schüler des Sekundarunterrichts in die Schule eintreten. Im Rahmen der ersten zwei Jahre dieses Sekundarunterrichts sei jedoch vorgesehen, die dritte Stufe des Bezugssystems für die Grundfertigkeiten auf sie anzuwenden. Ihre Eltern hätten also bereits jetzt ein gesichertes und aktuelles Interesse an der Anfechtung sämtlicher strittigen Bestimmungen.

Als Leiter einer Grundschule sei die klagende Partei *sub 5* von allen Bestimmungen betroffen, die sich auf den Vorschul- und Primarschulunterricht bezögen. Insofern das Dekret vom 24. Juli 1997 zur Bestimmung der vorrangigen Aufgaben des Unterrichts auf dem Grundgedanken eines «pädagogischen Kontinuums» zwischen den einzelnen Unterrichtsphasen beruhe, habe ein Leiter eines Kindergartens und einer Primarschule im übrigen ebenfalls ein Interesse daran, die Nichtigerklärung des mit der dritten Stufe verbundenen Bezugssystems der Grundfertigkeiten anzustreben.

A.1.2. Die Regierung der Französischen Gemeinschaft richte sich nach dem Ermessen des Hofes hinsichtlich der Zulässigkeit der von den neunzehn klagenden Parteien eingereichten Nichtigkeitsklage, vorbehaltlich der nachstehenden Anmerkungen.

Die klagenden Parteien *sub 1* bis 3 träten als Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht auf. Die Zulässigkeit ihrer Klage sei mit der Einhaltung der Pflichten und Formalitäten des Gesetzes vom 27. Juni 1921 «zur Verleihung der Rechtspersönlichkeit an Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und an gemeinnützige Einrichtungen» sowie mit der Annahme eines ordnungsgemäßen Klageerhebungsbeschlusses verbunden.

Die klagende Partei *sub 5* habe kein direktes Interesse.

Die klagenden Parteien *sub 4* und *sub 6* bis 19 hätten kein sicheres und aktuelles Interesse an der Anfechtung des mit der dritten Stufe verbundenen Bezugssystems der Grundfertigkeiten.

Das gleiche gelte für die klagenden Parteien *sub 1* bis 3. Mit der Behauptung, es sei «nicht ausgeschlossen, daß mit der Zeit in der Französischen Gemeinschaft eine Rudolf-Steiner-Sekundarschule eröffnet wird», werde ein ungewisses Interesse geltend gemacht.

In bezug auf die Zulässigkeit des Interventionsschriftsatzes der «Ecole Notre-Dame de la Sainte-Espérance» und anderer

A.2.1. Der Vereinigungszweck der ersten intervenierenden Partei sei ebenso wie in allen Primarschulen des Landes der Grundschulunterricht mit der Besonderheit, daß dem katholischen Unterricht eine besondere Aufmerksamkeit gewidmet werde. Sie sei in der Tat seit dem Schuljahr 1989-1990 an ihrem Vereinigungssitz ununterbrochen Träger einer nicht subventionierten freien Primarschule in französischer Sprache.

Die zweite intervenierende Partei sei der Vater einer Schülerin der besagten Schule, die im vierten Primarschuljahr eingeschrieben sei: Astrid Van Houtte, geboren am 31. Januar 1992.

Die intervenierenden Parteien strebten derzeit vor dem Staatsrat die Nichtigerklärung des Erlasses der Regierung der Französischen Gemeinschaft vom 21. Mai 1999 «zur Festlegung der Bedingungen im Hinblick auf die Erfüllung der Schulpflicht durch Erteilung von Heimunterricht» an. Laut Artikel 10 dieses Erlasses entspreche die Kontrolle des Unterrichtsniveaus dem Bezugssystem für die Grundfertigkeiten, das in dem im vorliegenden Streitfall angefochtenen Dekret vom 26. April 1999 festgelegt sei. Sie hätten daher ein Interesse an der Nichtigerklärung dieses Dekrets.

A.2.2.1. Die Regierung der Französischen Gemeinschaft stellt fest, daß die erste intervenierende Partei nicht nachweise, daß sie vor dem Einreichen der Interventionsklage die Veröffentlichungen und Formalitäten eingehalten habe, die durch die Artikel 3, 9, 10 und 11 des Gesetzes vom 27. Juni 1921 «zur Verleihung der Rechtspersönlichkeit an Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und an gemeinnützige Einrichtungen» vorgeschrieben würden. In diesem Kontext könne die betreffende Vereinigung sich nicht auf die Rechtspersönlichkeit berufen und besitze folglich gemäß Artikel 26 des Gesetzes vom 27. Juni 1921 nicht die Rechtsfähigkeit, um vor Gericht aufzutreten.

A.2.2.2. Außerdem werde das Fehlen eines direkten Interesses der beiden intervenierenden Parteien deutlich, wenn man spezifisch berücksichtige, daß die Grundlage der Kritik der intervenierenden Parteien die Anwendung der Rechtsregelung des Bezugssystems für die Grundfertigkeiten entsprechend den Artikeln 4, 10 und 11 des Erlasses vom 21. Mai 1999 auf den Heimunterricht, den sie organisierten bzw. absolvierten, sei. Eben diese Verordnungsbestimmungen bewirkten einen Nachteil für die intervenierenden Parteien.

Für die Frage nach der Gesetzmäßigkeit dieser Verordnungsbestimmungen sei nicht der Schiedshof zuständig, sondern der Staatsrat.

Die intervenierenden Parteien besäßen folglich kein direktes Interesse.

A.2.2.3. Schließlich erlaube Artikel 87 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof es den intervenierenden Parteien im Gegensatz zu Artikel 85 nicht, neue Klagegründe vorzubringen und *a fortiori* die Nichtigkeitsklage auf Bestimmungen zu erweitern, die nicht in der Klageschrift angefochten würden. Nur damit verbundene Klagegründe könnten als Anmerkungen zugelassen werden.

In bezug auf die Zulässigkeit des Interventionsschriftsatzes der VoG Schola Nova und anderer

A.3.1. Die erste intervenierende Partei habe als Vereinigungszweck «die Förderung der lateinischen und griechischen Sprache und der Kultur im allgemeinen». Hierzu organisiere sie im Rahmen des sogenannten Heimunterrichts ein herkömmliches Abitur in Griechisch und Latein, dessen Stundenpläne seit mehr als einem halben Jahrhundert festgelegt seien und dem legitimen Willen der Eltern, wie etwa der Parteien *sub 2* bis 10, entsprächen, ihren Kindern ein kulturelles und wissenschaftliches Erbe zu bieten.

Artikel 4 des Erlasses vom 21. Mai 1999 «zur Festlegung der Bedingungen im Hinblick auf die Erfüllung der Schulpflicht durch Erteilung von Heimunterricht» erlege den Eltern, die für ihr Kind den Heimunterricht gewählt hätten, die Verpflichtung auf, «einen Unterricht zu erteilen oder erteilen zu lassen, der dem gleichen Niveau, wie es den Schulen vorgeschrieben wird, die von der Französischen Gemeinschaft organisiert, bezuschußt oder anerkannt werden, entspricht und der die Vorschriften der Artikel 6, 8 und 16 des Dekrets vom 24. Juli 1997 zur Bestimmung der vorrangigen Aufgaben des Grundschulunterrichts und des Sekundarunterrichts sowie zur Organisation der geeigneten Strukturen zu deren Durchführung erfüllt». Artikel 10 desselben Erlasses sehe vor: «Die Kontrolle des Unterrichtsniveaus entspricht dem im Dekret vom 26. April 1999 festgelegten Bezugssystem für die Grundfertigkeiten». Artikel 11 desselben Erlasses setze einen Prüfungsausschuß ein, der «anhand der durchgeführten Kontrollen feststellt, ob das Kind das Unterrichtsniveau erreicht hat, das dem durch das obengenannte Dekret vom 26. April 1999 festgelegten Bezugssystem für die Grundfertigkeiten entspricht».

Die erste intervenierende Partei sei unmittelbar von dieser neuen Regelung betroffen, insofern sie Heimunterricht praktiziere.

Die anderen intervenierenden Parteien hätten ein Interesse an der Intervention in ihrer Eigenschaft als Eltern, die sich dafür entschieden hätten, ihrem Kind die Teilnahme am Heimunterricht zu ermöglichen.

A.3.2. Die Regierung der Französischen Gemeinschaft stellt zunächst die Eigenschaft und die Prozeßfähigkeit der ersten intervenierenden Partei in Abrede. Als Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht weise sie nicht nach, daß sie vor dem Einreichen ihres Interventionsschriftsatzes die Veröffentlichungen und Formalitäten eingehalten habe, die durch die Artikel 3, 9, 10 und 11 des Gesetzes vom 27. Juni 1921 «zur Verleihung der Rechtspersönlichkeit an Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und an gemeinnützige Einrichtungen» vorgeschrieben würden. Sie könne sich nicht auf die Rechtspersönlichkeit berufen und besitze folglich gemäß Artikel 26 desselben Gesetzes nicht die Rechtsfähigkeit, um vor Gericht aufzutreten.

Überdies sei anzumerken, daß der Kritik der intervenierenden Parteien die Anwendung der Rechtsregelung des Bezugssystems für die Grundfertigkeiten gemäß den Artikeln 4, 10 und 11 des Erlasses der Regierung der Französischen Gemeinschaft vom 21. Mai 1999 zur Festlegung der Bedingungen im Hinblick auf die Erfüllung der Schulpflicht durch Erteilung von Heimunterricht auf den Heimunterricht zugrunde liege. Eben diese Ordnungsbestimmungen würden den intervenierenden Parteien schaden.

Schließlich besitze die erste intervenierende Partei keinesfalls ein direktes Interesse an der Klage auf Nichtigerklärung des Dekrets vom 26. April 1999 zur Bestätigung des Bezugssystems für die Grundfertigkeiten. Ihr Vereinigungszweck sei nämlich «die Förderung der lateinischen und griechischen Sprache und der Kultur im allgemeinen». Das durch das Dekret festgelegte Bezugssystem für die Grundfertigkeiten würde in keiner Weise die Förderung der lateinischen und griechischen Sprache und der Kultur im allgemeinen beeinträchtigen. Die lateinische und die griechische Sprache unterlägen nicht dem Bezugssystem für die Grundfertigkeiten, die durch die Artikel 2 bis 9 des Dekrets vom 26. April 1999 bestätigt würden. Die kulturelle Dimension werde ihrerseits in den verschiedenen Qualifikationen verdeutlicht, die in Anwendung der Artikel 6 Nrn. 2 und 3, 8 Nr. 8 und 9 Nr. 7 des Dekrets vom 24. Juli 1997 zur Bestimmung der vorrangigen Aufgaben des Grundschulunterrichts und des Sekundarunterrichts sowie zur Organisation der geeigneten Strukturen zu deren Durchführung festgelegt worden seien.

Die anderen intervenierenden Parteien beriefen sich ausschließlich auf ihre Eigenschaft als Eltern, die für ihr Kind den Heimunterricht gewählt hätten.

Sie erläuterten keineswegs, inwiefern das angefochtene Dekret ihnen konkret schade.

Zur Hauptsache

Was den ersten Klagegrund betrifft

A.4.1. Im ersten Teil des Klagegrunds wird das Bezugssystem der Grundfertigkeiten in der im angefochtenen Artikel des Dekrets vom 26. April 1999 enthaltenen Formulierung bemängelt, insofern es nicht als «Referenzsystem, das Grundkompetenzen darlegt.» anzusehen sei (vgl. Definition des Bezugssystems für die Grundfertigkeiten, Artikel 5 Nr. 2 des Dekrets vom 24. Juli 1997), da es einen einzigen Inhalt aufweise, der zur Folge habe, daß eine bestimmte pädagogische Auffassung auferlegt werde, was unvereinbar sei mit der durch Artikel 24 §§ 1 und 3 der Verfassung gewährleisteten Freiheit, in Verbindung mit Artikel 13 des Internationalen Paktes über wirtschaftliche, soziale und kulturelle Rechte, mit Artikel 2 des Ersten Zusatzprotokolls zur Europäischen Menschenrechtskonvention und mit Artikel 60 der Europäischen Menschenrechtskonvention.

Im zweiten Teil des Klagegrunds wird angeführt, daß die Obrigkeit gegen ihre in Artikel 24 § 1 der Verfassung verankerte Neutralitätsverpflichtung verstoße, die zwar der Obrigkeit nicht das Recht entziehe, Mindestziele anzugeben, sie jedoch nicht ermächtige, Grundfertigkeiten festzulegen, die derart weitgehend und ausführlich seien und für die keine Ausnahme möglich sei, um eine bestimmte Vorstellung des Menschen und der Gesellschaft aufzuerlegen, auf der die Grundsätze des Unterrichts aufgebaut seien.

Im dritten Teil des Klagegrunds wird angeführt, daß die angefochtenen Artikel, obwohl sie äußerst strikte Regeln einführten, keinerlei Verfahren enthielten, um begrenzte Abweichungen zu gewähren für Unterrichtsanstalten, die einen Unterricht auf der Grundlage von spezifischen pädagogischen Vorstellungen erteilen wollten, so daß diese Artikel gegen Artikel 24 § 4 der Verfassung verstießen.

A.4.2. Die Regierung der Französischen Gemeinschaft vertritt zunächst die Auffassung, daß der erste Klagegrund unzulässig sei, «insofern er direkt [internationale Rechtsnormen] anführt und nicht erläutert, inwiefern sie durch die angefochtenen Bestimmungen verletzt werden». In bezug auf den Verstoß gegen die Verfassung könne aufgrund von mehreren Urteilen des Hofes davon ausgegangen werden, daß es um die Freiheit im Unterricht und nicht um die Freiheit des Unterrichts gehe, wobei den klagenden Parteien vorgeworfen werde, daß sie im ersten Klagegrund versäumt hätten, «den notwendigen Genauigkeitsgrad» anzugeben, um «konkret zu beweisen, daß ihre Kritik begründet ist».

Die klagenden Parteien antworten diesbezüglich, die Entwicklung der Rechtsprechung des Hofes beweise deutlich, daß in bezug auf den Unterricht eine stets größere Freiheit zuerkannt worden sei.

In den damit zusammenhängenden Urteilen habe der Hof «sich veranlaßt gesehen, so wie im Sachbereich der Gleichheit und Nichtdiskriminierung Vertragsbestimmungen zu berücksichtigen: Artikel 2 des Ersten Zusatzprotokolls zur Europäischen Menschenrechtskonvention (Urteile Nrn. 25/92 und 33/92) sowie Artikel 13 des Internationalen Paktes über wirtschaftliche, soziale und kulturelle Rechte (Urteile Nrn. 33/92 und 40/94)».

Diese Bestimmungen würden jedoch mißachtet, insofern sie, so wie Artikel 24 der Verfassung, ein grundsätzliches Recht gewährleisteten, nämlich dasjenige des Unterrichts, das durch die Artikel 2 bis 9 und die Anhänge I bis VIII des Dekrets vom 26. April 1999 mißachtet werde, wie dies nachstehend erläutert werde.

Es sei demzufolge falsch zu behaupten, daß der Klagegrund unzulässig sei, da die internationalen Bestimmungen im Zusammenhang mit Artikel 24 der Verfassung angeführt würden.

A.5.1. In bezug auf den ersten Teil des ersten Klagegrunds führt die Regierung der Französischen Gemeinschaft an, sie stelle fest, daß die Behauptung der klagenden Parteien sich auf der Ebene von unbestreitbaren Behauptungen bewege und sich auf keinerlei konkretes Argument stütze, und führt sie an, daß die Beschwerde schließlich darauf hinauslaufe, das eigentliche Bestehen der Grundfertigkeiten anzufechten, das heißt indirekt Bestimmungen des Dekrets vom 24. Juli 1997 anzufechten. Gemäß der Rechtsprechung des Hofes verhindere die Unterrichtsfreiheit nicht, daß der Gesetzgeber «Maßnahmen ergreift, die auf die Unterrichtsanstalten allgemein anwendbar sind - ungeachtet der Eigenart des von ihnen erteilten Unterrichts». Überdies habe der Staatsrat kürzlich geurteilt, daß eine zuständige Verwaltungsbehörde auf gesetzmäßige Weise die erforderlichen Instrumente auferlegen könne, um «zu prüfen, ob allen Schülern ein gleichwertiges Unterrichtsniveau angeboten wird». Im übrigen sei die Definition des Bezugssystems der Grundfertigkeiten im Rahmen der gesamten Bestimmungen des Dekrets vom 24. Juli 1997 zu sehen, das die klagenden Parteien nicht angefochten hätten. Die pädagogische Freiheit werde im übrigen nicht von den angefochtenen Bestimmungen beeinträchtigt, da die Schulträger weiterhin die Möglichkeit besäßen, ein Erziehungsprojekt, ein pädagogisches Projekt, ein eigenes Schulprojekt sowie ein Unterrichtsprogramm auszuarbeiten.

A.5.2. In ihrem Erwidernsschriftsatz führen die klagenden Parteien zahlreiche Erwägungen in bezug auf das Bezugssystem für die Grundfertigkeiten einerseits und auf die Rechtsprechung des Schiedshofes und des Staatsrates andererseits an, die mit diesen Erwägungen in Zusammenhang gebracht werden. Sie präzisieren, daß sie keinesfalls beabsichtigten, das «Aufgabendekret», das die Grundfertigkeiten in der von ihnen beschriebenen Form einführe, indirekt anzufechten. So wie diese Grundfertigkeiten darin beschrieben seien, hätten die klagenden Parteien keinerlei Beschwerde dagegen vorzubringen, und selbst wenn dies der Fall wäre, seien sie sich dessen durchaus bewußt, daß eine Klage nicht mehr zulässig wäre, da das «Aufgabendekret» am 24. Juli 1997 verabschiedet worden sei.

Das «Grundfertigkeitendekret» vom 26. April 1999 hingegen habe dieses Bezugssystem für die Grundfertigkeiten weiterentwickelt und diesen einen Inhalt verliehen, der nicht mit der Unterrichtsfreiheit vereinbar sei. So sei unter anderem vorgesehen, daß die Inspektion mit der Prüfung der Gleichwertigkeit des Unterrichtsniveaus beauftragt sei und nicht mehr nur zu prüfen habe, ob die Grundfertigkeiten erreicht würden. Andererseits könne in bezug auf die Beschlüsse des Klassenrates über die Versetzung in eine Klasse oder einen Zyklus, über die Ausstellung von Diplomen, Zeugnissen und Bescheinigungen über den erfolgreichen Abschluß Berufung vor einem Beschwerderat eingereicht werden. Dieser stütze seine Entscheidung «darauf, ob die vom Schüler erworbenen Fertigkeiten mit den normalerweise zu erwerbenden Fertigkeiten übereinstimmen, sowie darauf, ob das Niveau der Bewertungstests, denen die Schüler unterzogen werden, den von den verschiedenen Ausschüssen für Bewertungsinstrumente entwickelten Tests entsprechen» (Artikel 99 Absatz 1 des «Aufgabendekrets»), und zwar mit dem (zugegebenen) Ziel, die Errichtung von «elitären» Schulen zu verhindern.

Der Hof habe das Dekret der Flämischen Gemeinschaft vom 22. Februar 1995 für nichtig erklärt mit der Begründung, daß die Entwicklungszielsetzungen und Endziele «so umfassend und detailliert sind, daß vernünftigerweise nicht behauptet werden kann, es handle sich um Mindestzielsetzungen, zumal sie zur Verwirklichung des eigenen pädagogischen Projektes zu wenig Spielraum lassen. Insofern wird die Unterrichtsfreiheit angetastet». Die Ministerpräsidentin der Französischen Gemeinschaft habe diesbezüglich den Standpunkt vertreten, daß «die Flämische Gemeinschaft sehr weit ins Detail gegangen ist» und daß in der französischsprachigen Gesetzgebung «nicht ein solches Maß an Präzision vorgesehen ist» (Bericht namens der Unterrichtskommission, *Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 1996-1997, S. 31). Es sei jedoch festzustellen, daß es schwierig gewesen wäre, die Grundfertigkeiten inhaltlich präziser zu gestalten, als es im angefochtenen Dekret vom 26. April 1999 geschehen sei. Um sich hiervon zu überzeugen, brauche man lediglich die 55 Seiten des *Belgischen Staatsblatts* mit den Grundfertigkeiten durchzulesen oder aber die Broschüre der Französischen Gemeinschaft mit dem Titel «Socles de compétences», die dieses vollständig übernehme und es «verdaulicher» darlege als das *Belgische Staatsblatt*.

Dem sei noch hinzuzufügen, daß die Grundfertigkeiten an sich nicht das Unterrichtsniveau gewährleisten, sondern darauf ausgerichtet seien, eine einzige pädagogische Auffassung aufzuerlegen, wie beispielsweise die Idee der spiralförmigen Auslegung der Fertigkeiten, wonach eine gleiche Fähigkeit mehrere Male ausgeübt werden müsse, damit sie als endgültig erworben gelten könne.

Die Grundfertigkeiten seien im übrigen nicht als Mittel, sondern als Ziele formuliert. Warum solle man, um das Gespür für Kunst zu entwickeln, die Fächer Zeichnen und Musik anbieten und nicht Schauspielkunst oder eine andere der schönen Künste? Mit anderen Worten, durch die Wahl der Anwendungen der Grundfertigkeiten sei man verpflichtet, ein bestimmtes Schulprogramm anzunehmen, obwohl nicht zu rechtfertigen sei, daß die somit auferlegten Fertigkeiten die einzigen seien, die mit Sicherheit das Unterrichtsniveau und die Qualität des Unterrichts gewährleisten; es stehe im Widerspruch zur Verfassung, allen subventionierten oder nicht subventionierten Schülern der Französischen Gemeinschaft einen einzigen Weg mit so vielen pflichtmäßigen Schritten aufzuerlegen.

A.6.1. Die Regierung der Französischen Gemeinschaft stellt sich die Frage, ob der zweite Teil des ersten Klagegrunds zulässig sei, insofern er abgeleitet sei «aus dem Verstoß gegen die Neutralitätsverpflichtung des Gemeinschaftsunterrichts, während die klagenden Parteien eine Unterrichtsform verteidigen möchten, die sie als spezifisch darstellen und deren Träger eine privatrechtliche Einrichtung ist». Wenn es bei der Beschwerde um die Behauptung gehe, daß das Bezugssystem für die Grundfertigkeiten «auf einer bestimmten Vorstellung des Menschen und der Gesellschaft gründet, auf der die Grundlagen des Unterrichts aufgebaut sind», sei diese Behauptung sowohl falsch, tautologisch als auch unzulässig.

Falsch, weil das Bezugssystem für die Grundfertigkeiten keinen philosophischen, ideologischen oder religiösen Inhalt aufweise, der auferlegt werde (das Bezugssystem für die Grundfertigkeiten und die Zielsetzungen der Fertigkeiten sei von allen demokratischen Parteien angenommen worden). Tautologisch, weil jede normgebende Bestimmung in bezug auf den Unterricht eine bestimmte Vorstellung des Menschen und der Gesellschaft voraussetze, und unzulässig, weil die Vorstellung des Menschen und der Gesellschaft, in der die Grundfertigkeiten verankert seien, diejenige sei, «die in den Artikeln 6, 8 und 9 des Dekrets vom 24. Juli 1997 und im Übereinkommen über die Rechte des Kindes vertreten wird», und dies seien Bestimmungen, die nicht von den klagenden Parteien angefochten würden oder angefochten werden könnten.

Für den Fall hingegen, daß die tatsächliche Kritik des zweiten Teils des ersten Klagegrunds auf die Behauptung ausgerichtet sei, daß «die Grundfertigkeiten unvereinbar sind mit anderen pädagogischen und didaktischen Vorstellungen, wie beispielsweise die Steiner-Pädagogik», verweist die Regierung der Französischen Gemeinschaft auf ihre Argumente in bezug auf den zweiten Klagegrund.

A.6.2. Um dies zu widerlegen, zitieren die klagenden Parteien das Urteil des Hofes vom 18. Dezember 1996 (Nr. 76/96), das den Klagegrund der klagenden Parteien in bezug auf die Mißachtung des Grundsatzes der Unterrichtsfreiheit durch die Flämische Gemeinschaft angenommen habe. Es sei nicht zu erkennen, inwiefern der

einfache Hinweis auf Artikel 24 § 1 Absatz 3 der Verfassung, der vorschreibe, daß die Gemeinschaft ein Unterrichtswesen organisiere, das neutral sei, sowie auf das Dekret vom 31. März 1994 «zur Festlegung der Neutralität des Gemeinschaftsunterrichts» den Verstoß gegen die Unterrichtsfreiheit durch das Dekret vom 26. April 1999 rechtfertigen könne.

Die klagenden Parteien erinnern an die Zielsetzungen der Steiner-Pädagogik, die unter anderem vom Willen ausgingen, die Fähigkeiten in der Entwicklung des Kindes nicht zu früh zu bearbeiten, und führen an, man müsse eingestehen, daß es unmöglich sei, gleichzeitig diese Erziehungsauffassung sowie die Grundfertigkeiten in ihrer im Dekret vom 26. April 1999 angewandten Form zu beachten. Wie sich in der Praxis bereits seit zahlreichen Jahren zeige, hindere dies die Schüler, die einen Unterricht auf der Grundlage der Steiner-Pädagogik erhielten, jedoch nicht daran, ihren Sekundarunterricht mit einem Niveau zu beenden, das vollständig den gewünschten Anforderungen entspreche.

Sodann sei daran zu erinnern, daß man sich nicht der Einführung von Grundfertigkeiten als solche widersetze, wie sie im «Aufgabendekret» festgelegt seien, und daß die Steiner-Pädagogik ebenfalls vollständig mit dem internationalen Übereinkommen über die Rechte des Kindes übereinstimme. Die Nichtigkeitsklage sei gerechtfertigt, insofern der Inhalt, der den Grundfertigkeiten wegen seiner detaillierten und präzisen Beschaffenheit und der fehlenden Möglichkeit, davon abzuweichen oder sogar etwas Gleichwertiges vorzusehen, in Wirklichkeit zur Ausarbeitung eines einzigen pflichtmäßigen Ausbildungsprogramms führe, während es für das Erreichen des Mindestniveaus mehr als nur einen einzigen pädagogischen Weg gebe.

A.7.1. In bezug auf den dritten Teil des ersten Klagegrunds macht die Regierung der Französischen Gemeinschaft geltend, daß im Bereich des Unterrichts der Grundsatz der Gleichheit gelte und daß nicht als Grundregel angenommen werden könne, daß Artikel 24 der Verfassung notwendigerweise ein Abweichungsverfahren erfordere, wenn die Unterrichtsgesetzgebung Gemeinschaftsziele für alle Schulträger festlege.

A.7.2. Nachdem die klagenden Parteien an die Erwägung B.10 des Urteils Nr. 79/96 erinnert haben, erwidern sie, daß Artikel 24 an erster Stelle den Grundsatz der Freiheit (§ 1) festlege und sodann den Grundsatz der Gleichheit der Schüler, Eltern, usw. vor dem Gesetz oder dem Dekret (§ 4). Man könne den Gleichheitsgrundsatz nicht so in den Vordergrund rücken, daß die Unterrichtsfreiheit zunichte gemacht werde. Die Verfassung führe im übrigen nicht an, ob es sich um die Freiheit des Unterrichts oder die Freiheit im Unterricht handle, da sie knapp anführe: «Das Unterrichtswesen ist frei».

Falls das Ziel der Grundfertigkeiten darin bestehe, zugunsten aller Schüler «die Qualität des Unterrichts und die gleichen Chancen für eine gesellschaftliche Emanzipation» zu gewährleisten, werde dieses Ziel ausreichend über andere Wege als diejenigen der Grundfertigkeiten, so wie sie im «Grundfertigkeitendekret» definiert seien, erreicht.

Wenn diese Gemeinschaftszielsetzungen, wie die Grundfertigkeiten, «so umfassend und detailliert sind, daß vernünftigerweise nicht behauptet werden kann, es handle sich um Mindestzielsetzungen» (Schiedshof, Nr. 76/96, 18. Dezember 1996, Erwägung B.9), sei nur durch die Einführung einer Abweichungsmöglichkeit zu vermeiden, daß diese Zielsetzungen die Unterrichtsfreiheit beeinträchtigten. Im Unterricht könne der Gleichheitsgrundsatz erreicht werden, ohne daß hierfür eine Einschränkung des grundlegenden Prinzips der Freiheit notwendig sei. Demzufolge müßten die Grundfertigkeiten entweder weniger detailliert, weitgehend und radikal umschrieben sein oder sie müßten eine Abweichungsmöglichkeit für die Unterrichtsanstalten vorsehen, die eine spezifische Pädagogik praktizierten, und den Schülern somit die gleichen Emanzipationschancen bieten wie der auf diesen Grundfertigkeiten aufgebaute Unterricht.

Die Artikel 2 bis 9 und die Anhänge I bis VIII des Dekrets vom 26. April 1999 verstießen somit gegen die Unterrichtsfreiheit, indem sie keine Abweichungsmöglichkeit vorsähen, durch die diese Freiheit, wie sie durch Artikel 24 der Verfassung in Verbindung mit verschiedenen anderen im Klagegrund angeführten internationalen Bestimmungen gewährleistet werde, beachtet werden könnte.

In bezug auf den zweiten Klagegrund

A.8.1. Der zweite Klagegrund sei abgeleitet aus dem Verstoß gegen die Artikel 10, 11 und 24 § 4 der Verfassung.

Die angefochtenen Artikel des Dekrets vom 26. April 1999 legten ohne mögliche Abweichung auf umfangreiche und detaillierte Weise Grundfertigkeiten in bezug auf Kenntnisse und Verhalten fest und ließen keinen ausreichenden Spielraum, um die Ziele eines eigenen pädagogischen Projektes zu verwirklichen, das die Unterrichtsfreiheit achte. Sie erlegten durch die genaue Beschreibung der Grundfertigkeiten und die Erfordernisse in bezug auf die Sensibilisierung hierfür, den Nachweis und die Aufrechterhaltung dieser Grundfertigkeiten eine Situation auf, die unvereinbar sei mit der von den klagenden Parteien praktizierten bzw. befürworteten Pädagogik.

Die Grundfertigkeiten beeinträchtigten in der Art und Weise, wie sie formuliert seien, auf unverhältnismäßige Weise die Unterrichtsfreiheit und die Grundsätze der Gleichheit und Nichtdiskriminierung, indem sie über das hinausgingen, was für die Verwirklichung der Ziele des allgemeinen Interesses notwendig sei. Es werde nicht nur nachgewiesen, daß die angefochtenen Bestimmungen beinahe keinen Spielraum für eine andere als die im Dekret angeführte Pädagogik ließen, und insbesondere die Steiner-Pädagogik, sondern auch, daß diese Bestimmungen unvereinbar seien mit der in der Schule der ersten klagenden Partei praktizierten Pädagogik.

A.8.2. Die Regierung der Französischen Gemeinschaft stellt fest, daß die Argumentation der klagenden Parteien unter anderem auf einem Verweis auf die Lage in der Flämischen Gemeinschaft aufgebaut sei, wie sie zwischen 1995 und 1997 bestanden habe, und führt an, daß man einerseits nicht zwei Gesetzgebungen vergleichen könne, die durch zwei autonome Gesetzgeber verabschiedet worden seien, und andererseits nicht zwei Gesetzgebungen auf rein formale Gebiet vergleichen könne, um eine ähnliche Anwendung einer spezifischen Rechtsprechung zu fordern.

Die klagenden Parteien stellten die französischsprachige und die flämische Gesetzgebung über den Unterricht auf den gleichen Fuß. Mehr noch, das für die Flämische Gemeinschaft bestehende Dokument «Antrag auf Abweichung für die Entwicklungszielsetzungen und Endziele» bilde ihre einzige Rechtfertigung für diesen zweiten Klagegrund.

Überdies sei die Kritik in bezug auf den von den Grundfertigkeiten gelassenen mangelnden Spielraum «auf eine rein formale Ebene» einzuordnen und beschränke sich «ausschließlich auf die Angabe der Zahl der ' Titel der Grundfertigkeiten ' und die Zahl der Bezeichnungen von Qualifikationen des Dekrets».

Was die Unvereinbarkeit mit der Steiner-Methode betreffe, werde der zweite Klagegrund mit dem Gleichheitsgrundsatz im Unterrichtswesen begründet. Insofern die Grundkompetenzen mit dem Ziel festgelegt worden seien, «nicht ein außerordentlicher Mensch zu werden, sondern gut als gewöhnlicher moderner Mann oder moderne Frau leben zu können», liege in diesem Fall kein Verstoß gegen die Gleichheit vor.

A.8.3. Die klagenden Parteien erwidern, daß sie in bezug auf den mangelnden Spielraum nicht nur die «detaillierte» Beschreibung bestimmter Gebiete der Grundfertigkeiten hervorgehoben hätten, unter anderem anhand eines konkreten Beispiels in bezug auf die Bedingungen für die Informationssuche, sondern daß überdies die erste klagende Partei im Gegensatz zu anderen Schulen, die eine besondere Pädagogik praktizierten, nicht aufgefordert worden sei, ihren Standpunkt anlässlich der Ausarbeitung der Grundfertigkeiten vorzubringen.

Außerdem gelinge es der Regierung der Französischen Gemeinschaft nicht, den in ihrem Dekret enthaltenen Gegensatz zu lösen. Wenn sie ihre Reform nach eigenen Angaben auf der Vereinheitlichung der Unterrichtsniveaus aufbaue, die im Bericht der Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung (OECD) vom 13. November 1998 von Belgien gefordert worden sei, wie sei es dann zu erklären, daß dieselbe Pädagogik, die dem Unterrichtsniveau in Flandern, den Niederlanden, Deutschland usw. genüge, in der Französischen Gemeinschaft gerade wegen eines Problems des Unterrichtsniveaus verworfen werde?

Im Gegensatz zu den Behauptungen der Regierung der Französischen Gemeinschaft verwechsle man nicht die Begriffe «Fertigkeiten» und «Niveaus der erreichten Fertigkeiten»; die Kritik beziehe sich auf die umfangreichen und «detaillierten» Titel dieses Bezugssystems für die Fertigkeiten, das konkrete Folgen für die pädagogischen Tätigkeiten der Klassen habe. Ebensowenig betrachte man Kommentare, die keine Fertigkeiten seien, als Fertigkeiten. Zwar solle nach Darlegung der Regierung der Französischen Gemeinschaft mit dem «Übersichtsrahmen der künstlerischen Entwicklung» gezeigt werden, wie ein Zusammenhang zwischen den verschiedenen Grundfertigkeiten bestehe, die später definiert würden, doch dieser Rahmen liefere nicht unerhebliche Erklärungen und zumindest eine direkte methodologische Anweisung, die die Regierung der Französischen Gemeinschaft verschweige; «den jungen Menschen entfallen, heißt: 'eine Bezugsharmonie entwickeln', 'verschiedene originelle Lösungen vorschlagen oder ausdenken für Problemsituationen' ».

Und schließlich sei es auch nicht zutreffend, daß man lediglich «fachübergreifende Fertigkeiten zusammenfügt», die als ein und dieselbe Fertigkeit angesehen würden, die «durch die verschiedenen Fächer hindurch aufgebaut und entfaltet wird und sich entwickelt». Sollten tatsächlich die gleichen Fertigkeiten auf den verschiedenen Gebieten zu entwickeln sein, hätte man sie besser im Dekret nicht nur unter ähnlicheren Benennungen angeführt, sondern auch in Form einer einzigen Tabelle mit Angabe der besonderen Merkmale eines jeden Fachs.

In bezug auf die Unvereinbarkeiten des Bezugssystems für die Grundfertigkeiten mit der Steiner-Pädagogik sei daran zu erinnern, daß der zuständige Minister am 17. Oktober 2000 eine ablehnende Entscheidung zum Programm der ersten klagenden Partei zugesandt habe. Diese Entscheidung besage: «Dieses Programm stimmt nicht mit dem Bezugssystem für die Grundfertigkeiten überein, das durch das Dekret der Französischen Gemeinschaft vom 26. April 1999 bestätigt wird, und zwar aus den nachstehenden Gründen», die im Erwidierungsschriftsatz erläutert seien. Sodann werde *in concreto* anhand von Anwendungen in verschiedenen Fächern (Französisch, Mathematik, Wecken des Interesses - Einführung in die Wissenschaft, moderne Sprachen, Leibeserziehung usw.) nachgewiesen, daß die Kritik der Regierung der Französischen Gemeinschaft in bezug auf die Tatsache, daß die klagenden Parteien die Grundfertigkeiten nicht verstanden hätten, daß sie das pädagogische Niveau mit dem Niveau der Unterrichtsqualität verwechselten und selbst indirekt die im «Aufgabedekret» festgelegten Zielsetzungen erneut in Frage stellten, nicht gerechtfertigt sei; die Unvereinbarkeiten seien tatsächlich immer noch methodologischer Art, ohne daß das Unterrichtsniveau in Frage gestellt werden könne.

Zusammenfassend

- seien die Grundfertigkeiten, deren Prinzip nicht angefochten werde, in einer übertrieben detaillierten Norm beschrieben;
 - werde hierdurch die Unterrichtsfreiheit beeinträchtigt, da die pädagogische Freiheit auf eine einzige Möglichkeit beschränkt werde;
 - müßten trotzdem, um das gewünschte Unterrichtsniveau im subventionierten Unterrichtswesen zu erreichen, mehrere pädagogische Wege zugelassen sein, sei es in Form von Abweichungen vom Bezugssystem für die Grundfertigkeiten, sei es in Form von gleichwertigen Zielen;
 - sehe im vorliegenden Fall das angefochtene Dekret keinerlei Abweichungsmöglichkeit für eine andere Pädagogik vor,
- und stelle es in vielerlei Hinsicht eine ungerechtfertigte, unvernünftige und unverhältnismäßige Beeinträchtigung dar.

In bezug auf den Interventionsschriftsatz der «Ecole Notre-Dame de la Sainte-Espérance» und von B. Van Houtte

A.9.1. Das erste «Argument» des Interventionsschriftsatzes ist eine beinahe wortwörtliche Übernahme des ersten Teils des zweiten Klagegrunds, den die klagenden Parteien in ihren Nichtigkeits- und Aussetzungsklagen gegen den Erlaß der Regierung der Französischen Gemeinschaft vom 21. Mai 1999 zur Festlegung der Bedingungen im Hinblick auf die Erfüllung der Schulpflicht durch Erteilung von Heimunterricht angeführt haben. Im übrigen wird Artikel 6 Nr. 7 des Dekrets vom 24. Juli 1997, in Wirklichkeit Artikel 8 Nr. 7 des Dekrets, bemängelt, insofern dieser die Verpflichtung auferlege, auf die Kommunikations- und Informationstechniken zurückzugreifen.

A.9.2. Die Regierung der Französischen Gemeinschaft erinnert zunächst daran, daß der Staatsrat die obenerwähnte Aussetzungsklage zurückgewiesen habe, und legt sodann dar, daß der Klagegrund sich aus einer vollständig falschen Auslegung des Dekrets vom 26. April 1999 ergebe. Überdies sei die Anfechtung des Dekrets vom 24. Juli 1997 unzulässig, weil sie nicht innerhalb der durch Artikel 3 des Sondergesetzes über den Schiedshof vorgeschriebenen Frist eingereicht worden sei und weil sie Artikel 87 desselben Gesetzes nicht beachte.

A.10.1. Ein zweites «Argument» werde im Interventionsschriftsatz angeführt, wonach es - im Gegensatz zu dem, was der Staat in der kürzlich in dem vorstehend angeführten Streitfall beim Staatsrat hinterlegten Klageschrift behaupte - in bezug auf die Fakten nicht der Wahrheit entspreche, daß der offizielle Unterricht und der freie subventionierte Unterricht mehr Garantien für die Ausbildung der Jugendlichen böten. Eine solche Behauptung stütze sich auf keiner Feststellung, die von gleich welcher interessierten Person, die dies tun möchte, geprüft werden könne.

A.10.2. Die Regierung der Französischen Gemeinschaft ist der Auffassung, das zweite Argument enthalte keinerlei Anfechtung der Verfassungsmäßigkeit des Dekrets vom 26. April 1999, die in den Zuständigkeitsbereich des Hofes falle.

A.11.1. In einem dritten Teil bemängeln die intervenierenden Parteien die angefochtenen Dekretsbestimmungen, insofern sie vom Willen des Gesetzgebers zeugten, bereits ab der Primarschule in unterschiedlichen Formen eine politische Einteilung vorzunehmen: «zum Aufbau einer demokratischen, solidarischen, pluralistischen und für andere Kulturen aufgeschlossenen Gesellschaft beitragen», «aktiv zur Ausarbeitung und Verwirklichung eines Projektes beitragen, um die Gerechtigkeit, die Solidarität zu fördern», «Formen der Unterdrückung und des Ausschlusses, die bekämpft werden müssen».

A.11.2. Nach Ansicht der Regierung der Französischen Gemeinschaft sei der Klagegrund offensichtlich ungenau, sowohl in bezug auf die angefochtenen Normen - die angefochtenen Fertigkeiten würden nicht angegeben - als auch in bezug auf die Grundlage der gegebenenfalls darauf anwendbaren Anfechtung der Verfassungsmäßigkeit - die in keinerlei Weise präzisiert werde. Im übrigen und aus den bereits unter A.9.2 zusammengefaßten Gründen sei es nicht annehmbar, daß die intervenierenden Parteien die Zielsetzungen des Dekrets vom 24. Juli 1997 bemängelten, die sie in diesem Fall erneut in Frage zu stellen schienen.

A.12.1. Die intervenierenden Parteien bemängeln sodann das gemeinsame Erlernen der Sexualität, das sie als verfrüht und schädlich für die geistige Konzentration der Schüler des Primarunterrichts ansähen. Hierzu bemängeln sie Artikel 4 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 10. Juli 1984 über die Gesundheitserziehung und die Jugendinformation und über die Hilfe und den Beistand für Familien in den Bereichen der Empfängnisverhütung und der verantwortungsvollen Elternschaft.

A.12.2. Die Regierung der Französischen Gemeinschaft erkennt nicht, inwiefern dieses Argument eine Verfassungsmäßigkeitskritik in bezug auf das Dekret vom 26. April 1999 umfassen würde, für die der Hof zuständig sei. Die Kritik in bezug auf Artikel 4 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 10. Juli 1984 sei im vorliegenden Streitfall nicht zulässig.

A.13.1. Schließlich prangern die intervenierenden Parteien den Verstoß gegen die grundsätzliche Unterrichtsfreiheit durch den dogmatischen Relativismus an, der durch die angefochtenen Dekretsbestimmungen auferlegt werde und der dazu verpflichte, den Kindern beizubringen, daß Werturteile und Überzeugungen keine erwiesenen Tatsachen seien, sondern zu den gefühlsmäßigen Urteilen gehörten.

A.13.2. Nach Darlegung der Regierung der Französischen Gemeinschaft zitierten die intervenierenden Parteien das im Dekret vom 26. April 1999 festgelegte Bezugssystem für die Grundfertigkeiten auf verstümmelte Weise.

Dieser zitierte Text verweise auf Anhang III des Dekrets über das «Wecken des Interesses - Einführung in die Wissenschaft», in dem die Grundfertigkeit, «die erwiesenen Tatsachen von Arbeitshypothesen, von gefühlsmäßigen Reaktionen und Werturteilen zu unterscheiden», unter anderem wie folgt dargestellt werde: «in einem wissenschaftlichen Dokument, das dem Verständnisniveau der Schüler angepaßt ist, die erwiesenen Tatsachen und die Forschungshypothesen von den Überzeugungen und den gefühlsmäßigen Urteilen unterscheiden». Hierbei handele es sich nicht um einen dogmatischen Relativismus, sondern um die elementare Definition einer wissenschaftlichen Methode, die auf wissenschaftliche Angaben angewandt werde. Die genannten Fertigkeiten bezweckten in keiner Weise, Überzeugungen und gefühlsmäßige Urteile gleichzusetzen. Die Kritik sei demzufolge unbegründet.

In bezug auf den Interventionsschriftsatz der VoG Schola Nova und anderer

A.14.1. Die intervenierenden Parteien verweisen vollständig auf die Begründung der klagenden Parteien in deren Nichtigkeitsklage und behalten sich das Recht vor, später auf den Schriftsatz zu reagieren, der von der Gegenpartei, der Französischen Gemeinschaft, hinterlegt werde.

A.14.2. Die Regierung der Französischen Gemeinschaft könne eine solche Vorgehensweise nicht annehmen. Sie könne nämlich unmöglich auf die Begründung vorgreifen, die möglicherweise von den intervenierenden Parteien angeführt werde.

Die intervenierenden Parteien hätten in jedem Fall kein Interesse am zweiten Klagegrund, der von den klagenden Parteien in ihrer Nichtigkeitsklage gegen das Dekret vom 26. April 1999 angeführt werde. Dieser zweite Klagegrund ergebe sich nämlich aus einer spezifischen Pädagogik, die die klagenden Parteien nicht zu ihrem Vorteil anführten.

In bezug auf den ersten Klagegrund verweist die Regierung der Französischen Gemeinschaft auf den von ihr eingereichten Erwidierungsschriftsatz.

- B -

In bezug auf die angefochtenen Bestimmungen

B.1.1. Die klagenden Parteien beantragen die Nichtigerklärung der Artikel 2 bis 9 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 26. April 1999 «zur Bestätigung des Bezugssystems für die Grundfertigkeiten und zur Abänderung der Terminologie bezüglich der vom Parlament ausgeübten Zuständigkeit in Anwendung der Artikel 16, 25, 26, 35 und 43 des Dekrets vom 24. Juli 1997 zur Bestimmung der vorrangigen Aufgaben des Grundschulunterrichts und des Sekundarunterrichts sowie zur Organisation der geeigneten Strukturen zu deren Durchführung». Diese Artikel lauten wie folgt:

«Art. 2. Das Bezugssystem für die Grundfertigkeiten in ' Französisch ', das in Anhang 1 angeführt ist, wird bestätigt gemäß Artikel 16 des Dekrets vom 24. Juli 1997 zur Bestimmung der vorrangigen Aufgaben des Grundschulunterrichts und des Sekundarunterrichts sowie zur Organisation der geeigneten Strukturen zu deren Durchführung.

Art. 3. Das Bezugssystem für die Grundfertigkeiten in ' Mathematik ', das in Anhang 2 angeführt ist, wird gemäß Artikel 16 desselben Dekrets bestätigt.

Art. 4. Das Bezugssystem für die Grundfertigkeiten in ' Wecken des Interesses - Einführung in die Wissenschaft ', das in Anhang 3 angeführt ist, wird gemäß Artikel 16 desselben Dekrets bestätigt.

Art. 5. Das Bezugssystem für die Grundfertigkeiten in ' modernen Sprachen ', das in Anhang 4 angeführt ist, wird gemäß Artikel 16 desselben Dekrets bestätigt.

Art. 6. Das Bezugssystem für die Grundfertigkeiten in ' Leibeserziehung ', das in Anhang 5 angeführt ist, wird gemäß Artikel 16 desselben Dekrets bestätigt.

Art. 7. Das Bezugssystem für die Grundfertigkeiten in ' Erziehung durch Technologie ', das in Anhang 6 angeführt ist, wird gemäß Artikel 16 desselben Dekrets bestätigt.

Art. 8. Das Bezugssystem für die Grundfertigkeiten in ' Kunsterziehung ', das in Anhang 7 angeführt ist, wird gemäß Artikel 16 desselben Dekrets bestätigt.

Art. 9. Das Bezugssystem für die Grundfertigkeiten in ' Wecken des Interesses - Ausbildung in Geschichte und Geographie, einschließlich der Ausbildung für Soziales und Wirtschaft ', das in Anhang 8 angeführt ist, wird gemäß Artikel 16 desselben Dekrets bestätigt.»

B.1.2. Das Dekret vom 26. April 1999, das «Grundfertigkeitendekret» genannt wird, ändert einerseits die Terminologie über die Zuständigkeit, die das Parlament in Anwendung der Artikel 16, 25, 26, 35 und 43 des Dekrets vom 24. Juli 1997 -«Aufgabendekret» genannt - ausübt (Artikel 1 des Dekrets vom 26. April 1999), ab und bestätigt andererseits das Konzept der «Grundfertigkeiten», das durch das «Aufgabendekret» eingeführt wird, indem es dieses Konzept präzisiert (Artikel 2 bis 9 des Dekrets vom 26. April 1999).

Das Dekret der Französischen Gemeinschaft vom 24. Juli 1997 «zur Bestimmung der vorrangigen Aufgaben des Grundschulunterrichts und des Sekundarunterrichts sowie zur Organisation der geeigneten Strukturen zu deren Durchführung» führt eine besondere Struktur für den Vorschulunterricht und die ersten acht Jahre der Schulpflicht ein.

Das obenerwähnte Dekret der Französischen Gemeinschaft vom 24. Juli 1997 führt das Konzept der «Grundfertigkeiten» ein, das definiert wird als ein «Referenzsystem, das auf strukturierte Weise die Grundkompetenzen darlegt, die bis zum Ende der ersten acht Jahre der Schulpflicht ausgeübt werden müssen, sowie diejenigen, die bis zum Ende einer jeder ihrer Stufen beherrscht werden müssen, da sie als notwendig für die soziale Eingliederung und die Fortsetzung der Ausbildung angesehen werden» (Artikel 5 Nr. 2).

B.1.3. Das angefochtene Dekret führt acht verschiedene Arten von Grundfertigkeiten ein, die in den Anhängen zum Dekret deutlich beschrieben sind. So gibt es ein Bezugssystem für die Grundfertigkeiten in Französisch (Artikel 2 - Anhang 1), für Mathematik (Artikel 3 - Anhang 2), für das Wecken des Interesses - Einführung in die Wissenschaft (Artikel 4 - Anhang 3), für moderne Sprachen (Artikel 5 - Anhang 4), für Leibeserziehung (Artikel 6 - Anhang 5), für Erziehung durch Technologie (Artikel 7 - Anhang 6), für Kunsterziehung (Artikel 8 - Anhang 7) und das Wecken des Interesses - Ausbildung in Geschichte und Geographie, einschließlich der Ausbildung für Soziales und Wirtschaft (Artikel 9 - Anhang 8).

In bezug auf die Zulässigkeit

Was die klagenden Parteien betrifft

B.2.1. Die Regierung der Französischen Gemeinschaft richtet sich nach dem Ermessen des Hofes, was die Zulässigkeit der von den neunzehn klagenden Parteien eingereichten Nichtigkeitsklagen betrifft, jedoch unter dem Vorbehalt, daß die ersten drei, bei denen es sich um Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht handelt, die vom Gesetz vom 27. Juni 1921 vorgeschriebenen Verpflichtungen und Formalitäten erfüllten. Die fünfte klagende Partei, die Direktor einer Grundschule sei, habe kein unmittelbares Interesse. Die anderen klagenden Parteien wiesen kein gesichertes und aktuelles Interesse an der Anfechtung der mit der dritten Stufe verbundenen Grundfertigkeiten nach.

B.2.2. Die ersten drei klagenden Parteien haben im Anhang zu ihrer Klageschrift die Unterlagen zugesandt, aus denen ersichtlich ist, daß sie alle durch das Gesetz vom 27. Juni 1921 vorgeschriebenen Formalitäten, um vor Gericht zu klagen, aufweisen.

B.2.3. Die angefochtenen Bestimmungen betreffen die Unterrichtsfreiheit und können sich somit direkt und ungünstig auf die klagenden Parteien auswirken, sei es in ihrer Eigenschaft als Direktor einer Grundschule, die sich auf die Rudolf-Steiner-Pädagogik beruft, sei es als Eltern von Schülern einer dieser Schulen.

B.2.4. Im Gegensatz zu dem, was die Regierung der Französischen Gemeinschaft anführt, haben die klagenden Parteien ein Interesse an der Anfechtung des Bezugssystems für die mit der dritten Stufe verbundenen Grundfertigkeiten, insofern diese Grundfertigkeiten, die eine Einheit bilden, für die ersten acht Jahre der Schulpflicht ausgearbeitet und gestaltet wurden.

B.2.5. Die Klage ist zulässig.

Was die klagenden Parteien Schola Nova und andere betrifft

B.3.1. Die Regierung der Französischen Gemeinschaft stellt die Eigenschaft und Rechtsfähigkeit der ersten intervenierenden Partei in Abrede; diese weise nicht nach, daß sie vor dem Einreichen des Interventionsschriftsatzes die durch das Gesetz vom 27. Juni 1921 vorgeschriebenen Formalitäten erfüllt habe. Im übrigen hätten weder die erste Partei noch die anderen ein unmittelbares Interesse daran, dem Verfahren beizutreten, weil es sich im Fall der ersten klagenden Partei um eine Schule handele, die Heimunterricht erteile, oder weil im Falle der anderen, die Eltern von Schülern seien, die Heimunterricht erhielten, die Anwendung der rechtlichen Regelung des Bezugssystems für die Grundfertigkeiten nicht die Folge des angefochtenen Dekrets vom 26. April 1999 sei, sondern der Artikel 4, 10 und 11 des Erlasses der Regierung der Französischen Gemeinschaft vom 21. Mai 1999 zur Festlegung der Bedingungen im Hinblick auf die Erfüllung der Schulpflicht durch Erteilung von Heimunterricht.

B.3.2. Die erste intervenierende Partei hat im Anhang zu ihrem Interventionsschriftsatz sowie durch einen bei der Post eingeschriebenen Brief vom 3. Februar 2001 dem Hof die Dokumente zukommen lassen, die nachweisen, daß sie alle durch das Gesetz vom 27. Juni 1921 vorgeschriebenen Formalitäten erfüllt, um vor Gericht aufzutreten.

Die angefochtenen Bestimmungen, nämlich die Artikel 2 bis 9 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 26. April 1999, sind als solche nicht auf die klagenden Parteien anwendbar, da sie grundsätzlich nur auf das von der Französischen Gemeinschaft organisierte, bezuschußte oder anerkannte Unterrichtswesen Anwendung finden.

Der Hof stellt jedoch fest, daß Artikel 4 des Erlasses der Französischen Gemeinschaft vom 21. Mai 1999 zur Festlegung der Bedingungen im Hinblick auf die Erfüllung der Schulpflicht durch Erteilung von Heimunterricht vorschreibt, daß die Eltern verpflichtet sind, einen Unterricht zu erteilen oder erteilen zu lassen, der dem gleichen Niveau, wie es den Schulen vorgeschrieben wird, die von der Französischen Gemeinschaft organisiert, bezuschußt oder anerkannt werden, entspricht und der die Vorschriften der Artikel 6, 8 und 16 des Dekrets vom 24. Juli 1997 zur Bestimmung der vorrangigen Aufgaben des Grundschulunterrichts und des Sekundarunterrichts sowie zur Organisation der geeigneten Strukturen zu deren Durchführung erfüllt. Für die Kinder zwischen 6 und 14 Jahren sind die Eltern ebenfalls verpflichtet, einen Unterricht zu erteilen oder erteilen zu lassen, der den Bestimmungen von Artikel 16 desselben Dekrets entspricht.

Demzufolge haben sowohl die erste intervenierende Partei - eine Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht, die Heimunterricht im Sinne von Artikel 1 Nr. 3 des obenerwähnten Erlasses der Regierung der Französischen Gemeinschaft erteilt - als auch die anderen intervenierenden Parteien - Eltern von Kindern, die Heimunterricht erhalten - ein Interesse daran, zur Unterstützung der klagenden Parteien dem Verfahren beizutreten, da ihre Lage im gleichen Maße wie die der klagenden Parteien unmittelbar und in ungünstigem Sinne betroffen ist.

B.3.3. Die Intervention ist zulässig.

Was die intervenierenden Parteien «Ecole Notre-Dame de la Sainte-Espérance» und andere betrifft

B.4.1. Die Regierung der Französischen Gemeinschaft stellt die Eigenschaft und Rechtsfähigkeit der ersten intervenierenden Partei in Abrede; diese weise nicht vor dem Einreichen ihres Interventionsschriftsatzes nach, daß sie die durch das Gesetz vom 27. Juni 1921 vorgeschriebenen Formalitäten erfüllt habe. Im übrigen habe weder diese Partei, die eine nicht subventionierte freie Schule sei, noch die andere Partei in ihrer Eigenschaft als Elternteil eines Schülers einer nicht subventionierten freien Schule ein direktes Interesse an der Unterstützung der Klageschrift auf Nichtigerklärung der Artikel 2 bis 9 des Dekrets vom 26. April 1999, die lediglich infolge des obenerwähnten Erlasses der Regierung der Französischen Gemeinschaft vom 21. Mai 1999 auf sie Anwendung fänden.

B.4.2. Die erste intervenierende Partei hat dem Hof am 8. Dezember 2000 die Unterlagen zukommen lassen, aus denen ersichtlich wird, daß sie alle durch das Gesetz vom 27. Juni 1921 vorgeschriebenen Formalitäten, um vor Gericht aufzutreten, erfüllt hat.

Die erste intervenierende Partei - eine Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht, die Träger einer nicht subventionierten freien Grundschule ist - und die zweite intervenierende Partei - der Vater eines in dieser Schule eingeschriebenen Kindes - weisen aus den unter B.3.2 angeführten Gründen ebenfalls das erforderliche Interesse nach.

B.4.3. Neue Klagegründe dürfen nur in dem in Artikel 85 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 vorgesehenen Fall vorgebracht werden. Da der Interventionsschriftsatz nicht auf Artikel 85, sondern auf Artikel 87 des obenerwähnten Sondergesetzes gründet, sind die darin angeführten neuen Klagegründe nicht zulässig. Insofern die von den intervenierenden Parteien angeführten Klagegründe jedoch mit den in der Klageschrift angeführten Klagegründen verwandt sind, können sie als Anmerkungen im Sinne von Paragraph 2 des obenerwähnten Artikels 87 angenommen werden.

In bezug auf die Zulässigkeit des ersten Klagegrunds der Klageschrift, insofern er einen Verstoß gegen Bestimmungen des internationalen Rechts geltend macht

B.5.1. Die Regierung der Französischen Gemeinschaft stellt die Zulässigkeit des ersten Klagegrunds der Klageschrift in Abrede, insofern darin direkt ein Verstoß gegen Artikel 13 des Internationalen Paktes über wirtschaftliche, soziale und kulturelle Rechte, der am 19. Dezember 1966 in New York geschlossen und durch das Gesetz vom 15. Mai 1981 genehmigt wurde, gegen Artikel 2 des am 20. März 1952 in Paris geschlossenen ersten Zusatzprotokolls zur Europäischen Menschenrechtskonvention, die am 4. November 1950 in Rom unterzeichnet und durch das Gesetz vom 13. Mai 1955 genehmigt wurde, sowie gegen Artikel 60 dieser Konvention geltend gemacht werde.

B.5.2. Da Artikel 24 § 3 der Verfassung auf die Einhaltung der Grundrechte und -freiheiten verweist - darunter die internationalen Verträge, deren Verletzung im ersten Klagegrund angeführt ist -, wird die Einrede abgewiesen.

Zur Hauptsache

In bezug auf die beiden Klagegründe gemeinsam, die aus einem Verstoß gegen die Artikel 10, 11 und 24 der Verfassung abgeleitet sind

B.6.1. Die klagenden Parteien führen im ersten Teil des ersten Klagegrunds an, daß das durch die Artikel 2 bis 9 des obenerwähnten Dekrets vom 26. April 1999 bestätigte Bezugssystem für die Grundfertigkeiten kein «Referenzsystem [ist], das Grundkompetenzen darlegt», da es einen einzigen Inhalt aufweise, der eine einzige, nicht mit Artikel 24 §§ 1 und 3 der Verfassung vereinbare pädagogische Auffassung auferlege.

Im zweiten und dritten Teil des ersten Klagegrunds fügen die klagenden Parteien hinzu, daß das Bezugssystem für die Grundfertigkeiten, das durch die angefochtenen Bestimmungen des obenerwähnten Dekrets, die Anerkennungs- und Bezuschussungskriterien für den Unterricht darstellten, bestätigt werde, eine beträchtliche Auswirkung habe und auf einer bestimmten Vorstellung des Menschen und der Gesellschaft aufgebaut sei. Die öffentliche Hand lege im Detail fest, was in der Schule zu lernen sei, und gehe dabei von «deutlich tendenziösen» pädagogischen Vorstellungen aus, während die Unterrichtsfreiheit ihren Ursprung und ihre Daseinsberechtigung in der Freiheit von Unterrichtsauffassungen und in der Neutralität des Unterrichts habe. Außerdem beschränke das Bezugssystem für die Grundfertigkeiten, indem es kein System der möglichen Abweichungen vorsehe, die Freiheit zum Auswählen einer Schule, die andere pädagogische Auffassungen vertrete, und beschränke somit die Wahlfreiheit der Eltern.

Im zweiten Teil führen die Parteien an, die angefochtenen Dekretsbestimmungen verstießen gegen die Artikel 10, 11 und 24 § 4 der Verfassung, insofern nicht die objektiven Unterschiede berücksichtigt würden, nämlich die eigenen Merkmale der Rudolf-Steiner-Schulen, deren pädagogisches Projekt und Unterrichtsauffassung eine spezifische Sicht der Ziele, der Unterrichtsinhalte und der Lernhaltungen umfaßten. Die klagenden Parteien fügen hinzu, daß das Bezugssystem für die Grundfertigkeiten nicht mit der pädagogischen Auffassung und Methode des Steiner-Unterrichts vereinbar sei.

B.6.2. Artikel 24 § 1 der Verfassung bestimmt folgendes:

«Das Unterrichtswesen ist frei; jede präventive Maßnahme ist verboten; die Ahndung der Delikte wird nur durch Gesetz oder Dekret geregelt.

Die Gemeinschaft gewährleistet die Wahlfreiheit der Eltern.

Die Gemeinschaft organisiert ein Unterrichtswesen, das neutral ist. Die Neutralität beinhaltet insbesondere die Achtung der philosophischen, ideologischen oder religiösen Auffassungen der Eltern und Schüler.

Die von den öffentlichen Behörden organisierten Schulen bieten bis zum Ende der Schulpflicht die Wahl zwischen dem Unterricht in einer der anerkannten Religionen und demjenigen in nichtkonfessioneller Sittenlehre.»

Die somit durch Artikel 24 § 1 der Verfassung gewährleistete Unterrichtsfreiheit garantiert das Recht auf Gründung von - und demzufolge die Wahl zwischen - Schulen, die auf einer bestimmten konfessionellen oder nichtkonfessionellen Weltanschauung beruhen; sie setzt die Möglichkeit für Privatpersonen voraus, - ohne vorherige Zustimmung und unter Vorbehalt der Beachtung der Grundrechte und -freiheiten - nach ihren eigenen Erkenntnissen Unterricht zu organisieren und erteilen zu lassen, und zwar sowohl nach der Form als auch nach dem Inhalt, indem etwa Schulen gegründet werden, deren Eigenart in bestimmten pädagogischen und erzieherischen Auffassungen begründet liegt.

B.6.3. Die oben beschriebene Unterrichtsfreiheit setzt voraus - sonst wäre sie rein theoretisch -, daß die Organisationsträger, die nicht unmittelbar von der Gemeinschaft abhängen, unter bestimmten Bedingungen Anspruch auf Bezuschussung durch die Gemeinschaft erheben können.

Der Anspruch auf Bezuschussung findet seine Beschränkung einerseits in der Möglichkeit der Gemeinschaft, die Bezuschussung von Erfordernissen allgemeinen Interesses abhängen zu lassen, wobei es sich unter anderen um die Erfordernisse einer angemessenen Unterrichtserteilung sowie bestimmter Schülerzahlen handelt, und andererseits in der Notwendigkeit, die verfügbaren Finanzmittel auf die verschiedenen Aufgaben der Gemeinschaft zu verteilen.

Die Unterrichtsfreiheit ist demzufolge an Grenzen gebunden und verhindert nicht, daß der Dekretgeber Finanzierungs- oder Bezuschussungsbedingungen auferlegt, die die Ausübung dieser Freiheit einschränken, soweit ihr nicht wesentlich Abbruch getan wird.

B.6.4. Artikel 24 § 3 Satz 1 und § 4 der Verfassung bestimmt folgendes:

«§ 3. Jeder hat ein Recht auf Unterricht unter Berücksichtigung der Grundfreiheiten und Grundrechte. [...]

§ 4. Alle Schüler oder Studenten, Eltern, Personalmitglieder und Unterrichtsanstalten sind vor dem Gesetz oder dem Dekret gleich. Das Gesetz und das Dekret berücksichtigen die objektiven Unterschiede, insbesondere die jedem Organisationsträger eigenen Merkmale, die eine angepaßte Behandlung rechtfertigen.»

B.7. Die angefochtenen Artikel des Dekrets vom 26. April 1999 bestätigen das Bezugssystem für die Grundfertigkeiten, indem sie es in acht Anhängen erläutern, wobei dessen Grundsatz in Artikel 16 des obenerwähnten Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 24. Juli 1997 festgelegt worden war. Dieses Bezugssystem für die Grundfertigkeiten ist anwendbar ab dem Datum seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt*.

B.8. Die Kritik der klagenden Parteien an dem durch das angefochtene Dekret festgelegten Bezugssystem für die Grundfertigkeiten besteht im wesentlichen darin, daß dieses System der Grundfertigkeiten derart umfassend, detailliert und verbindlich formuliert sei, daß es einerseits keinerlei Spielraum für eine spezifische Unterrichtsauffassung lasse und andererseits unvereinbar sei mit der von den Steiner-Schulen angewandten pädagogischen Methode. Das System stehe somit im Widerspruch zu der durch Artikel 24 § 1 der Verfassung garantierten Unterrichtsfreiheit.

Die Unterrichtsfreiheit im Sinne von Artikel 24 § 1 der Verfassung beinhaltet für die Organisationsträger das Recht, ohne Bezugnahme auf eine bestimmte konfessionelle oder nichtkonfessionelle Weltanschauung, mit Inanspruchnahme der Finanzierung oder Bezuschussung durch die öffentliche Hand, einen Unterricht zu organisieren und anzubieten, dessen Eigenart in bestimmten pädagogischen oder erzieherischen Auffassungen begründet liegt. Sie verhindert nicht, daß der zuständige Gesetzgeber im Hinblick auf die Gewährleistung der Qualität und der jeweiligen Gleichwertigkeit des mit öffentlichen Mitteln erteilten Unterrichts Maßnahmen ergreift, die auf die Unterrichtsanstalten allgemein anwendbar sind - ungeachtet der Eigenart des von ihnen erteilten Unterrichts.

Die wünschenswerte Beschaffenheit und die Wahl dieser Maßnahmen sind Sache des zuständigen Gesetzgebers - im vorliegenden Fall der Dekretgeber, der in Anwendung von Artikel 24 § 5 der Verfassung die Organisation, Anerkennung und Bezuschussung des Unterrichtswesens zu regeln hat und die politische Verantwortung dafür trägt.

B.9. Es ist nicht Sache des Hofes, zu beurteilen, ob der Grundsatz und das Bezugssystem für die Grundfertigkeiten in ihrer in den angefochtenen Artikeln des obenerwähnten Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 26. April 1999 vorgesehenen Form angebracht oder wünschenswert sind. Es ist wohl aber Sache des Hofes, zu beurteilen, ob - angesichts der von den klagenden Parteien geäußerten Kritik - die Verpflichtungen, die durch diese Grundfertigkeiten, so wie sie im angefochtenen Dekret im einzelnen aufgeführt sind, auferlegt werden, nicht die pädagogische Freiheit, die zu der durch Artikel 24 § 1 der Verfassung gewährleisteten Unterrichtsfreiheit gehört, antasten oder unverhältnismäßig sind, indem sie über dasjenige hinausgehen würden, was zur Erfüllung der verfolgten Zielsetzungen allgemeinen Interesses - Gewährleistung der Qualität und der jeweiligen Gleichwertigkeit des Unterrichts - notwendig ist.

B.10.1. Der Hof stellt fest, daß das Bezugssystem für die Grundfertigkeiten einerseits in die Organisation der mit der Überwachung der Unterrichtsqualität beauftragten Gemeinschaftsinspektion integriert ist und andererseits mit der Befugnis der Unterrichtsanstalten zusammenhängt, autonom und ohne Einschreiten der öffentlichen Hand rechtsgültige Zeugnisse und Diplome auszustellen.

B.10.2. Wie unter B.1.2 dargelegt wurde, sind der Grundsatz und das Bezugssystem für die Grundfertigkeiten, die im obenerwähnten Dekret der Französischen Gemeinschaft vom 24. Juli 1997 (das «Aufgabendekret») festgelegt sind, als «Referenzsystem» abgefaßt, das die Unterrichtsanstalten in den ersten acht Jahren der Schulpflicht einhalten müssen und in dem die Fertigkeiten festgelegt sind, die die Mehrheit der Schüler bei Ablauf dieser Unterrichtszeit beherrschen müssen (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 1996-1997, 152, Nr. 1, SS. 6 und 7). Die angefochtenen Bestimmungen des Dekrets vom 26. April 1999 weichen nicht von diesem Konzept ab (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 1998-1999, 299, ebenda, Nr. 2, SS. 3 und 4).

B.10.3. Auch wenn man mit dem Bezugssystem für die Grundfertigkeiten die Autonomie der Schulen, um ohne Eingreifen der öffentlichen Hand ihre eigenen pädagogischen Methoden festzulegen und rechtsgültige Zeugnisse und Diplome auszustellen, beachten wollte (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 1998-1999, 299, ebenda, SS. 7 und 8, und *Ausf. Ber.*, 1998-1999, Nr. 5, SS. 15 bis 17), ist dieses System doch ein angemessenes Mittel, einerseits die Gleichwertigkeit der Zeugnisse und Diplome zu sichern und andererseits die Gleichwertigkeit des Unterrichts zu gewährleisten in den Einrichtungen, die von den Eltern und Schülern frei ausgewählt werden können.

B.11. Es stellt sich jedoch heraus, daß die Beschreibung des Bezugssystems für die Grundfertigkeiten in den Anhängen I bis VIII des angefochtenen Dekrets vom 26. April 1999, einschließlich derjenigen der mit diesen Grundfertigkeiten zusammenhängenden «mental Prozesse», «Arten, zu lernen» und Haltungen in bezug auf «Beziehungsverhalten», derart umfangreich und ausführlich ist, daß es vernünftigerweise nicht als «Basisbezugssystem» angesehen werden kann; indem die «Bestätigung» des Bezugssystems für die Grundfertigkeiten durch die angefochtenen Bestimmungen des Dekrets vom 26. April 1999 und seiner Anhänge auf eine zu verbindliche Weise Unterrichtsmethoden präzisiert, läßt sie den Schulträgern keinen ausreichenden Spielraum, um ihr eigenes pädagogisches Projekt zu verwirklichen.

B.12. Indem der Dekretgeber kein Verfahren vorsieht, um beschränkte Abweichungen zu gewähren für Schulträger, die - unter Einhaltung der Grundrechte und -freiheiten und ohne die Qualität des Unterrichts, die inhaltlichen Mindestanforderungen oder die Gleichwertigkeit der Zeugnisse und Diplome zu beeinträchtigen - Unterricht auf der Grundlage von spezifischen pädagogischen Auffassungen erteilen oder erteilen möchten, verstößt er gegen die durch Artikel 24 § 1 der Verfassung gewährleistete Unterrichtsfreiheit.

In bezug auf die Aufrechterhaltung der Folgen der für nichtig erklärten Bestimmungen

B.13. Da die Nichtigerklärung des Dekrets nur mit dem Fehlen eines Abweichungsverfahrens begründet wird, ohne die Dekretsbestimmungen auf andere Weise in Frage zu stellen, sind deren Folgen in Anwendung von Artikel 8 Absatz 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof bis zum 30. Juni 2001 aufrechtzuerhalten.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

- erklärt die Artikel 2 bis 9 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 26. April 1999 «zur Bestätigung des Bezugssystems für die Grundfertigkeiten und zur Abänderung der Terminologie bezüglich der vom Parlament ausgeübten Zuständigkeit in Anwendung der Artikel 16, 25, 26, 35 und 43 des Dekrets vom 24. Juli 1997 zur Bestimmung der vorrangigen Aufgaben des Grundschulunterrichts und des Sekundarunterrichts sowie zur Organisation der geeigneten Strukturen zu deren Durchführung» für nichtig;

- erhält die Folgen der für nichtig erklärten Bestimmungen bis zum 30. Juni 2001 aufrecht.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 18. April 2001.

Der Kanzler,

L. Potoms

Der Vorsitzende,

M. Melchior